

LES DROITS POLITIQUES

DES MILITAIRES

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE PAR

A. DUPONT

Officier d'Administration du Service de santé

L'Acte public sera soutenu le 13 Mai 1911, à 4 heures du soir

Président : M. CHRÉTIEN, Professeur.

Suffragants : { M. CARRÉ DE MALBERG } Professeurs.
M. ROLLAND

ANGOULÊME
IMPRIMERIE L. COQUEMARD ET C^{ie}

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES DROITS POLITIQUES DES MILITAIRES

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE PAR

A. DUPONT

Officier d'Administration du Service de santé

L'Acte public sera soutenu le 13 Mai 1911, à 4 heures du soir

Président : M. CHRÉTIEN, Professeur.

Suffragants : { M. CARRÉ DE MALBERG } Professeurs.
{ M. ROLLAND }

ANGOULÊME

IMPRIMERIE L. COQUEMARD ET C^{ie}

—
1911

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. BINET, I .

Doyen honoraire : M. BLONDEL, , I .

Doyen honoraire et Professeur honoraire : M. LEDERLIN, , I .

MM. BLONDEL, , I , Professeur de Code civil.

BINET, I , Professeur de Code civil et Chargé du Cours d'Enregistrement, Doyen.

GARNIER, I , Professeur d'Economie politique et Chargé du Cours de Législation financière.

BEAUCHET, I , Professeur de Procédure civile, Chargé du Cours de Procédure civile (Voies d'exécution), et Chargé du Cours de Législation et Economie coloniales.

BOURCART, , I , Professeur de Droit commercial et Chargé d'un Cours de Droit commercial (Licence).

GAVET, I , Professeur d'Histoire du Droit, Chargé du Cours d'Histoire du Droit privé et du Cours d'Histoire du Droit et des Institutions juridiques de l'Est.

CHRÉTIEN, I , Professeur de Droit international public et privé, et Chargé du Cours de Droit international public (Doctorat).

CARRÉ DE MALBERG, I , Professeur de Droit public et constitutionnel et Chargé des Cours de Droit public (Licence) et de Droit public et droit constitutionnel comparé (Doctorat).

GÉNY, I , Professeur de Code civil et Chargé du Cours de Droit civil approfondi (Doctorat).

MICHON, I, , Professeur de Droit romain et Chargé du Cours d'Histoire du Droit public et du Cours de Pandectes.

BROCARD, A , Professeur-adjoint et Chargé d'un Cours d'Economie politique (Licence), d'un Cours d'Economie politique (Doctorat) et du Cours d'Histoire des Doctrines économiques.

ROLLAND, Professeur de Droit administratif, Chargé d'un Cours de Droit administratif (Doctorat) et d'un cours d'Eléments de Droit public et administratif (Capacité).

SENN, Professeur de Droit romain et Chargé d'un Cours de Législation industrielle (Licence)

NAST, Agrégé et Chargé du Cours de Droit criminel et du Cours de Droit naturel.

SIMONNET, A , Docteur en Droit, Chargé d'un Cours d'Eléments de Droit civil (capacité).

RENARD, A , Docteur en droit, Chargé d'un Cours d'Eléments de Droit civil (Capacité).

MELIN, A , Docteur en Droit, Chargé du Cours de Science sociale.

ROVEL, I , Docteur en Droit. Secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat

INTRODUCTION

Les solutions à adopter concernant les droits qui doivent être reconnus aux individus, sont dans une dépendance étroite avec la théorie dont on s'inspire, touchant la nature de ces droits et leurs caractères essentiels. On sait qu'il existe sur ce point deux théories principales et diamétralement opposées ; il ne sera pas inutile d'en rappeler les idées générales, au début de ce travail.

La première est connue sous le nom de théorie du Contrat social ou des Droits naturels : elle fut adoptée par ceux des révolutionnaires qui se réclamaient des théories de Rousseau. C'est ainsi que le 4 Septembre 1789, à la Constituante, Pétion parlant spécialement du droit de vote, auquel il faisait application de cette théorie, s'exprimait ainsi : « *Tous les individus* qui composent l'association, ont le droit inaliénable et sacré de concourir à la formation de la loi, et, si chacun pouvait faire entendre sa volonté particulière, la réunion de toutes les volontés formerait véritablement la volonté générale.. Nul ne doit être privé de ce droit, sous aucun prétexte, et dans aucun gouvernement ». Elle a été reprise de nos jours par certains socialistes. « La philosophie moderne du droit, nous dit Auton Nenger (1) distingue les droits innés ou naturels, et les droits acquis. Les premiers appartiennent à tout homme par le fait de

(1) *Le droit au produit intégral du travail*. Traduction française. — Paris. GIARD ET BRIERE — 1900, page 44 et suivantes.

son existence... » Cette doctrine soutient que l'homme est investi de certains droits essentiels, par le fait seul de son existence. Ces droits lui appartiendraient en raison de sa qualité d'être humain. Ils seraient donc indépendants de la société, de l'Etat dans lequel vit l'individu ; ils seraient immuables et absolus, et devraient lui être reconnus en tous temps et en tous lieux.

Outre qu'elle est en contradiction formelle avec les faits tels que nous les présente l'histoire, une pareille conception a pour moindre inconvénient, de fonder le droit, comme on n'a pas manqué de le faire remarquer(1) *« sur une idée sans réalité objective, abandonnée à la conscience, c'est-à-dire aux conceptions du premier venu. »* Aussi l'auteur à qui nous empruntons ces critiques ajoutait-il que, « sous cette influence, le droit naturel est devenu une collection de principes imaginaires auxquels chacun peut ajouter quelque chose en s'inspirant de sa fantaisie ».

Il est d'ores et déjà certain, qu'en partant d'une pareille conception du droit, on ne pourrait faire moins que d'être de l'opinion de Pétion. Comment admettre en effet, avec cette théorie, des restrictions au droit de vote, dans un régime fondé sur la souveraineté nationale, mis en œuvre par le suffrage universel !

Toute restriction à ce droit apparaît comme une contradiction à la fois à la souveraineté nationale et au suffrage universel ; mieux que cela, une négation de l'un et l'autre principe.

Mais, même les Révolutionnaires, qui se déclaraient dans leurs discours, les plus chauds partisans de cette théorie, ou bien se gardèrent soigneusement de toute

(1) COURCELLE. *Préparation à l'Etude du Droit*. Paris. Guillaumin. 1887, p. 206.

tentative pour la faire passer dans les lois, ou bien ne réussirent pas à les appliquer quand elles s'en inspirèrent.

C'est donc de l'autre théorie, dont nous avons parlé, que la législation a fait application jusqu'à ce jour. Dans cette conception, le droit, ne serait rien autre qu'une création de la société, un produit social commandé par l'intérêt et l'utilité sociales : Il apparaît, lit-on dans l'ouvrage de M. Schatz, (1) *l'Individualisme économique et sociale*, « lorsque la vie en société, originellement provoquée par l'instinct des hommes s'est
« assez développée pour que l'on sente l'utilité de mettre un certain ordre dans les relations sociales, de
« substituer la règle de droit à la violence, et de garantir
« à l'individu certaines libertés qui apparaissent peu à
« peu comme la condition de la vie sociale et de son
« progrès, qu'il s'agisse d'une société de voleurs ou
« de pirates, comme le remarque Hume, aussi bien que
« d'une société de citoyens honnêtes ». Parmi ces libertés il est des droits élémentaires que l'on appelle fondamentaux ou, par un certain abus de mots, « naturels », parce que, indispensable en apparence à la prospérité de tout groupement civilisé, ils peuvent passer pour appelés par la nature humaine et parce que, ayant une valeur constante et universelle, ils doivent être sous-traités à toute atteinte des législateurs.

Mais en réalité, ces droits sont comme tous les autres, des créations sociales. Comme l'indique aussi Stuart Mill (2), avoir un droit, c'est avoir quelque chose dont la société doit me garantir la possession. » C'est la société

(1) Paris. Armand Colin. 1907. p. 317.

(2) *L'Utilitarisme*. Ch. V — (Trad. franç. Paris : Alcan, 3^e Edition 1903. p. 103-104.

qui donne à ce droit sa valeur positive, et son sens au point de vue économique, en le définissant dans un texte, en l'adoptant dans une coutume, en établissant et maintenant une organisation judiciaire chargée de le faire respecter. On est donc fondé à dire que, à tous les points de vue, le droit est un produit social, une création de la société. Mais alors, qu'est-ce qui s'oppose à ce qu'elle l'établisse, le crée, le conditionne de la manière qui lui paraît la plus avantageuse, la plus profitable, la plus utile pour elle et pour l'individu ? Rien ne s'opposera non plus alors, par conséquent, à ce qu'elle reconnaisse tel droit à l'individu, dans telle circonstance, et à ce qu'elle l'en prive dans telle autre, à ce qu'elle refuse même complètement de le reconnaître à telle catégorie d'individus, quand il apparaît que la reconnaissance de ce droit constituerait un danger ou entraînerait pour la société plus d'inconvénients que d'avantages. C'est ce qui s'est produit dans la législation présentement en vigueur en ce qui concerne les droits politiques de deux catégories d'individus : les femmes et les militaires ; aux premières, la loi a refusé de reconnaître même la jouissance du droit au double point de vue de l'électorat et de l'éligibilité ; aux seconds, l'exercice n'en a été reconnu que sous certaines conditions et dans des cas bien déterminés.

A l'heure présente, et pour des raisons générales et diverses que nous n'avons pas à développer ici, la question de l'extension du droit électoral à tous les individus, sans distinction de sexe, fait partie des revendications féministes. Elles ont même triomphé, dans la plupart des cas où ce droit ne met en jeu que des intérêts privés.

D'autre part, des indications analogues commencent

à se faire jour dans certains milieux militaires, et quelques organes les formulent d'une façon plus ou moins précise. C'est à ce dernier point de vue que nous nous proposons d'étudier la question dans le présent travail.

Dans ce but, nous exposerons dans la première partie l'état actuel de la question. Nous examinerons, à cet effet, les divers textes qui régissent actuellement en France le droit électoral concernant les militaires, au double point de vue de l'électorat et de l'éligibilité.

Dans la seconde partie nous passerons en revue les phases que ce droit a traversées aux différentes époques et sous les divers régimes.

Après ce double exposé, nous serons à même d'examiner quelle solution doit être adoptée en France et de nous prononcer sur le meilleur système qu'il conviendrait d'adopter, en raison de l'organisation militaire en vigueur.

Ce sera l'objet des troisième et quatrième parties de notre travail, qui contiendra en même temps, dans la quatrième partie, une étude de la question dans les pays étrangers et notre Conclusion.

PREMIÈRE PARTIE

DES DROITS POLITIQUES DES MILITAIRES EN FRANCE

Ainsi que nous venons de le dire, nous nous proposons d'exposer d'abord l'état actuel de la question en droit, c'est-à-dire tel qu'il est réglé par les textes en vigueur et de montrer ensuite les diverses phases par lesquelles elle a passé, les solutions qu'elle a reçues à chaque époque et sous chacun des régimes qui se sont succédé au cours du siècle dernier.

Nous présenterons cet exposé dans deux parties différentes qui seront respectivement consacrées, la première à l'état actuel de la question, la seconde à l'historique.

ÉTAT ACTUEL DE LA QUESTION DU DROIT ÉLECTORAL DES MILITAIRES EN FRANCE

Cette question du droit électoral, comporte, quelles que soient les personnes motivant son examen, un double aspect, un double point de vue. Il est nécessaire d'examiner séparément dans chaque cas, l'électorat et l'éligibilité. Il ne saurait en être autrement quand on l'envisage par rapport aux militaires. Nous aurons donc à la traiter en deux titres distincts, dont le premier sera consacré aux circonstances et aux conditions dans lesquelles les militaires, d'après les textes actuellement en vigueur, auraient l'exercice du *droit de vote*, et le second à celles dans lesquelles il pourrait être élu aux diverses assemblées électives.

TITRE PREMIER

Electorat

L'article 12, du décret organique du 2 février 1852, qui n'a pas été abrogé, porte que sont *électeurs*, sans restriction aucune et sans condition de cens, tous les Français âgés de vingt et un ans accomplis, jouissant de leurs droits civils et politiques.

L'article 14. de la loi municipale du 5 Avril 1884, s'exprime à peu près dans les mêmes termes ; il porte en effet, que les conseillers municipaux sont élus par le suffrage direct universel ; que sont électeurs tous les Français âgés de vingt et un ans accomplis et n'étant dans aucun cas d'incapacité prévu par la loi.

Jusque-là les textes que nous venons de reproduire ne font aucune distinction entre les Français pour leur reconnaître le droit de vote. Il en résulte donc que ce droit devra appartenir aux militaires remplissant les conditions exigées d'après le droit commun, pour avoir la jouissance du droit de vote, c'est-à-dire : « nationalité, âge et absence d'incapacité.

Mais ces conditions ne sont pas les seules. Il en est une autre dont font mention toutes les lois sur la matière ; décret de 1852, art. 14 ; loi du 30 novembre 1875, art. 1^{er} ; loi du 5 Avril 1884, art. 14. C'est ainsi que la seconde des lois que nous venons de citer porte expressément que les députés seront nommés par les électeurs inscrits « sur la liste électorale ».

Ce n'est pas ici le lieu de rappeler les phases par lesquelles a passé la formation de cette liste, ni le mode d'après lequel elle est établie et révisée. Nous indiquerons seulement qu'elle l'est par commune, et révisée chaque année du premier janvier au 31 mars. Tous ceux

qui remplissent à cette date, les conditions précitées, peuvent y figurer. Il n'existe pas de règles particulières aux militaires, à ce point de vue. Il n'en est pas de même en ce qui concerne la commune sur la liste de laquelle ils peuvent être inscrits. C'est ce point que nous allons examiner d'abord, car il détermine le lieu où le droit pourra être exercé ; nous verrons ensuite dans quels cas il pourra l'être.

CHAPITRE PREMIER

INSCRIPTION DES MILITAIRES SUR LA LISTE ÉLECTORALE.

En ce qui concerne l'inscription sur la liste électorale, de droit commun, aux termes de l'article 14 de la loi de 1884, qui régit présentement la question, doivent y figurer : 1° Tous les électeurs qui ont leur domicile réel dans la commune, où y habitent depuis six mois au moins ; 2° Ceux qui y auront été inscrits au rôle d'une des quatre contributions directes ou au rôle des prestations et s'ils ne résident pas dans la commune, auront déclaré vouloir y exercer leurs droits électoraux ; 3° Les membres de la famille des mêmes électeurs, compris dans la cote de la prestation en nature, alors même qu'ils n'y sont pas personnellement portés, et les habitants qui en raison de leur âge ou de leur santé, auront cessé d'être soumis à cet impôt ; 4° Ceux qui en vertu de la loi du 10 mai 1871 ont opté pour la nationalité française et déclaré fixer leur résidence dans la commune ; 5° Ceux enfin qui sont assujettis à une résidence obligatoire dans la commune. Après avoir mentionné que sont également inscrits les citoyens qui, ne remplissant pas les conditions d'âge et de résidence ci-dessus énumérées lors de la formation des listes, les rempliront avant la clôture définitive, le texte que nous analysons ajoute : « *L'absence de la commune résultant du service militaire ne portera aucune atteinte aux règles ci-dessus édictées pour l'ins-*

cription sur les listes électorales (1) » D'autre part l'art. 14 du décret de 1832 porte que « les militaires » en activité de service et les hommes retenus pour le service des ports ou de la flotte, en vertu de leur immatriculation sur les rôles de l'inscription maritime, seront portés sur les listes des communes où ils étaient domiciliés avant leur départ. »

De ces textes, il résulte que le militaire présent sous les drapeaux est, à cet égard, considéré comme présent dans la commune où il était domicilié au moment de son départ ; si, à ce moment, il est déjà inscrit sur la liste électorale, il doit y être maintenu pendant toute la durée de son service, sans qu'il soit besoin d'une demande de sa part ; si, au contraire, il ne figure pas encore à ce moment sur la liste, il doit y être inscrit d'office lors de la première revision qui suivra la date à laquelle il aura le droit d'être inscrit. Son inscription peut avoir lieu en outre selon les règles ordinaires, sur sa propre demande, ou sur celle d'un tiers. Cela se produira en particulier lorsque ce militaire voudra être inscrit dans une commune où il est porté au rôle d'une des quatre contributions directes

En somme, si nous envisageons la commune sur la liste électorale de laquelle les militaires peuvent être inscrits, en laissant de côté le cas que nous venons de mentionner, où l'intéressé figure au rôle des contributions d'une commune, nous nous trouvons en face des solutions suivantes :

En premier lieu, on a proposé de les inscrire sur les listes de leur résidence, sans exiger aucun délai, en les assimilant aux fonctionnaires astreints à la résidence.

(1) Cette disposition n'est que la reproduction du § 9 de l'Art. 5 *in fine* de la loi du 7 juillet 1874.

C'était la solution adoptée avant 1832, et à laquelle a mis fin le décret intervenu à cette date. La raison de cette décision réside dans les dangers qu'entraîne cette assimilation des militaires aux autres citoyens, et dans les inconvénients qui résulteraient de ce qu'ils auraient été rangés parmi les électeurs de leur garnison.

Tout d'abord, cette inscription serait le plus souvent sans utilité pour eux. Comme nous le verrons, en effet, ils ne sont admis à prendre part au vote auquel leur donne droit leur inscription, que lorsqu'ils sont *non présents* à leur corps, en *congé*, en *non activité*, en *résidence libre*. Or, le militaire qui se trouve dans l'une de ces situations ne reste pas, d'ordinaire dans le lieu où il est en garnison. Il s'empresse de se rendre dans sa famille, là où se trouve le centre de ses affaires qui est à peu près toujours différent de celui où il tient garnison. Dans ces conditions, s'il était inscrit à sa résidence réelle, il se trouverait dans cette situation bizarre, qu'il ne pourrait exercer son droit que dans les cas où il serait éloigné du lieu où il serait admis à l'exercer.

Ce système a, dit-on, un autre inconvénient en sens contraire. Dans les villes de garnison, les partis politiques seraient fatalement amenés à se disputer le renfort ou l'appoint que ne pourrait manquer de constituer à leurs yeux les électeurs militaires de la garnison. Ils chercheraient à leur faire partager leur opinion et tâcheraient ensuite de leur faire obtenir des congés au moment des élections. Il serait à craindre, que la politique entrant ainsi dans l'armée, on vit se reproduire les faits d'insubordination constatés en 1848 et dont nous aurons occasion de parler plus loin.

Telles sont les raisons que nous n'apprécions pas pour le moment, que nous nous contentons d'exposer, nous

réservant d'y revenir, au moyen desquelles on justifie la solution admise par le législateur sur le point qui nous occupe.

Et il n'y a pas à objecter, ajoute-t-on, que les militaires sont exposés aux mêmes périls vis-à-vis des partis de la localité dans laquelle ils seront inscrits. En premier lieu, n'étant plus groupés, mais disséminés dans leurs communes d'origine par exemple, le nombre qu'ils représentent ne constituera plus un chiffre assez élevé pour attirer les partis. Ceux-ci, outre qu'ils n'auraient plus un intérêt suffisant, ne tenteront plus une action qui ne saurait être efficace que si elle était exercée dans l'entourage immédiat de la troupe.

Il peut d'ailleurs arriver qu'un militaire pris isolément, soit inscrit sur la liste de la commune où il tient garnison, par application des règles que nous allons exposer. La solution adoptée par le législateur, étant celle que nous avons dite, à savoir que l'absence de la commune motivée par le service militaire, ne porte aucune atteinte aux règles établies, en droit commun pour l'inscription sur les listes électorales, il résulte que, pendant toute la durée de ce service, le lieu de l'inscription sera en principe celui où le militaire aurait été inscrit ou aurait dû l'être quand son service a commencé.

Mais, au cours du siècle dernier, les règles ont varié sur ce point. Ainsi d'après l'art. 14 du décret du 2 février 1832, les militaires doivent être portés sur les listes des communes où ils étaient domiciliés avant leur incorporation. Ce texte rompait avec le système qui avait prévalu en 1848. L'électeur militaire cessait d'être assimilé aux autres électeurs, son inscription n'étant plus commandée par sa résidence actuelle, mais par celle qu'il avait avant d'être lié au service.

Cependant la détermination de ce domicile antérieur pouvait donner lieu à des difficultés. La question se posait alors de choisir entre le domicile et la résidence de six mois, qui constitue un domicile spécial de droit commun, en matière électorale. La jurisprudence avait créé à cet égard une règle qui coupait court à toute controverse et simplifiait considérablement la fixation du domicile électoral des militaires.

La Cour de cassation avait tranché la question dans les termes suivants : (1) « Attendu que R. est militaire en activité de service et que, aux termes du décret du 2 Février 1852 (art. 14), il doit être inscrit sur la liste électorale de la commune où il était domicilié avant son départ : Que par le mot *domicilié*, le dit décret a entendu le domicile légal de recrutement qui a déterminé l'inscription au tableau de recensement ; Qu'il est constaté par un certificat du Maire de la commune de C... que R. a été inscrit sur la liste du recrutement de cette commune, que c'est conformément aux dispositions de ce décret que R. avait été porté sur la liste électoral... »

Ce système prêtait à quelques objections, peut-être sous le rapport de sa légalité, mais il était d'une grande commodité. Aussi la Cour de Cassation ne s'en préoccupa pas. Sa décision était d'ailleurs en « pleine » conformité avec le vœu du législateur, car le domicile électoral tel que le fixait cette interprétation, était toujours le même, pendant toute la durée du service militaire.

On est amené à se demander si la loi de 1884 n'a pas abrogé ces règles. Sans doute tout le monde est d'ac-

(1) *Code Electoral* par RENDU. N° 74 cass. R. 30 mars 1870, Sirey, 70 1^{er} p. p. 310.

cord pour reconnaître que cette loi a voulu maintenir dans une large mesure les idées du législateur de 1852.

Mais elle vise dans sa rédaction qui fixe le lieu d'inscription, non seulement le domicile, mais encore la résidence. D'où on est fondé à conclure que pendant toute la durée de son service, le militaire pourra être inscrit soit au lieu où il avait son domicile, soit à celui où il avait une résidence de six mois lors de son entrée au service.

La comparaison entre les deux situations s'établit donc de la manière suivante. D'après le décret de 1852 le militaire ne pouvait être inscrit *que* sur la liste de son domicile déterminé comme nous avons vu, d'après l'arrêt de Cassation précité. Depuis 1884, il peut l'être *soit à ce domicile, soit au lieu de la résidence de six mois*, qu'il avait avant son départ pour l'armée. Sans doute sous ce dernier rapport, la Cour de Cassation a décidé qu'il n'était pas besoin d'une résidence effective ; que, par application de cette règle, d'après laquelle l'absence de la Commune résultant du service militaire ne porte aucune atteinte aux droits du militaire, à cet égard, sera jugée suffisante une résidence qui aurait eu une durée de 6 mois avant la clôture de la liste électorale, si elle n'avait pas été interrompue par l'appel sous les drapeaux(1 ».

Cette interprétation permettra aux intéressés de se faire inscrire soit dans la commune de leur domicile réel, soit dans celle où ils auront une résidence qui sans cette absence, aurait atteint avant la clôture des listes électorales une durée de six mois (2). Malgré cette interprétation très large, il n'en reste pas moins qu'il y a,

(1) C. C. 3 août 1886, S. 87. 1 à 134.

(2) Cass. 26 novembre. 1883-S. 84. 1 à 207.

d'après le système de la loi de 1884, deux communes sur les listes desquelles les militaires peuvent être inscrits. En 1852, le domicile électoral avait été ramené au domicile de recrutement. Depuis 1884, l'article 14 de la loi municipale renvoyait aux autres articles où il s'agit du domicile au sens précis et juridique du mot, le domicile d'inscription, ne peut plus être identifié avec le domicile de recrutement. Ce ne peut être que le domicile général. Et il pourra arriver qu'ils seront distincts en particulier, quand, depuis le tirage au sort, le père de l'appelé mineur aura transporté son domicile dans une autre commune. Celui-ci aura alors besoin pour pouvoir être inscrit sur la liste électorale, d'une résidence effective de six mois dans cette commune.

La loi nouvelle rapproche les militaires du droit commun en matière électorale, mais elle contient un système moins simple que le texte ancien. Elle est susceptible de donner lieu à des difficultés multiples, tandis que celui de la jurisprudence était d'une simplicité parfaite et d'une application très commode. Aujourd'hui, outre qu'il faut, pour inscrire un militaire à son domicile, déterminer ce domicile d'après les règles ordinaires, on peut encore l'inscrire au lieu où il avait six mois de résidence lors de son incorporation.

Quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur l'un ou l'autre système, celui que nous venons d'exposer, qui est contenu dans la loi de 1884, est constant. Il s'applique à tous les militaires de terre et de mer sans exception ni distinction : aux engagés, aux gendarmes départementaux et aux gardes républicains, comme aux appelés que nous avons plus particulièrement visés dans les explications qui précèdent. En ce qui concerne les engagés volontaires, qui se trouvent toujours sous les dra-

peaux avant d'avoir atteint l'âge de 21 ans, et c'est le cas de la plupart des officiers, la situation sera sensiblement la même. Lorsqu'ils seront susceptibles de figurer sur la liste électorale, ils auront été compris au tableau de recensement de leur classe. La règle précédemment établie pour les appelés, leur sera donc applicable. Cependant le Ministre de l'Intérieur (1) dans deux circulaires de 1884, prescrivant l'inscription sur les listes électorales de tous les militaires en activité de service fait une distinction sans utilité à notre avis, entre les appelés et les engagés ; d'après ces instructions les premiers doivent figurer sur la liste électorale de la commune de leur domicile de recrutement, les seconds sur celle du domicile mentionné dans leur acte d'engagement. D'où il résulte qu'on a été ramené en pratique par la force des choses, à suivre la règle fixée par la Cour de Cassation entre 1852 et 1884.

Nous avons vu que les militaires de terre et de mer ainsi que les gendarmes et les gardes républicains de Paris étaient régis par les règles que nous venons d'exposer.

Le fait méritait d'être constaté, parce que ces deux dernières catégories ont été longtemps considérées au point de vue électoral, comme des fonctionnaires publics (2). Il en était ainsi avant la loi militaire du 27 juillet 1872. Mais depuis cette date, ils sont assimilés au reste de l'armée. La même règle leur est donc applicable ; leur inscription doit avoir lieu sur les listes élec-

(1) Circulaire Ministériel-e int. 10 Avril 1884 *Bul. Min. Int.* 1884 p. 166 et 470.

(2) Cass. 6 mai 1862. D. 64. 5 — 118. 30 mars 1870 — 26 avril 1870 D. 70 1 216. *Journal de la Gendarmerie*, 21 janvier 1862. Il en est de même des sapeurs pompiers de Paris.

torales des communes où ils étaient domiciliés avant leur entrée au service (1). Le système adopté par le législateur a cette conséquence que le militaire libéré peut prendre part aux opérations électorales, dès qu'il a cessé d'être lié au service : si les prescriptions que nous venons d'exposer ont été observées, il est certain, quelle qu'ait été la durée de son service, qu'il figurera sur les listes de la commune où il avait son domicile avant son départ. Mais il arrivera souvent que, par négligence de sa part ou de celle des autorités chargées de reviser les listes, il aura été rayé. Cela se produira surtout pour les militaires de carrière, qui ont fait un long séjour sous les drapeaux. Il appartiendra alors à l'intéressé de solliciter une nouvelle inscription. Celle-ci, où pourra-t-elle avoir lieu ?

D'abord dans la commune où il avait, lors de son incorporation, soit son domicile réel, soit une résidence de 6 mois, par application de l'art. 14 de la loi du 5 avril 1884. Il ne peut en être autrement, puisque l'absence motivée par le service militaire, ne doit porter aucune atteinte à l'exercice de ses droits électoraux. On ne saurait donc exiger de lui pour l'inscrire, qu'il ait, à partir de sa libération, une résidence de 6 mois. C'est ce qu'a décidé la Cour de Cassation dans l'hypothèse suivante : « La question s'était posée devant elle au sujet d'un militaire qui avait contracté un rengagement de 7 ans et s'était retiré, après l'accomplissement de ses obligations militaires dans la commune de son ancien domicile. La Cour suprême a considéré, avec raison selon nous, que le temps passé sous les drapeaux devait être compté comme passé dans la Commune (2).

(1) Circulaire Ministérielle. Guerre et Marine. *Bulletin Min. Int.* 1873 p. 214.

(2) Cass. 11 mai 1875 — S. 75 1 276 — 9 juillet 1883 D. 84 3. 206.

C'est ainsi que, lorsque l'intéressé a satisfait au recrutement dans la commune où il est né, souvent qualifié de domicile d'origine, c'est là qu'il doit être inscrit lors de sa libération. La question s'est posée en particulier(1) pour un marin qui avait quitté sa commune depuis treize ans. On objectait, dans l'espèce qu'il n'avait pas constamment navigué et avait dû passer une partie de son temps à terre. Mais, à terre ou à bord, du moment où il était en service, il avait conservé son droit à l'inscription dans sa commune. Pour qu'il en fut autrement, il aurait fallu établir que les conditions prescrites de droit commun relatives au changement de domicile valable, avaient été remplies : c'est-à-dire l'intention de changer de domicile, et le fait du changement. Ce dernier n'aurait pu consister ici que dans une résidence de 6 mois effectuée au cours d'un congé régulier dans une autre commune. (2) Bien entendu, si son domicile de recrutement est distinct de ce que nous avons appelé son domicile d'origine, à raison des explications fournies plus haut, c'est au domicile de recrutement ou dans la commune où il avait, lors de son incorporation, une résidence de 6 mois, qu'il devra être inscrit (3)

Mais, s'il se retire, après sa libération dans une autre commune, distincte de son domicile de recrutement, et où il n'avait pas, avant son incorporation, de résidence, il ne pourra être inscrit qu'aux conditions ordinaires, c'est-à-dire en justifiant d'une résidence de 6 mois depuis sa sortie du service. (4)

(1) Cass. 13 avril 1881. s. 82-1-319 6 mai 1884. D. 85-1 34.

(2) Cass. 6 mai 1884, précité.

(3) Cass. 9 mai 1898. s. 99. 1.287.

(4) Cass. 24 avril 1877. s. 77-1-4-30. 22 mai 1888. s. 89-1-31.

Le point de départ de ce délai ne sera pas nécessairement la date de sa radiation des contrôles militaires, car on peut supposer qu'une interruption de service s'est produite, d'une durée suffisante pour faire acquérir une résidence de 6 mois. Cela se produirait par exemple, dans le cas d'un soldat qui aurait obtenu un congé de six mois, passé dans une commune autre que celle où il résidait lors de son appel sous les drapeaux, et où il demanderait son inscription, après sa libération, sans attendre d'y avoir résidé six mois depuis cette date.

Une dernière question peut se poser à ce point de vue. C'est celle de savoir si un militaire libéré ou en retraite peut demander, sans conditions de résidence, à être inscrit sur la liste électorale de la Commune où il a rempli ses obligations militaires, en invoquant, cette fois, pour constituer la résidence de six mois exigée par la loi, le temps passé sous les drapeaux. Le cas est très fréquent de voir un militaire de carrière se fixer, une fois libéré, dans la ville où il a tenu garnison, plutôt que de retourner s'établir à son domicile de recrutement, qu'il a quitté depuis longtemps, et où il n'a conservé ni intérêts ni relations.

Le Conseil d'Etat et la Cour de Cassation ont solutionné cette question chacun dans un sens différent. Le premier saisi de questions voisines de celles que nous examinons (1) s'est prononcé pour la négative. Il a indiqué indirectement la manière dont le problème lui paraît devoir être résolu : la tendance paraît être de ne pas admettre l'ancien militaire à compter, comme temps de résidence valable pour son inscription, celui passé avant

(1) Conseil d'Etat, 12 Mars 1888, D 81, 2, 104,

sa retraite où sa libération dans la ville où il résidait quand il était en activité de service.

Au contraire, la Cour de Cassation a admis que « si l'absence d'un militaire de la commune qu'il habitait au moment de son départ, ne fait pas obstacle à ce qu'il soit inscrit pendant qu'il est sous les drapeaux, sur la liste électorale de cette commune, et que, même il s'y fasse inscrire à son retour, sans nouvelle et effective résidence, pendant le temps fixé par la loi, il ne s'ensuit pas qu'après sa libération il ne puisse obtenir son inscription sur les listes d'une autre Commune, où il a résidé réellement, pendant la durée de son service militaire, et où il n'a cessé de résider depuis sa mise en retraite, jusqu'au jour de la revision des listes électorales (1) »

Cette solution repose sur le raisonnement suivant : Le militaire est considéré comme ayant conservé sa résidence dans sa commune de recrutement, par faveur, dans le but de lui permettre de figurer pendant toute la durée de son service, sur les listes de cette commune. Cette faveur ne doit pas se retourner contre lui et constituer une espèce d'incapacité quand il ne se trouve plus dans la situation en vue de laquelle cette solution a été adoptée, ou encore, la fiction de la résidence continuée pendant la durée du service militaire, n'ayant été écrite que pour le temps de ce service. Quand celui-ci a pris, fin, les anciens militaires sont alors régis par le droit commun. Les raisons pour lesquelles ces dispositions spéciales avaient été édictées ont disparu, ces dernières n'ont plus raison d'être.

(2) Cass. 26 Nov. 1883, 1, 84, 1.437, D. 1884, 1, 207. Cass. 28 Mai 1883. D. 83, 1, 389 Chavegrin, à son cours.

Une fois libéré, l'ex-militaire pourra donc être inscrit à son choix, à sa résidence ou à son domicile antérieur à son incorporation ou à sa résidence réelle, pourvu que celle-ci ait une durée de six mois, qui ont pu commencer avant la libération. Les militaires qui remplissent les conditions énumérées plus haut, lorsqu'ils sont, en outre, inscrits d'après les règles que nous venons d'exposer, sont aptes à prendre part au vote.

Nous allons voir, au chapitre suivant, dans quels cas et à quelles conditions, l'exercice de ce droit leur est reconnu.

CHAPITRE II

DROIT DE VOTE DES MILITAIRES.

Même quand ils remplissent toutes les conditions exigées des autres citoyens, capacité et inscription sur les listes électorales, les militaires ne sont pas en principe, admis au droit de vote : telle est la règle de la matière. Elle est écrite dans l'article 2 de la loi du 30 novembre 1875 ; elle l'est dans l'article 9 de la loi du 15 juillet 1889, reproduit dans le même article de la loi du 23 mars 1905.

Le premier de ces textes est ainsi conçu : « Les militaires et assimilés, de tous grades et de toutes armes, des armées de terre et de mer, ne prennent part à *aucun vote*, quand ils sont présents à leur corps, à leur poste, ou dans l'exercice de leurs fonctions. Ceux qui, au moment de l'élection se trouve en *résidence libre*, en *non activité* ou en possession d'un *congé régulier*, peuvent voter dans la commune sur les listes de laquelle ils sont régulièrement inscrits. Cette dernière disposition s'applique également aux officiers et assimilés qui sont en *disponibilité* ou dans le *cadre de réserve* ».

Les deux autres reproduisent tous deux exactement la même disposition : Article 9 de la loi du 23 Mars 1905 : « Les militaires et assimilés de tous grades de toutes armes, des armées de terre et de mer, ne prennent part à aucun vote lorsqu'ils sont présents à leurs corps, à leur poste ou dans l'exercice de leurs fonctions. Ceux qui, au moment de l'élection se trouvent

en résidence libre, en non activité ou en possession d'un congé, peuvent voter dans la commune sur les listes de laquelle ils sont régulièrement inscrits. Cette disposition s'applique également aux officiers et assimilés qui sont en disponibilité ou dans le cadres de réserve. »

Elle est complétée par l'article 43 de la même loi, ainsi libellé : « Les hommes de la réserve et de l'armée territoriale, appelés en cas de mobilisation ou convoqués pour des exercices, manœuvres ou revues, sont considérés, sous *tous les rapports*, comme des militaires de l'armée active et soumis dès lors à toutes les obligations imposées par les lois et règlements en vigueur. » (1)

De ce que les textes ci-dessus rapportés sont conçus dans les termes les plus larges et les plus exprès, il résulte que, pendant la durée de leur présence au corps, à leur poste, ou dans l'exercice de leurs fonctions, le droit de vote est refusé aux « *militaires et assimilés de tous grades et de toutes armes, des armées de terre et de mer.* » Il ne saurait donc y avoir de doute, ni sur le cas dans lesquels le vote est interdit, ni sur les personnes auxquelles il est refusé... Il ne peut s'élever de difficultés que sur le point de savoir si telle ou telle catégorie de militaires doit être comprise sous la dénomination de militaires ou d'assimilés. (2)

Une controverse s'est cependant élevée sur le point de

(1) L'art. 32 de la loi du 15 juillet 1889, qui correspond à l'article 43 de la loi du 23 Mars 1905, contient exactement les mêmes énonciations avec cette différence qu'au lieu des mots « appelés en cas de mobilisation ou convoqués pour des exercices, manœuvres ou revues » il porte simplement sous les « drapeaux ».

(2) Officiers assimilés : fonctionnaires de l'Intendance, officiers du corps de santé, vétérinaires militaires, officiers d'administration des différents services, chefs de musique, etc...

savoir si ces officiers de la réserve et de l'armée territoriale, accomplissant un stage volontaire en dehors de tout appel, sont compris dans les termes employés par le législateur. Un avis du Conseil d'Etat du 7 février 1877, admet la négative en se basant sur ce fait, que leur présence sous les drapeaux est volontaire et ne résulte pas d'un ordre d'appel, que de plus, ils ne reçoivent pas de solde...

On s'est demandé si cet avis du Conseil d'Etat était encore en vigueur depuis les lois du 15 juillet 1889 et 21 Mars 1905. On a argumenté en faveur de l'opinion adoptée par l'avis ci-dessus rapporté, de ce que l'article 9 de ces deux lois refusait le droit de vote aux militaires et assimilés, par cela seul qu'ils étaient présents au corps, sans distinguer entre les diverses causes de cette présence (1) Avant la loi de 1905, les auteurs partisans de l'opinion adoptée par le Conseil d'Etat, avaient déjà répondu que le législateur avait voulu parler d'une présence *légitime* de l'officier, la seule qui puisse entraîner des conséquences aussi graves que la privation d'un droit primordial, comme le droit de vote. On faisait un rapprochement entre le stage volontaire et la résidence libre dans la marine.

L'article 43 qui concerne spécialement les hommes de la réserve et de la territoriale ne figurait pas dans la loi de 1872 ; ce fut la loi du 18 Novembre 1875 qui posa dans ses articles 10 et 11 le principe que contient cet article.

Il vise, comme on sait, plus spécialement la situation des réservistes et territoriaux en ce qui concerne les sanctions de la justice militaire.

(1) Rép. gén. du droit français. Elections, n° 307.

Mais, il nous paraît avoir une portée beaucoup plus générale, puisque nous le considérons comme étant le seul qui régit ces hommes relativement aux autres obligations, y compris le droit de vote pendant la durée de leurs convocations ou périodes

Il est à remarquer que l'article 43 ne mentionne que « les hommes de la réserve et ceux de l'armée territoriale » Il n'y est pas question d'une manière expresse de la réserve et de l'armée territoriale. On a prétendu (1) qu'en raison de son caractère plus particulièrement pénale, cette disposition devait être interprétée stricto sensu, et que le contenu de cet article ne pouvait, à moins d'être complété par un texte nouveau, être appliqué aux hommes faisant partie de la réserve de l'armée territoriale.

Nous ne saurions partager cette manière de voir pour les raisons suivantes : En premier lieu, le texte en question n'a aucun caractère pénal, ni exceptionnel. Il fixe purement et simplement, non seulement au point de vue répressif, mais à tous les points de vue — celui de l'exercice des droits politiques, en particulier — le droit commun des hommes de la réserve et de l'armée territoriale. Une pareille disposition n'a, à aucun degré, ni le caractère pénal, ni le caractère exceptionnel, quoiqu'elle soumette les individus qu'elle vise à une autre situation générale nouvelle, celle des militaires et malgré que celle-ci comporte un système répressif différent de celui qui s'applique aux non militaires.

Rien ne s'oppose donc, à notre avis, à ce que cet article soit interprété d'une manière extensive.

Cette opinion serait-elle repoussée, il existerait encore

(1) LE NOIR DE TOURTEAUVILLE. *La loi sur le Théorique*. Recrutement de l'armée — Commentaires et pratique. T. III page 167 ets Reims. 1908.

une raison suffisante pour comprendre, dans les termes employés par le législateur, les hommes de la réserve de l'armée territoriale. En effet, on entend normalement par armée territoriale, en plus de celle-ci, sa réserve. Et qu'on ne nous objecte pas que, en ce qui concerne l'armée active, on a énuméré séparément cette armée et sa réserve. A cela, il y a une raison : c'est qu'elles sont soumises, au point de vue de l'activité, à deux régimes différents : La situation normale de la première est la situation exceptionnelle, prévue et réglementée par notre article, en ce qui concerne la réserve.

Rien de pareil pour l'armée territoriale qui est soumise au même régime que sa réserve, et qui, par suite, n'avait aucune raison pour être l'objet de deux mentions distinctes. Les termes employés, nous paraissent donc suffisants pour régir l'armée territoriale et sa réserve. On ne comprendrait pas, d'ailleurs, que les hommes qui composent l'une et l'autre fussent où puissent être soumis à des régimes différents, quand ils sont dans une même situation, c'est-à-dire appelés en cas de mobilisation ou convoqués pour des exercices, manœuvres et revues, selon les termes de notre texte, en faisant remarquer que, dans cette dernière position, le législateur avait expressément reconnu le droit de vote aux militaires.

Il nous semble que la question est mal posée par les partisans de l'une et de l'autre opinion. Nous pensons qu'avant de faire aux officiers de réserve, dont nous nous occupons, application de l'article 9 des lois de 1889 et de 1905, il faut se rendre compte s'il leur est applicable, et en cas d'affirmative, d'où résulte cette application. Si cet article existait seul, on pourrait soutenir qu'il ne régit pas les officiers de la réserve, ni ceux de la

territoriale. La meilleure preuve, c'est que, comme nous l'avons constaté au début du présent chapitre, le législateur a jugé à propos, aux deux dates, d'écrire un article spécial, pour soumettre les militaires de la réserve et de la territoriale, à *toutes les obligations imposées par les lois et règlements en vigueur*, selon les expressions mêmes du texte.

Mais pour cette catégorie de militaires, la situation qui leur sera faite n'étant que momentanée et accidentelle, ce n'est pas dans le texte de l'article 9 qu'il faut aller chercher la solution de notre question, c'est dans celui des articles 52 ou 43, selon qu'il s'agit de la loi de 1889 ou de celle de 1905.

L'article 9 ne règle pas, ne peut pas régler, il n'est pas écrit pour cela, le point de savoir *quand, dans quel cas*, les militaires de réserve et ceux de la territoriale sont soumis aux obligations imposées aux militaires. Ce point est tranché uniquement par le seul article qui s'occupe de ces militaires, l'article 52 dans la loi de 1889, l'article 43 dans celle de 1905. Nous avons déjà fait remarquer, à ce propos, que le législateur de 1905 a modifié le texte relatif au point qui nous occupe.

L'article 52 de la loi de 1889 portait simplement que les militaires de la réserve et de la territoriale, étaient soumis à toutes les obligations imposées par les lois et règlements en vigueur, quand ils étaient *sous les drapeaux*. Le législateur de 1905 a été plus explicite ; les termes dont il s'est servi ne laissent à notre avis, place à aucune difficulté. puisqu'il dit « *appelés en cas de mobilisation ou convoqués pour des exercices, manœuvres ou revues* ». Nous pensons donc que la solution donnée sur ce point par le Conseil d'Etat est toujours en vigueur et est seule exacte ; qu'elle l'était sous la loi de 1889,

parce que les officiers de la réserve et de la territoriale qui font un stage volontaire n'étaient pas sous les drapeaux ; qu'en tout cas, d'après le texte de 1905, il est impossible de les comprendre ni sous la dénomination d'*appelés*, ni sous celle de *convoqués*, seules situations dans lesquelles ils soient soumis aux dispositions de l'article 9 et par suite privés du droit de vote.

La règle étant celle que nous venons de dire, à savoir la privation du droit de vote pour les militaires remplissent toutes les conditions exigées par la loi, du moment où ils sont, soit présents à leur corps, à leur poste, soit dans l'exercice de leurs fonctions, cette règle compte des exceptions

Le paragraphe, qui suit celui où est écrite cette règle, énumère les exceptions suivantes : résidence libre, non activité, congé, disponibilité, et cadre de réserve. Il nous reste à examiner ces diverses situations :

On entend par *résidence libre*, une situation spéciale aux officiers de marine et aux officiers de l'armée coloniale. Cela résulte d'explications fournies dans les deux chambres lors du vote de la loi de 1889 en particulier, et des circulaires du ministre de la marine. Dans la période suivant une campagne maritime ou une expédition coloniale, le plus grand nombre des bâtiments qui y ont pris part sont désarmés dès leur rentrée au port d'attache. Il en résulte qu'un grand nombre d'officiers de marine se trouvent à terre sans emploi. Au lieu de les retenir sans raison et sans utilité à l'activité, le ministre peut autoriser un certain nombre d'entre eux à se retirer pendant un temps déterminé, dans une résidence de leur choix, et avec une solde réduite. Cela permet aux bénéficiaires de cette mesure de se reposer, et il en résulte une économie pour le budget. Ces officiers sont à la

disposition du ministre : ils peuvent être rappelés dès que les besoins du service l'exigent. (1)

Cette situation est applicable à tous les officiers de marine sans distinction, mais pour une durée variable selon les grades. Elle est accordée en général aux officiers supérieurs pour une durée de six mois et pour trois ou six mois aux officiers subalternes, suivant l'importance de la campagne à laquelle ils viennent de prendre part. (2)

On avait proposé à la Chambre des députés, en 1887, afin d'éviter les abus, d'appliquer à cette position les mêmes règles qu'au congé, en particulier, d'en limiter la durée. L'auteur de cette proposition, M. Jules Roche(3) craignait de voir certain officiers la demander quelques jours avant un vote, afin d'y prendre part et y renoncer aussitôt après. Il demandait donc qu'il fut décidé que la résidence libre devait avoir une durée d'un mois pour conférer le droit de vote.

Il lui fut répondu que la résidence libre était une situation légale, comparable à la non-activité, et qu'on ne pouvait pas plus exiger une durée déterminée pour qu'elle permit à celui qui en jouissait d'exercer son droit électoral, que quand il s'agissait de la non activité.

Le rapporteur (4) concluait que le texte de la loi était

(1) Discours de M. Jules Roche, à la Chambre, séance du 20 juin 1887. *Journal Officiel* 21 juin. Chambre Déb. Parlementaire p. 1307 de l'amiral Jaurès au Sénat. Séance du 26 avril 1888. *Journal Officiel* du 27. Sénat et Parlement p. 618.

(2) Circulaires Ministérielles du 1^{er} juillet 1814, des 28 août et 22 septembre 1875. 1^{er} août 1877. 15 avril 1879 et 12 janvier 1881 17 et 11 décembre 1882 et 15 novembre 1884, cités par Rabany, loi sur le recrutement t. 1 p. 161 162,

(3) Chambre des députés, séance du 20 juin 1887. *Journal Officiel* 21 juin. Débat parlementaire p. 1308.

(4) Chambre des députés, séance du 20 juin 1887. *Journal Officiel* 21 juin. Débat parlementaire p. 1308.

impératif et que tout officier en résidence libre, quelle que fût la durée de cette résidence, pouvait prendre part au vote dans le lieu de cette résidence, pourvu bien entendu, que fussent remplies, par ailleurs, toutes les autres conditions exigées, en particulier l'inscription sur les listes électorales.

Les mêmes dispositions ont été adoptées sans débat par la loi de 1905, le législateur s'étant borné comme nous l'avons vu, à reproduire le texte de la loi de 1889.

Nous avons vu que la *non activité* est une de ces positions dans lesquelles le militaire peut voter. D'après l'article 4, de la loi du 19 mai 1834, sur l'état des officiers, la non-activité est la position de l'officier hors cadres et sans emploi.

Par application de cette définition, sont dans cette position, et par suite peuvent prendre part au vote d'après M. Rabany (1).

1° — Les Officiers dont le corps a été licencié ou l'emploi supprimé et qui se trouvent en excédent des cadres, ou qui, rentrant de captivité, ont été remplacés dans leur emploi.

2° — Les officiers mis en non-activité pour infirmités temporaires ou par retrait ou suppression d'emploi.

3° Les officiers de la réserve et de l'armée territoriale dans leurs foyers, tant qu'ils ne sont pas rappelés pour accomplir des manœuvres ou des stages obligatoires, ou en cas de mobilisation.

Les officiers en réforme ou en retraite ont cessé de faire partie de l'armée. Ils ont recouvré de ce fait, la plénitude de leurs droits de citoyens. Quant à ceux qui sont en

(1) Le recrutement de l'armée, commentaire de la loi du 21 mars 1905 — 2^e Edition p. 167.

instance de retraite et se trouvent en congé jusqu'à l'époque de leur admission définitive à la retraite, ils peuvent prendre part au vote comme étant en congé, mais ils ne sont pas éligibles (1).

Les hommes de troupes doivent être considérés comme en non activité, en vue de l'application de l'article 9 dans les cas suivants :

1° Les hommes *renvoyés par anticipation* dans leurs foyers avant l'expiration du terme légal du service, par l'application de l'article 33 de la nouvelle loi sur le recrutement. (2)

2° Les marins inscrits, lorsque leur classe n'est pas appelée, qu'ils n'ont pas devancé l'appel, et ne sont pas maintenus ou réadmis, ni lié au service, en vertu d'une commission ou d'un brevet.

3° Les hommes de la réserve et de l'armée territoriale, non mobilisés ou convoqués pour des manœuvres.

4° Les invalides. Les ajournés en vertu de l'article 19 et les jeunes soldats, même ayant passé l'examen du conseil de revision, mais non encore appelés, ceux qui ont obtenu un sursis d'appel, ne sont pas en activité. Ils peuvent donc librement prendre part au scrutin. Les élèves des Ecoles Polytechnique et Spéciale Militaire, doivent accomplir une année de service aux conditions ordinaires, avant d'entrer dans ces écoles ; les élèves de l'Ecole Normale Supérieure, de l'Ecole Forestière, de l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures, de l'Ecole Nationale des mines, de l'Ecole des Ponts et Chaussées, de l'Ecole des mines de St-Etienne, doivent, avant d'entrer dans ces établissements, contracter un engagement.

(1) Rabany — p.136 — Conseil d'Etat, 21 Décembre 1888. Baulot.

(2) Mais ils ne sont pas éligibles.

Les uns et les autres doivent donc être considérés comme présents sous les drapeaux, pendant tout le temps qu'ils passent dans ces écoles. Par suite ils sont privés du droit de vote.

Bien qu'en activité, nous avons vu que les militaires jouissaient de l'électorat et pouvaient prendre part à une élection s'ils étaient en *congé*. Dans le langage militaire, le congé est une autorisation régulière d'absence de plus de trente jours. Il diffère de la permission par sa durée, cette dernière ne comportant qu'une absence de trente jours au maximum. (1)

Déjà sous l'empire de la législation antérieure on distinguait les absences autorisées, selon leur durée, en congés et permissions. L'article 2 du décret du 27 novembre 1868, portait expressément que :

« Les absences pour cause de santé ou de convenance personnelle dont la durée doit dépasser trente jours, ne peuvent être accordées que sous la forme de congés ». D'autre part le décret du 1^{er} mars 1890 pour la guerre, celui du 26 février 1889 pour la marine, ont expressément limité toute permission d'absence à une durée de trente jours consécutifs. Les prolongations d'absence qui pourraient être autorisées par la suite avant l'expiration de la permission primitive, ne changent pas son caractère. Enfin, seules, les absences dont la durée doit dépasser trente jours, sont autorisées sous forme de congés. Telle est la distinction admise à cet égard, tant par le

(1) La question a donné lieu à un échange d'observations, dans l'une et l'autre Chambres lors de la discussion de la loi de 1889. C'est l'interprétation donnée au texte qui a été admise à la Chambre et au Sénat. *Journ. off.* 21 juin 1887. Chambre. déb. parlam. p. 1307. *Journ. off.* 19 décembre 1888. Séance du 18 décembre p. 3014 *Journ. off.* du 27 avril 1888. Sénat. Débat parlementaire. Séance du 26 avril. p. 617 et 618.

Ministre de la Guerre (1) que par le Conseil d'Etat (2). C'est ainsi qu'un arrêt a refusé de considérer comme un congé, au point de vue qui nous occupe, une absence pour convalescence de trente jours (3). Le Ministre de l'Intérieur, s'exprimait ainsi, à ce sujet, dans ses observations devant le Conseil d'Etat, à l'occasion d'une affaire, soumise à cette assemblée. (4) » La permission qui inférieure à la limite de trente jours, la dépasse ensuite, par prolongation, ne change pas pour cela de caractère, à mon avis.

C'est, en effet, au moment où l'absence a été autorisée qu'il convient de se placer pour savoir si elle résulte d'une permission ou d'un congé. Quelle que longue que soit une permission, et quelles que soient les causes qui l'aient motivée, elle ne saurait légalement équivaloir à un congé. En ce qui concerne les hommes de la réserve et ceux de la territoriale, il ne peut pas être question pour eux de prendre part à un vote pendant la

(1) Circ. min. guerre. 24 février 1871. Circ. min. Int. 22 sept. et 25 décembre 1877 10 avril 1884. Bullet. min. int. 1884 p. 166 9 sept. 1885. Bullet. min. int. 1885 page 204.

(2) Cons. d'Etat 7 août 1875. Elect. de Cornant. Lib. chr. p. 840 — 8 Nov. 1878. Elect. de Rouvres 10 p. 886. 4 févr. 1881. El. de Boves 10 p. 160. — 11 févr. 1881 Election de Bugnes, ibid. p. 193. 8 août 1883 El. de Château-Thierry, ibid. p. 724. 11 janvier 1884. El. de Quingey ibid. p. 32. — 17 décembre 1885 El. de Guillestre ibid. p. 900. — 25 février 1887. Elect. de Créon ibid. p. 174. 6 avril 1887 El. de Montignac ibid. p. 315. 14 mars 1890. Election Surmène, ibid. p. 285. — 15 mars 1890. El. d'Abbeville ibid. p. 303. 28 mars 1890. Elect. de Claret ibid. p. 350. 29 mars 1890 El. de Maignon ibid. p. 386. 1 avril 1890. El. d'Ossun ibid. p. 392. 25 août 1891. El. de Perot. Casevecchie ibid. p. 320. 24 mars 1893 de Murat et de Nayet, ibid. p. 297. 9 décembre 1893 de Cheteaulaudieu ibid. p. 382. 16 décembre 1893. El. de Joyeux, ibid. p. 531. 1^{er} juillet 1897 El. de Riom, ibid. p. 509 etc...

(2) Cons. d'Etat 8 janvier 1897. Election de Mortemart.

(4) Leb. chr. p. 8. En ce sens. Rahany. loc. cit. p. 159.

durée de leurs périodes d'instruction. Nous avons vu qu'en vertu de l'article 43 ils sont soumis à toutes les obligations imposées par les lois et règlements.

D'autre part, aucune des exceptions que nous venons de passer en revue ne leur est applicable, pas même celle résultant d'un congé. La période à laquelle ils sont astreints est en effet toujours d'une durée inférieure à trente jours ; il ne saurait être question pour eux d'obtenir un congé. Il vient d'être fait application de cette disposition dans une circonstance récente, qui mérite d'être signalée. si nous en croyons l'honorable M. Briquet, député du Pas-de-Calais. Lors de la grève des chemins de fer, en octobre 1910, et de la mobilisation du personnel de plusieurs compagnies, l'autorité municipale de Béthune interdit à ce personnel de prendre part à une élection au conseil d'Arrondissement, qui eut lieu dans cette ville, pendant la durée de la convocation des sections des chemins de fer de campagne. Cette interdiction fut portée à la connaissance des intéressés par une affiche apposée par les soins de la Municipalité.

A Lille, au contraire, où une élection au conseil d'Arrondissement eut lieu le même jour, le même personnel put prendre part au vote, dans les conditions ordinaires. Pour remédier à l'état de choses qui en résulterait, des mesures ont été prises par l'autorité militaire. Une circulaire du Ministre de la Guerre du 12 février 1884 (1) a prescrit, sous ce rapport, les mesures qui sont reproduites dans une circulaire du Ministre de l'Intérieur du 16 mars 1887 (2). Dans le cas d'élections générales, les dates des convocations doivent être fixées de manière que

(1) Bulletin officiel du Ministre de l'Intérieur 1884. Annexe militaire p. 48.

(2) *Journal off.* 29 octobre 1910. Chambre. Débat parlem. p. 2609. Bull. ministériel 1887 p. 61.

les hommes soient présents dans leurs foyers pendant la période électorale. Dans les cas d'élections partielles, n'intéressant que certaines parties du territoire, des sursis d'appel sont accordés aux réservistes et aux hommes de la territoriale de ces régions, qui se trouveraient compris dans une convocation générale coïncidant avec ces élections partielles.

Quant à ceux qui, devant également prendre part au vote, seraient compris dans des convocations successives ou individuelles, ils doivent être appelés avant ou après la période électorale. Ces règles s'appliquent à toutes les élections politiques, c'est-à-dire, non seulement aux élections à la Chambre des Députés, mais encore aux autres élections (Sénat, Conseil Général, d'arrondissement, municipal). Seulement pour toutes les élections autres que les élections législatives, des mesures individuelles sont suffisantes. En pratique, le préfet demande pour les intéressés des sursis d'appel ou des renvois anticipés dans leurs foyers. (1)

En sens contraire, en ce qui concerne l'armée active, le ministre de la Guerre a interdit la concession de congés pendant la période électorale, à l'occasion des élections législatives de 1906 (2) pour que l'armée reste plus que jamais éloignée des polémiques politiques et électorales...

Deux autres cas sont prévus par le texte de l'article 9 dans lesquels des militaires pourront prendre part au vote : ce sont ceux de la disponibilité et du cadre de réserve. Ces deux positions sont propres aux officiers généraux et assimilés (intendants, membres du corps de

(1) *Bull. mini.* int. loc. cit. p. 74.

(2) *Circ.* du 9 avril 1906 citée par Rabany, loc. cit. p. 160

Contrôle, médecins ou pharmaciens). La loi du 19 mai 1834 avait étendu le bénéfice de la disponibilité aux officiers d'Etat Major. Ce corps ayant été supprimé par la loi du 10 mai 1880, les officiers subalternes et supérieurs du service d'Etat Major se trouvent par suite placés dans la même situation que les autres officiers des mêmes grades.

L'officier général disponible compte dans les cadres, mais il n'a pas d'emploi bien qu'étant en activité de service. En raison de l'exception en sa faveur de l'article 9, il peut voter du moment où il remplit les autres conditions requises.

Il en est de même pour l'officier général passé dans le cadre de réserve : (2^e Section de l'Etat-Major général)

Dans cette situation il cesse toute fonction active ; mais à la différence de l'officier retraité, il fait encore partie de l'armée et il peut être employé en temps de guerre. (1)

Telles sont, en ce qui concerne l'électorat, la règle et les exceptions qu'elle comporte ; quant à sa sanction, nous n'en dirons ici qu'un mot. Elle consiste en premier lieu dans des mesures disciplinaires auxquelles l'autorité militaire peut avoir recours vis-à-vis des contrevenants. Elle pourrait comporter aussi l'annulation éventuelle des résultats du scrutin dans le cas où ils auraient été modifiés par l'admission illégale du vote de militaire.

(1) On sait que les généraux de la brigade et les assimilés passent de plein droit dans le cadre de réserve lorsqu'ils ont atteint la limite d'âge qui est pour eux de 62 ans. Elle est de 65 ans pour les généraux de division et assimilés, mais peut être reculée jusqu'à 70 ans pour les généraux ayant commandé en chef devant l'ennemi : (loi du 13 mars 1875. art. 8.)

Il nous reste à exposer les règles d'après lesquelles l'éligibilité leur est reconnue. Conformément au plan ci-dessus indiqué, cela fera l'objet du titre suivant.

TITRE II.

L'Éligibilité.

L'éligibilité consiste, comme on sait dans l'aptitude à être élu. Elle comporte des degrés puisque certains individus ne peuvent être élus dans aucune circonscription ; ils sont alors en état d'inéligibilité absolue : certains autres ne sont frappés que d'inéligibilité relative, car ils ne sont inadmissibles que dans certaines circonscriptions déterminées. Enfin, il est une autre situation qui sans entraîner l'inéligibilité entraîne une incapacité qui s'en rapproche ; c'est l'incompatibilité. Cette dernière se produit quand un élu, occupant le plus souvent une fonction publique, est obligé dans un délai qui lui est assigné par la loi, d'opter entre cette fonction et le mandat qu'il tient de l'élection.

L'inéligibilité et l'incompatibilité sont deux procédés à la disposition du législateur, pour écarter des mandats électifs certaines personnes dont l'élection comporterait des inconvénients, ce qui est le cas pour les militaires.

Le premier de ces procédés est plus grave que le second ; car il crée, contre ceux à qui il est appliqué, une véritable incapacité. Au cas où ils seraient élus, leur élection est nulle.

La situation des seconds est bien préférable ; aucune incapacité ne leur est infligée. Ils sont toujours aptes à être élus ; mais alors ils doivent opter entre leur fonction et le mandat dont les investit l'élection. C'est à ce dernier procédé qu'à recours le législateur quand il a consi-

déré que l'exercice d'une fonction publique était inconciliable avec l'exercice d'un mandat électif. Il a ainsi sauvegardé dans toute la mesure possible, les deux intérêts en présence : l'intérêt général et celui du fonctionnaire.

Tout au plus est-il allé jusqu'à l'inéligibilité relative quand il a redouté que la simple incompatibilité ne suffirait pas à protéger l'intérêt général, quand il lui a paru que le fonctionnaire pourrait user des prérogatives de sa fonction pour préparer son élection.

Mais, en général, il s'est abstenu de recourir dans ces cas à l'inéligibilité, qui sanctionne surtout, et à peu près exclusivement un état d'incapacité générale, résultant de condamnations pénales ou de décisions prononçant une interdiction. Nous allons voir cependant qu'en ce qui concerne les militaires, le législateur a jugé, pour des raisons que nous exposerons dans la deuxième section de cette première partie, que l'inéligibilité absolue seule, lui donnait les garanties requises. Aussi comme nous allons le voir, n'a-t-il pas reculé même devant une inéligibilité absolue quelle que fût l'élection.

CHAPITRE PREMIER

L'INÉLIGIBILITÉ DES MILITAIRES DANS LES ÉLECTIONS A LA CHAMERE DES DÉPUTÉS ET AU SÉNAT.

Si nous prenons les divers textes relatifs à la question dans leur ordre chronologique, nous trouvons en premier lieu l'article 6 de la loi du 3 Novembre 1875, qui pose d'abord « que tout électeur est éligible sans condition de cens à l'âge de vingt-cinq ans accomplis. » L'article 7 apporte à cette règle la grave restriction suivante : « Aucun militaire ou marin, faisant partie des armées actives de terre ou de mer ne pourra, quels que soient son grade ou ses fonctions, être élu membre de la Chambre des Députés. »

Cette disposition s'applique aux militaires et marins en disponibilité ou en non activité, mais elle ne s'étend ni aux officiers placés dans la seconde section du cadre de l'Etat-Major général, ni à ceux qui, maintenus dans la première section, comme ayant commandé en chef devant l'ennemi, ont cessé d'être employés activement, ni aux officiers qui, ayant des droits acquis à la retraite, sont envoyés ou maintenus dans leur foyers en attendant la liquidation de leur pension. La décision par laquelle l'officier aura été admis à faire valoir ses droits à la retraite deviendra, dans ce cas irrévocable. Ce texte est complété par un dernier paragraphe dans lequel on a soin de déclarer que cette disposition ne s'applique ni à la réserve, ni à l'armée territoriale.

C'est une disposition analogue qui régit l'élection au

Sénat et qui figure dans l'article 3 de la loi du 9 Décembre 1884, réglant présentement la question. Ce texte établit d'abord en règle que les « militaires des armées de terre et de mer, ne peuvent être élus sénateurs ».

Il excepte cependant :

1° Les Maréchaux de France et les Amiraux ; les officiers généraux maintenus sans limite d'âge, dans la première section du cadre de l'état-Major général et non pourvus de commandement : les officiers généraux assimilés placés dans la deuxième section du cadre de l'état-Major général ; les militaires des armées de terre et de mer qui appartiennent soit à la réserve de l'armée active, soit à l'armée territoriale.

La loi de 1884 a eu pour effet d'établir des règles identiques concernant l'élection des militaires dans les deux Chambres. Antérieurement à ce texte, en vertu de la loi du 30 novembre 1875 ils étaient, nous venons de le dire, inéligibles d'une manière absolue, à la Chambre des députés, tandis que la loi du 2 août 1875 ne les frappait, ainsi que les marins, que d'inéligibilité relative au Sénat (1). Il résultait de cette dernière loi qu'il n'y avait pas incompatibilité entre le mandat de sénateur et les fonctions militaires, que les militaires et les marins étaient frappés seulement d'inéligibilité relative dans toute l'étendue de leur commandement et dans tout le ressort de leurs fonctions, mais que cette inéligibilité

(1) Voici le texte. « Ne peuvent être élus par le département ou la colonie compris en tout ou en partie dans leur ressort, pendant l'exercice de leurs fonctions, et pendant les 6 mois qui suivent la cessation de leurs fonctions, par démission, destitution, changement de résidence, ou de toute autre manière, — les officiers de tous grades de l'armée de terre et de mer — les Intendants divisionnaires et les sous-Intendants militaires...
Journ. Offic. séance du 28 juillet 1875 p. 5980.

s'appliquait aux seuls officiers et à tous les officiers des armées de terre et de mer, sans exception.

La loi de 1884 est venue établir les mêmes règles à ce point de vue, pour l'élection des sénateurs, et pour celle des députés. Les termes des lois qui régissent l'une et l'autre situation, ne cadrent pas cependant, puisqu'ils portent que les maréchaux et amiraux sont éligibles au Sénat, quand ils sont en activité, mais non à la Chambre des Députés. Mais, malgré cette différence dans les textes, il y a en fait une concordance complète, car les cadres de l'armée de mer ne comprennent plus d'amiraux et, depuis la mort du Maréchal Canrobert, il n'y a plus de maréchaux dans les cadres de l'armée de terre.

En ce qui concerne les incompatibilités pour les élections à la Chambre des députés et au Sénat, la question ne s'est pas posée d'une manière spéciale, pour les militaires. Elle a été débattue au cours des discussions qui se sont poursuivies sur les incompatibilités en général. Sur ce point, on avait songé au début à établir un régime distinct pour chaque Chambre. Il aurait été caractérisé par ce fait que l'accès de la Haute Assemblée aurait été ouvert à certains fonctionnaires, dont quelques-uns auraient été des militaires, en raison des services qu'ils auraient pu y rendre, précisément en leur qualité de fonctionnaires.

L'adoption de ce système aurait eu pour conséquence de faire qu'on se serait trouvé, à cet égard en face de deux principes opposés. Pour la Chambre l'exercice des fonctions publiques aurait été, sauf exception, incompatibles avec le mandat électif ; au Sénat l'incompatibilité au lieu d'être la règle aurait été l'exception. En raison de l'impossibilité où l'on se trouva d'aboutir à une solution satisfaisante sur ce point, on adopta, lors du vote

de la loi de 1884 (9 décembre) une disposition transitoire aux termes de laquelle les règles adoptées pour les élections à la Chambre des députés seraient, jusqu'à nouvel ordre, applicables aux élections sénatoriales. Cette disposition fut transformée en mesure définitive par la loi du 26 décembre 1887 intitulée « loi concernant les incompatibilités parlementaires ». Il en résulte que tant pour la Chambre que pour le Sénat, sauf les exceptions ci-dessus énumérées, tous les militaires sont sous le régime de l'inéligibilité.

CHAPITRE II

L'INÉLIGIBILITÉ DES MILITAIRES DANS LES ÉLECTIONS AUTRES QUE CELLES DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ET DU SÉNAT.

Nous nous proposerons d'exposer dans ce chapitre les règles actuellement admises concernant les militaires dans les élections autres que celles examinées au chapitre précédent, à savoir, les élections au Conseil général, au Conseil d'Arrondissement et au Conseil Municipal.

Conseil général et Conseil d'arrondissement

La législation relative à ces deux assemblées date pour la seconde de 1833 (loi du 22 juin) et pour la première de 1871 (loi du 10 août) c'est-à dire d'une époque où le principe de l'inéligibilité n'avait pas été adopté en ce qui concerne les militaires. Ceux-ci ont donc, jusqu'à une date relativement récente, joui pour les élections à ces deux assemblées, des mêmes droits que les autres électeurs. Ce n'est que par une loi du 23 juillet 1891 que l'harmonie a été établie sur ce point entre les diverses parties de notre législation électorale.

Jusqu'à cette date leur situation était la suivante : ils étaient éligibles, sans aucune restriction aux Conseils d'Arrondissement ; ils n'étaient même pas frappés dans ce cas d'incompatibilité ; ils étaient au contraire frappés d'inéligibilité relative pour les élections aux Conseils généraux.

Cette disposition eut pour origine une proposition de la loi émanée de l'initiative parlementaire et tendant à apporter quelques modifications au régime des inéligibilités au Conseil Général. Cette proposition fut élargie par la Commission de la Chambre des Députés, qui proposa de transformer en inéligibilité absolue l'inéligibilité relative des militaires au Conseil Général, et d'étendre cette mesure aux élections au Conseil d'Arrondissement. Les deux assemblées, ainsi que le ministre de la guerre, se trouvèrent d'accord pour adopter cette solution : c'est dans ces conditions que la loi du 23 juillet 1891 mit en harmonie la législation électorale spéciale aux assemblées départementales avec la législation électorale générale au moyen du texte suivant :

ARTICLE 1^{er}. L'article 8 de la loi du 10 août 1871 est modifié comme il suit : « Ne peuvent être élus membres du Conseil Général ou du Conseil d'arrondissement.

5° et 6°. Les militaires des armées de terre et de mer en activité de service. Cette disposition n'est applicable ni à la réserve de l'armée active, ni à l'armée territoriale, ni aux officiers maintenus dans la première section du cadre de l'Etat-Major général, comme ayant commandé en chef devant l'ennemi :

L'article 2 déclare que la loi n'aura pas d'effet rétroactif et que les militaires investis au moment de sa promulgation d'un mandat de conseiller général ou de Conseiller d'Arrondissement pourront le conserver jusqu'à l'expiration légale de ce mandat. (1)

(1) Il n'y avait en 1891 que quelques officiers qui fussent membres de Conseils Généraux. Un général de cavalerie. Trois lieutenants-colonels, un commandant du Génie. Trois capitaines, un lieutenant, un médecin principal de la marine. Lettre du Ministre de la Guerre à la Commission du Sénat. Séance du 21 mai 1891 *Journ. off.* 22 mai. Sénat. Déb. parlém. p. 292.

Conseil municipal

Lorsqu'intervint, en 1875, la législation nouvelle concernant les droits politiques des militaires, les élections au Conseil Municipal étaient régies par la loi municipale du 5 mai 1855. Elle établissait dans l'article 10, l'incompatibilité entre le mandat de conseiller municipal et la situation de militaire en activité de service. Cela équivalait à une inéligibilité ; du moment où l'individu était lié au service, il se trouvait dans l'obligation de renoncer à son mandat pour satisfaire à ses obligations militaires.

On ne pouvait pas dire qu'il avait dans ce cas un droit d'option. C'est pourquoi le Conseil d'Etat avait, avec raison, selon nous, déclaré inéligible au Conseil municipal un soldat en activité de service. (1)

Le projet de loi municipal adopté par la Commission de la Chambre établissait seulement pour les militaires, l'incompatibilité avec les fonctions municipales par reproduction des dispositions de la loi de 1855.

La commission du Sénat transforma l'incompatibilité en inéligibilité et ce dans les termes ci-après : article 31, dernier paragraphe : « Ne sont pas éligibles les militaires et employés des armées de terre et de mer en activité de service ». Les autres dispositions que nous avons examinées précédemment visaient les militaires assimilés. Ici, il est question des militaires et employés des armées de terre et de mer. Il semble que l'expression « employés » soit plus large que celle d'assimilés. Les termes employés en 1884, sont ceux-là même qui

1^{er} El. de Saint-Vincent. 23 juillet 1875. Lib. ch. p. 724.

figurent dans la loi de 1855. Aussi antérieurement à la loi de 1884, le Conseil d'Etat et le ministre de la marine étaient tombés d'accord pour décider que les maîtres de port étaient éligibles. Cette solution était basée sur ce que les règlements ne leur reconnaissaient pas l'état militaire. C'est la même opinion qu'a adoptée le Conseil d'Etat depuis la loi de 1884. Dans un avis en date du 17 juillet 1888, fondé sur ce que le législateur, en déclarant inéligibles, les militaires, a entendu écarter des fonctions municipales tous ceux qui se trouvent soumis à la discipline militaire, en vertu des lois, ordonnances, et règlements qui régissent l'armée.

En effet les termes dont on s'est servi, ainsi que le constate la circulaire du Ministre de la marine en date du 24 mai 1888. « Militaires et employés des armées de terre et de mer » prouvent qu'on a eu surtout pour objet de rappeler que certaines catégories de militaires de l'une et de l'autre armée, désignés souvent dans les textes de lois et dans les règlements sous le nom d'employés, ne sont pas moins des militaires, et comme tels soumis aux lois qui régissent l'armée.

C'est pour cela qu'on les déclare expressément inéligibles ; quant aux termes « en activité de service », ils sont destinés à bien spécifier que les seuls employés visés sont ceux qui font partie de l'armée.

La loi des cadres du 13 mars 1875 et celle sur l'administration de l'armée du 16 mars 1882, sont accompagnées de tableaux qui donnent l'énumération complète de tous les militaires et employés faisant partie de l'armée. En conséquence conformément à l'avis précité du Conseil d'Etat (1) on doit exclusivement entendre par ces

(1) Av. du C. d'Etat, 17 juillet 1888. — Dalloz et Vergé. — Code des lois politiques et administratives, t. 1 V^o Elections X N^o 9482 et 8.

mots « employés de l'armée de terre en activité de service », les employés qui figurent sur les tableaux annexés soit à l'une, soit à l'autre de ces lois. C'est par application de cette manière de voir que la même assemblée, a décidé (1) que les gardiens de batteries auxiliaires, sont des employés civils et par suite éligibles.

C'est surtout pour les employés de l'armée que des difficultés se sont élevées. Cela tient à leur grand nombre et à leur diversité. C'est au moyen du critérium établi par le Conseil d'Etat, et reproduit ci-dessus, que la solution des questions d'espèces qui se présenteront, devra être cherchée. Ainsi, avant la loi de 1884, le Conseil d'Etat avait décidé qu'étaient éligibles. — et ces solutions conservent présentement toute leur valeur, — les contremaîtres des travaux hydrauliques (2), les maîtres entretenus (3), les maîtres de port (4), ces employés n'étant astreints aux lois maritimes, qu'en ce qui concerne la police et la discipline des établissements de la marine.

Par contre des décisions étaient intervenues, portant que ne pouvaient être conseillers municipaux, ni les employés du corps des comptables en matières de la marine, ni les distributeurs ou magasiniers dans un port militaire (5) ni les écrivains titulaires, (6) dans un port, parce que employés militaires.

(1) Cons. d'Etat — 25 mai 1889. Elections de Châteauneuf. Lib. chr. p. 661.

(2) Cons. d'Etat — 23 janvier 1872. Elections d'Equeurdreville. Lib. chr. p. 13.

(3) Cons. d'Etat — 14 février 1872. Elections d'Octeville Lib. chr. p. 89.

(4) Cons. d'Etat — 18 mai 1877. Elect. d'Arrond. Lib. chr. p. 479.

(5) Cons. d'Etat — 13 avril 1861. Elect. d'Octeville.

(6) Cons. d'Etat — 23 janvier 1872 précité.

Une dépêche du ministre de la marine du 14 mai 1877, avait formellement déclaré que les commis des travaux de la marine attachés à l'Etablissement d'Indret, n'appartenaient pas à l'armée de mer. C'est cette manière de voir qu'a adopté le Conseil d'Etat en ce qui concerne les commis des directions des travaux de la marine (1).

Cette dernière ne serait pas complétée si nous ne comparions, en terminant, au point de vue de l'éligibilité des militaires, les lois relatives aux élections législatives et celles qui règlent les élections municipales.

La loi de 1875 frappe d'inéligibilité comme celle de 1884, les militaires en activité de service, mais elle fait exception pour les officiers qui, ayant des droits acquis à la retraite, sont envoyés ou maintenus dans leurs foyers en attendant la liquidation de leur pension.

La loi de 1884 ne contient aucune exception à cet égard. Elle se contente de déclarer inéligibles les militaires en activité de service.

Les officiers auxquels des congés ont été accordés en attendant la liquidation de leur pension de retraite, restent en activité de service jusqu'à cette liquidation. Ils sont donc, jusqu'à ce moment, inéligibles aux fonctions municipales. Aussi, a-t-il été décidé, avec raison, qu'un officier, élu conseiller municipal la veille de sa mise à la retraite, ne pouvait avoir été valablement élu et son élection a été annulée. (2) Par contre la loi de 1875 est plus rigoureuse que celle de 1884, en ce sens qu'elle déclare inéligibles tous les militaires en activité, sans distinguer s'ils sont en disponibilité, ou en non activité, tandis que celle de 1884 ne déclare inéligibles que les militaires en activité de service.

(1) Cons. d'Etat. 7 novembre 1884. Elect. d'Indret Lib. chr. p. 761.

(2) Cons. d'Etat. 24 mai 1889 Elect. de Castelsarrasin Ibid. p. 650.

Cette disposition a pour conséquence de faire déclarer inéligibles au Conseil Municipal, les militaires en congé quelle que soit la durée de leur congé. C'est en ce sens que le Conseil d'Etat a interprété l'article 34 de la loi de 1884. Il a décidé, en effet, à plusieurs reprises, que les militaires de l'armée active renvoyés par anticipation dans leurs foyers en attendant leur passage dans la réserve, étaient en activité jusqu'à l'expiration de leur temps de service, et comme tels inéligibles.

Cette solution est en conformité, en outre, avec les dispositions des lois du 27 juillet 1872 (art. 36) du 15 juillet 1889 (art. 40) et du 21 mars 1905, qui ne reconnaissent pour les soldats qui ne sont pas des militaires de carrière, que trois situations dans l'armée : ils ne peuvent, aux termes de ces dispositions, appartenir qu'à l'armée active, à l'armée territoriale ou à sa réserve. (1)

Les hommes de la disponibilité, c'est-à-dire ceux qui sont renvoyés dans leurs foyers, après un certain temps de présence sous les drapeaux et en attendant leur passage dans la réserve, doivent être considérés comme étant en non activité. Ils sont par conséquent inéligibles au Conseil Municipal.

Quant aux officiers généraux du cadre de réserve, les opinions sont partagées. M. Morgand, considère qu'ils sont en activité de service et les déclare par conséquent inéligibles. (2) Le Conseil d'Etat s'est prononcé en sens contraire et a annulé un arrêté du Conseil de Préfecture de la Sarthe du 18 Juin 1896 (3) qui décidait

(1) Cons. d'Et. 23 janvier 1885. El. des Villards. Lib. chr. p. 78. 1^{er} mai 1885. Elect. de Nouette. Lib. chr. p. 458, Décembre 1888. Elect. de Laujuzan. Lib. chr. p. 911 ; 2 mars 1889. El. de Lanchy. p. 307 ; 8 juin 1889 El. de St-Germain. Lib. chr. p. 752. El. de Brives. Lib. chr. p. 928 etc.

(2) La loi Municipale t I p. 174 et 175.

(3) Cons. d'Etat. 17 juillet 1897 ; Elect. de la Flèche Lib. chr. p. 554.

dans le sens précité. La raison en faveur de cette opinion, c'est que la loi du 13 mars 1875, en créant deux sections à l'état-major général, a posé en règle que les officiers de la deuxième section ne pourraient être appelés au service qu'en temps de guerre. Il en résulte qu'ils sont dans une situation sensiblement analogue à celle des officiers de réserve.

On ne saurait donc dire d'eux, qu'ils sont en activité, pas plus qu'on ne l'admet pour ces derniers.

On devrait considérer comme éligible, un officier appelé à l'activité, dont le corps aurait été licencié et qui aurait été lui-même, par la suite rendu à la vie civile.

C'est l'opinion qui a été adoptée par le Conseil d'Etat (1) au sujet d'un officier de la garde mobile. Le principe consacré par cet arrêt serait encore susceptible de recevoir application à l'égard d'un officier de réserve appelé, avec son consentement, au service actif pendant une expédition coloniale, et qui serait rentré dans la vie civile soit après un certain temps de service, soit quand l'expédition aurait pris fin. 2)

(1) Cons. d'Etat. 21 novembre 1871 : Elect. de Clermont Lib. chr. p. 258.

(2) Arch. Gén. du Droit français : Elections n° 5041.

CHAPITRE III

DU DROIT DE VOTE DES MILITAIRES DANS LES ASSEMBLÉES ÉLECTIVES DONT ILS FONT PARTIE.

Les militaires, sont en principe inéligibles aux diverses assemblées électives, dans les conditions que nous venons d'exposer aux chapitres précédents. Il se trouve en effet, qu'à raison de dispositions récentes, d'une part l'accomplissement des obligations militaires constitue une des conditions requises pour l'éligibilité, et d'autre part il y a incompatibilité entre la qualité de militaire et celle de membre d'une assemblée élective, dans les cas exceptionnels où un militaire est éligible. La première de ces dispositions résulte de la loi du 14 août 1893, qui modifiait l'article 7 de la loi de 1889 et qui a été reproduite dans l'article 7 de la loi du 21 mars 1905.

A la date de la promulgation de la première de ces lois, il pouvait se faire, en raison de la législation existante, que des individus fussent candidats à la députation et élus, avant d'avoir satisfait aux obligations imposées par la loi sur le recrutement, à tous les Français. Dès 1891, plusieurs membres du Parlement (1) avaient déposé des propositions dans le but d'y remédier. L'élection de M. Paul Lafargue, à la Chambre des députés, fit apparaître l'intérêt pressant de ces propositions

(1) Propositions de loi de M. Le Prévoist de Launay du 30 novembre 1891, de M. Després du 1^{er} Décembre 1891. *J. off.* 1^{er} Décembre : Chambre des Députés. Débats parlementaires p. 2352; doc. parl. Chambre. Février 1892 p. 2887.

et les fit aboutir à la loi de 1893 Cette loi décide que nul ne peut être admis dans une administration de l'Etat ou investi de fonctions publiques électives, s'il ne justifie avoir satisfait aux obligations « imposées par la loi du recrutement ».

Il en résulte depuis cette loi, que, si la qualité de militaire entraîne l'inéligibilité aux différentes assemblées, l'accomplissement des obligations militaires constitue une condition indispensable de l'éligibilité.

Quelque temps après le vote de cette loi, la question de l'admissibilité dans les assemblées élues, d'individus n'ayant pas satisfait aux obligations militaires, se posa devant le Parlement sous une autre forme. Un professeur de l'Enseignement secondaire, M. Mirman, fut élu député. Il avait contracté, sous le régime de la loi de 1872 un engagement décennal dans l'enseignement ; son élection survenait avant l'expiration de cet engagement. La question se posait de savoir si M. Mirman était éligible avant l'expiration du temps fixé par son engagement qui le liait à l'Enseignement. Comme elle n'avait pas été envisagée avant l'élection et que M. Mirman avait été proclamé élu, on considéra qu'il avait par là même, rompu l'engagement qui le liait à l'Enseignement. En conséquence, le ministre de la Guerre l'appela à l'activité, avant que son élection ne fut validée par la Chambre. Cet ordre fut ensuite suspendu et l'élection validée dans la séance du 9 décembre 1893 (1).

(1) Journ. off. 10 Décemb. Chambre Déb. parl. p. 207 et suiv. « Nous ne voulons pas discuter les mesures prises à cette occasion et rapportées au texte : la question étant sans intérêt aujourd'hui. Mais elles nous apparaissent comme des expédients commandés surtout par le désir que l'on avait à ne pas paraître faire résulter une dispense de service de la qualité de Député. Si on avait voulu appliquer la loi qu'on venait voter en 1893, on se trouvait non dans un cas d'incompatibilité mais dans un cas d'inéligibilité

Ce député fut ensuite appelé sous les drapeaux, pour y accomplir son service dont il n'avait été dispensé qu'à titre conditionnel, tout en conservant la qualité de député qu'il tenait de son élection.

Pareille situation était susceptible de se reproduire, en raison des dispenses conditionnelles nombreuses admises par la loi de 1889. En effet les dispensés, pour continuation de leurs études (art. 23) d'un engagement décennal, les ouvriers d'art, ne l'étaient que sous l'obligation d'apporter à un âge déterminé certaines justifications, faute desquelles ils pouvaient être rappelés à l'activité pour compléter la durée de leur service militaire. Comme cet âge, 26 ou 27 ans, selon les cas, était postérieur à celui fixé par la loi pour l'éligibilité à la Chambre des députés, on craignit que se reproduisit un cas analogue au cas Mirman. Rien de pareil ne pouvait se produire pour le Sénat en raison de l'âge auquel est fixée l'éligibilité à cette assemblée. Plusieurs propositions furent déposées, l'une par M. Maxime Lecomte sénateur, à la date du 12 novembre 1894 ; l'autre le 20 novembre suivant, à la même assemblée par M. Joseph Fabre. La première de ces dispositions avait pour but de soustraire à l'autorité militaire, en temps de paix comme en temps de guerre, les membres des deux Chambres pendant la durée des sessions (1)

La seconde déclarait inéligibles les citoyens qui n'auraient pas entièrement satisfait aux prescriptions de la loi militaire, concernant le service actif. Elles furent prises en considération et renvoyées à l'examen d'une commission (2) qui considéra qu'il s'agissait dans l'es-

(1) Sénat. Doc., parlam., Janvier 1895. Annexe N° 12 p. 304.

(2) Sénat. Ibid. Annex. n° 17. p. 307 et doc. parlam. Avril 1895. Annexe n° 23 p. 17,

pèce d'un cas d'incompatibilité et non d'un cas d'indignité, comme dans celui prévu par la loi de 1893. Le projet de la commission, adopté par le Sénat, fut voté avec quelques modifications par la Chambre après déclaration d'urgence, et devint la loi du 20 juillet 1895.

Son article premier ne fait que renouveler, à notre avis, en en diminuant la portée, la disposition ajoutée à la loi de recrutement par la loi du 14 août 1893. Celle-ci, portait en effet que « nul ne pouvait être investi de fonctions publiques électives, s'il ne justifiait avoir satisfait aux obligations imposées par la loi sur le recrutement ».

« Pourquoi est-on venu déclarer, par la loi du 20 juillet 1895, que pour être membre du Parlement, il fallait avoir satisfait définitivement aux prescriptions de la loi militaire concernant le service actif ? » La portée de la seconde de ces dispositions comporte à notre avis, une double restriction par rapport à la première. Elle ne vise expressément que le *service actif*, tandis que la première s'appliquait sans distinction à toutes les obligations militaires imposées par loi sur le recrutement. Et à ce point de vue, le texte de 1893, était trop large et manquait de précision. Pris à la lettre, les termes de cette loi auraient reculé l'âge d'éligibilité de tous les individus pris bons pour le service, jusqu'à leur libération définitive, c'est-à-dire jusqu'après l'accomplissement de leur 45^{me} année.

Mais, par contre, ce texte visait sans distinction toutes les fonctions publiques électives, sans en excepter aucune, tandis que celui de 1895 n'était applicable exclusivement qu'au Parlement. Et comme nous venons de démontrer qu'en fait la question ne saurait se poser que pour la Chambre des députés, il en résulte que l'article de cette loi ne peut être appliqué qu'à cette seule

assemblée, les autres assemblées électives restant régies par la loi de 1893.

L'importance et l'utilité de la loi de 1895, réside surtout dans les articles 2, 3 et 4, ainsi conçus :

Article 2. — En temps de paix, les membres du Parlement ne peuvent faire aucun service militaire pendant les sessions, si ce n'est sur la demande du Ministre de la Guerre, de leur propre consentement et après, une décision favorable de l'Assemblée à laquelle ils appartiennent.

Article 3. — Les membres du Parlement, faisant un service militaire, ne peuvent participer aux délibérations ni aux votes de l'assemblée à laquelle ils appartiennent.

En cas de convocation de l'assemblée nationale, leur service militaire est suspendu de plein droit pendant la durée de la session de cette assemblée.

Article 4. — Les dispositions des articles 2 et 3, ci-dessus, ne s'appliquent pas aux officiers généraux maintenus, sans limite d'âge, dans la première section du cadre de l'Etat-Major général et aux officiers généraux ou assimilés placés dans la deuxième section du cadre de l'Etat-major général.

Comme le prouve l'article 2, et d'après les termes de la proposition déposée par M. Maxime Lecomte, le législateur s'est efforcé surtout de prévenir l'arbitraire du Ministre de la guerre vis-à-vis des Membres du Parlement soumis à des obligations militaires.

Il semble qu'on ait été plus préoccupé de limiter les pouvoirs du gouvernement, que de régler les conditions dans lesquelles les militaires membres du Parlement, pourraient prendre part aux délibérations et aux votes.

Le 2^e paragraphe de l'article 3 déclare en effet suspendu le plein droit, pour la durée de la session de l'assemblée nationale le service des membres du Parlement en cas de convocation de cette assemblée.

En ce qui concerne l'interdiction contenue dans le premier paragraphe de l'article 3 précité, adressée aux membres du Parlement faisant un service militaire, de participer aux délibérations et aux votes de l'assemblée à laquelle ils appartiennent, elle n'a plus d'application sous la loi de 1905 que pour les soldats de la réserve et de la territoriale.

L'article 4 de notre loi a soin de déclarer expressément que ces dispositions ne sont pas applicables aux seules exceptions, présentement admises à la règle de l'inéligibilité des militaires au Parlement. On sait, en effet, que la loi de 1905 a supprimé toutes les dispenses qui avaient pour effet, au cas où les conditions exigées n'étaient pas remplies, de faire exécuter, à l'âge de 27 ans, une partie du service. Elle y a substitué un système de sursis qu'elle n'a permis de demander que jusqu'à 25 ans. Il se trouve donc que, d'une manière fortuite ou voulue, nous l'ignorons, la limite d'âge pour obtenir le sursis, cadre avec l'âge de l'éligibilité.

Le texte qui nous occupe est diversement interprété. C'est ainsi que M. Rabany (1) prétend qu'il est applicable par analogie de situation aux membres des conseils généraux, conseils d'arrondissement et conseils municipaux. Nous avouons avoir quelques doutes sur le point de savoir si l'extension par analogie doit être admise ici.

Le contexte d'ensemble de la loi semble bien fournir

(1) Loc. cit. p. 461.

un argument en sens contraire, — ainsi que les conditions dans lesquelles elle a été votée. Il n'y est question que *des membres du Parlement* et c'est à l'occasion de l'élection de l'un d'eux que la question s'est posée.

Le même auteur se fonde encore, pour refuser le droit de vote aux membres des assemblées électives autres que le Parlement, quand ils sont sous les drapeaux, sur ces mots de l'art. 9 de la loi sur le recrutement « . . ne prennent part à aucun vote. » Mais nous avons montré que cet article réglait le droit de vote proprement dit, celui qui consiste à prendre part à une élection et non celui qu'exerce un membre d'une assemblée. C'est ce que nous démontre le contexte de l'article 9, a n'en par douter.

On nous répondra que le texte porte « aucun vote », sans doute, mais ce raisonnement aboutit à faire trancher, par un texte, une question pour laquelle il n'a pas été écrit.

Et cela est si vrai que, si la thèse soutenue par M. Rabany était exacte, le législateur n'aurait pas eu besoin de faire la loi de 1895.

Le moindre défaut de cette argumentation est de trop prouver. Nous aimons mieux admettre que la question n'a été tranchée qu'en ce qui concerne les membres du Parlement, et que les militaires de la réserve et de l'armée territoriale, faisant partie des autres assemblées électives, *peuvent prendre part*, pendant la durée de leur service, aux délibérations et aux votes de l'assemblée à laquelle ils appartiennent.

Cela est d'ailleurs sans grand inconvénient apparent. Il n'y a pas à craindre cette monstruosité contraire aux exigences du bon sens et à l'esprit de nos lois organiques, que le rapporteur de la loi de 1895, définissait dans les termes suivants : « Légiférer au Palais Bour-

bon, en même temps qu'on fait l'exercice à la caserne, voter comme député pour ou contre le *Ministre de la guerre* en même temps que comme soldat, on est sous les ordres des subordonnés du ministre, depuis le général jusqu'au caporal. »

DEUXIÈME PARTIE

LES DROITS ÉLECTORAUX DES MILITAIRES DEPUIS LA RÉVOLUTION JUSQU'EN 1875.

La législation actuelle étant telle que nous venons de l'exposer, il nous faut maintenant faire voir quelle est son origine, ce qu'elle était antérieurement et sous l'influence de quelles raisons et de quels faits elle a été faite. C'est ce que nous nous proposons d'examiner dans cette deuxième partie.

Nous allons dans ce but exposer la situation faite aux militaires au point de vue des droits électoraux sous les divers régimes qui se sont succédés en France.

Nous insisterons en particulier sur les règles admises par les régimes les plus proches, et sur les raisons pour lesquelles paraît avoir été admis le système que nous avons exposé dans la précédente section.

Nous nous contenterons d'indiquer, pour éviter de trop longs développements, les mesures concernant les militaires seuls. Nous ne donnerons le système électoral complet, adopté sous chaque régime, que lorsque cela sera indispensable, et dans la mesure où cela le sera pour la clarté des explications.

CHAPITRE PREMIER

LÉGISLATION ÉLECTORALE CONCERNANT LES MILITAIRES DE 1789 A 1848.

On connaît le régime électoral établi par l'assemblée nationale par la loi des 22 Décembre 1789 — 8 janvier 1790 ; des assemblées primaires, composées de citoyens actifs, élisaient les membres des assemblées secondaires en raison d'un membre par cent citoyens actifs ; ces élus devenaient à leur *tour électeurs secondaires* et désignaient les représentants de l'assemblée Nationale.

Pour être *citoyen actif*, il fallait être Français, avoir 25 ans accomplis, être domicilié de fait dans le canton, depuis un an au moins, payer une contribution directe s'élevant au moins à la valeur locale de dix journées de travail, (1) n'être pas serviteur à gages. Pour pouvoir être choisi comme électeur secondaire, il fallait payer une contribution directe s'élevant au moins à la valeur locale de dix journées de travail. Des représentants élus par les électeurs secondaires, on exigeait une contribution directe égale à la valeur d'un marc d'argent et de plus la qualité de propriétaire foncier.

Des règles spéciales concernant les conditions dans lesquelles les militaires pourraient exercer les droits politiques furent édictées par l'acte du 28 Février, 21 Mars

(1) Le prix de la journée de travail fut fixé à un minimum de 20 sous par la loi des 15 et 16 Janvier 1790.

1790, qui organisait l'armée. L'article 6 porte que « tout militaire en activité conserve son domicile nonobstant les absences nécessitées par son service et peut exercer les fonctions de citoyen actif, s'il a d'ailleurs les qualités exigées par les décrets de l'Assemblée Nationale, et si, lors des Assemblées, où doivent se faire les élections, il n'est pas en garnison dans le canton où est situé son domicile.

L'article 7 ajoute que « tout militaire qui aura servi l'espace de 16 ans, sans interruption et sans reproche, jouira de la plénitude des droits du citoyen actif, et sera dispensé des conditions relatives à la propriété et à la contribution sous la réserve exprimée dans l'article précédent, qu'il ne peut exercer ses droits, s'il est en garnison dans le canton où est son domicile. Ces dispositions furent étendues à l'armée de mer par les articles 8 et 9 de l'acte des 26 juin 7 juillet 1790, avec les modifications que comportait la différence de service. C'est ainsi que les dispositions relatives au cas où le militaire est en garnison dans le canton de son domicile, ne se retrouvent pas dans cet acte puisque les marins servent en mer ; d'autre part, soixante-douze mois de service en mer équivalaient à seize ans de service sur terre pour faire acquérir sans condition de cens la qualité de citoyen actif.

On remarquera que, malgré les avantages résultant de la disposition qui précède, l'exercice du droit de vote reconnu aux militaires devait être fort rare, en raison de ce qu'ils ne pouvaient prendre part aux élections qu'autant qu'ils n'étaient pas en garnison dans le canton où était leur domicile. Aux difficultés d'un déplacement souvent onéreux, s'ajoutaient les obligations du service qui ne leur permettaient pas de s'absenter pour exercer

leur droits de citoyens actifs. En définitive, ils ne pouvaient les exercer que s'ils obtenaient un congé (1)

Mais un peu plus tard, l'article unique de la loi du 6 juillet 1791, votée sans discussion, assimilait complètement au point de vue des droits politiques les militaires aux autres citoyens : « Les officiers, sous-officiers ou autres, y lisait-on, attachés au service de terre ou de mer, domiciliés habituellement dans les lieux où ils se trouveront soit en garnison, soit de service, pourront y exercer le droit de citoyens actifs. s'il réunissent les conditions requises ».

La loi du 13-17 juin 1791 décidait, à un autre point de vue, que les militaires, membres du corps législatif ne pourraient pas quitter leurs fonctions pour aller prendre le commandement des troupes sans l'autorisation de ce Corps (1).

La Constitution du 3 septembre 1791, maintenait sensiblement les mêmes conditions pour être électeurs ; la qualité de français, l'âge de 25 ans, le domicile, le paiement d'une contribution, n'être pas en état de domesticité, l'inscription au rôle des gardes nationales, la prestation d'un serment civique.

(1) Des craintes avaient été exprimées au cours de la discussion à ce sujet ; Il est probable, avait dit M. de Liancourt, que les régiments seront sédentaires et attachés aux départements. Dès lors ils seront le plus ordinairement composés d'habitants de ces départements. Les officiers pourront abuser de leur crédit et de leur supériorité, soit pour se faire élire, soit pour diriger et maîtriser dans d'autres vues les élections. Les soldats ont fait un engagement par lequel ils ont renoncé momentanément à leur liberté et à tous les avantages dont la constitution trouverait du danger à leur laisser l'exercice ; au contraire, M. de Noailles, avait prétendu que c'était avilir l'armée que de la chasser de la Constitution, que celle-ci ne faisait pas distinction entre les officiers et les soldats... etc.. Séance du 23 février 1790. — *Moniteur* du 2 Mars.

(1) Loi sur l'organisation du corps législatif. — art. 11

On avait enfin maintenu, que seize ans de services, équivalaient pour les militaires au revenu exigé.

Les mêmes obstacles que précédemment, s'opposaient donc à ce qu'ils pussent en fait exercer les droits qui leur étaient reconnus. Par contre ils pouvaient être élus député, car la constitution disposait expressément que tous les citoyens actifs, quel que soit leur état, profession ou contribution, pourront être représentants de la Nation (1)

Par un décret du 5 août 1792, l'assemblée législative accorda le droit de citoyen actif à tout Français qui avait fait la guerre de la liberté, soit dans les volontaires nationaux, soit dans les troupes de ligne. Les motifs de cette décision sont à citer : « Considérant qu'il est de la justice comme de l'intérêt de l'Etat, d'environner la profession de celui qui expose ses jours pour le maintien de la liberté de son pays. de tous les avantages que peut promettre la reconnaissance du peuple français ; considérant que dans le système de l'égalité politique, la plénitude des droits civiques est le plus précieux des biens et voulant enfin que le patriotisme, que l'indigence honnête, et l'habitude des vertus sociales trouvent leur prix à chaque pas d'une carrière utile... etc... »

A son tour, la Convention rédige une nouvelle constitution qui reconnaît l'électorat et l'éligibilité à tous les français, sans distinction. La déclaration des droits qui précède l'acte constitutionnel du 24 juin 1893, proclame que « chaque citoyen a un droit égal de concourir à la formation de la loi et à la nomination de ses mandataires ou de ses agents. (2) » Comment aurait-elle pu contenir des dispositions spéciales concernant les militaires

(1) Titre 3. Chap. 1. Section III. art. 3.

(2) Duvergier de Hauranne. Histoire du Gouvernement Parlementaire en France 1 T. p. 303.

puisqu'elle portait, dans son article 109 « tous les français, sont soldats ; ils sont tous exercés au maniement des armes. » D'ailleurs l'acceptation de cette constitution fut soumise aux assemblées primaires et aux armées, qui l'acceptèrent non seulement à une forte majorité, mais encore avec un grand enthousiasme, si on en croit le rapport fait par Gossuin à la Convention. (1)

Après le vote de la loi du 19 vendémiaire, an II, qui ajournait jusqu'au rétablissement de la paix, la mise en exécution de la constitution de 1793, cette dernière fut remplacée par la constitution du 5 fructidor, an III. Le texte ne vise à aucun moment spécialement les militaires ; il ne les exclut pas non plus.

Il en résulte qu'on a été amené à se demander s'il leur avait maintenu ou retiré l'exercice des droits politiques.

Certains auteurs (2) se sont basés sur l'article 275 pour soutenir que l'exercice de ces droits avait été retiré aux militaires.

En effet, cet article porte que « la force publique est essentiellement obéissante, que nul corps armé ne peut délibérer ». Une telle conclusion dépasse certainement les prémisses, car, de ce qu'on interdisait à un corps armé de délibérer, nous ne saurions conclure que les droits politiques sont refusés aux militaires. Il leur resterait encore la possibilité de les exercer dans les mêmes conditions que tous les citoyens. A l'appui de cette ma-

(1) Les armées de la République n'ont pas été les dernières à se signaler : c'est dans les camps, en face de leur nombreux ennemis, qu'elles combattent avec valeur, qu'elles ont juré fidélité à la constitution que leurs bras pour la défense ne sont jamais inactifs (Moniteur du 12 août).

(2) GEORGES, DENIS WEIL. *Les Elections législatives depuis 1789*, p. 236. GARRIGUES. *Le droit de vote politique dans l'armée française* page 18.

nière de voir nous pouvons invoquer le texte de la constitution qui reconnaît citoyens « Français » tous les hommes remplissant les conditions de nationalité, d'âge, d'inscription, et de cens, que nous savons, et dispense de ce dernier ceux qui ont fait une ou plusieurs campagnes pour l'établissement de la République (1). Rien ne trahit donc l'intention d'exclure les militaires. Bien plus, ils ne sont pas compris dans l'énumération *limitative* des cas où les attributs du droit de citoyen sont perdus ou suspendus, suivis de la déclaration expresse qu'il n'existe aucun autre cas de perte ou de suspension de ce droit (2).

Il nous semble donc que rien ne s'opposait en premier lieu, à ce que les militaires pussent exercer leurs droits dans les assemblées primaires.

Bien plus, par un décret du 5 fructidor de l'an III, la convention décida de soumettre la constitution à l'approbation des assemblées primaires et à celle des armées. Cette dernière fut réglée de la manière suivante : les députés, en mission auprès de chaque armée devaient se concerter avec les généraux pour assembler les soldats et employés à la suite des armées et leur donner lecture de l'acte constitutionnel.

Il devrait en être de même pour les marins et l'armée de mer. Les députés fixaient ensuite le jour où chaque armée devait exprimer ses opinions et ils réglaient la forme de la délibération. Ils recueillaient ensuite les vœux des armées et les faisaient parvenir à la Convention. Chacun devait donc voter avec l'armée dont il faisait partie. Il arriva que plusieurs, n'ayant pas rejoint, se

(1) Tit. II art. 8 et 9. tit. I. Art. 20.

(2) Tit. II art. 12, 13, 14.

trouvaient à Paris. Ils se présentèrent à la barre de la Convention et demandèrent à être admis à émettre leur vote sur la Constitution, dans les Assemblées primaires des sections de leur résidence. On les autorisa à voter sur la Constitution, mais non dans la forme qu'ils souhaitaient. Ils durent se présenter devant un commissaire des guerres, désigné par le Comité de Salut public, à l'effet de faire constater leur identité. Cette vérification faite, ils se réunirent sans armes dans une des salles des Invalides où il se formèrent en assemblée primaire. Ils étaient réputés faire partie de l'armée de l'intérieur et votèrent suivant le mode établi pour les militaires : procès verbal fut dressé des opérations. Les militaires adoptèrent avec enthousiasme la Constitution nouvelle. La Convention reçut, dans ses séances du 20 fructidor et jours suivants, les rapports des représentants en mission qui transmettaient les procès-verbaux du vote des armées.

En l'an 5, une loi du 18 Ventôse, contenant des instructions sur la tenue des assemblées primaires et communales, refusait aux militaires le droit de voter dans ces assemblées en se basant sur ce qu'ils faisaient partie d'un corps d'armée. D'autre part, on déclarait que l'article 17 de la Constitution exigeait, pour voter dans les assemblées primaires d'un canton, une résidence que ne faisait point perdre le simple séjour hors de ce canton, quelle qu'en ait été la durée, s'il avait été occasionné par l'exercice de fonctions publiques, par le service militaire ou par force majeure. Mais, à l'inverse, la résidence exigée ne pouvait être acquise par un séjour ayant eu une de ces causes. Ces dispositions aboutissaient à priver les militaires du bénéfice du décret du 6 juillet 1791, puisque, désormais, leur séjour dans un canton

motivé par le service, ne pouvait plus leur faire acquérir le domicile politique. Par contre, comme nous venons de le voir, les fonctionnaires publics et les militaires, rentrés à leur domicile par congé ou par suite de la cessation de leurs fonctions, étaient admis aux assemblées primaires et communales des cantons d'où ils ne s'étaient éloignés que pour leur service, leur éloignement eut-il duré plus d'une année.

C'est ce que portait une loi du 25 ventôse de l'an III, qui avait pour but d'interpréter celle du 18 ventôse précédent « Tout individu, y lisait-on, attaché aux services des armées de terre et de mer, ne faisant partie d'aucun corps d'armée, soit en garnison dans le lieu, soit en rade, ayant d'ailleurs les qualités requises, peut voter dans les assemblées primaires et communales des cantons où il exerce ses fonctions, s'il y avait précédemment son domicile, ou s'il y avait été transféré depuis au moins un an par son inscription sur le registre civique de l'administration municipale ».

Ces dispositions sont les dernières que nous allons trouver au sujet du vote des militaires. Des règles nouvelles vont être édictées, le régime électoral va être profondément modifié et l'armée elle-même va se trouver soumise à des règles constitutives tout à fait différentes. En effet, l'article 54 de la loi du 19 fructidor, an VI, portait qu'à compter du 1^{er} nivôse, an VII, nul Français ayant été ou étant sujet à la conscription, *ne sera admis à l'exercice des droits du citoyen, dans aucune assemblée politique*, ni à aucune fonction publique, ni à aucun service salarié des deniers de la République, s'il ne rapporte : 1^o un extrait authentique de sa conscription ; 2^o un certificat des administrations municipales et centrales du département de son domicile, constatant qu'il

n'a pas été appelé pour être mis en activité de service aux armées de terre, conformément à la présente loi, ou un certificat du Conseil d'Administration de son corps, qui prouvè qu'il est en activité de service, ou en congé absolu en bonne forme ou en dispense légale de service ». L'article 23 de la même loi complétait ces dispositions en ce qui concerne l'exercice des droits politiques des conscrits « Les défenseur conscrits, attachés à un corps, *mais non en activité de service* continuent à exercer leurs droits politiques de citoyens ».

Cette loi, après avoir proclamé dans son article 1^{er} que « Tout Français est soldat et se doit à la défense de la Patrie », déclarait que l'armée se formait par enrôlement volontaire, et au moyen de la conscription militaire. Celle-ci comprenait tous les Français depuis l'âge de 20 ans accomplis, jusqu'à 25 ans. Ils étaient répartis en cinq classes appelées l'une après l'autre, les conscrits de la cinquième classe recevant après leur service un congé définitif. Ce système en apparence plus équitable, comportait de nombreuses dispenses, qui avaient pour conséquence de faire peser la charge du service sur les classes les plus malheureuses de la population. Il permit malgré tout d'obtenir les armées glorieuses et à jamais immortelles de l'Empire.

La Constitution de l'an VIII ne mentionnait même pas les militaires dans son régime électoral. Cependant, conformément à un usage établi depuis la proclamation de la République, elle fut soumise à l'acceptation de l'armée. Celle-ci eut à exprimer ses opinions au même titre que le reste de la nation. L'armée prit encore part aussi au plébiscite à la suite duquel le consulat à vie fut conféré à Bonaparte, après la paix d'Amiens. Ce sera la dernière fois que nous verrons, jusqu'à la Restaura-

tion, l'armée participer, par son vote, à la vie de la Nation.

Désormais, c'est elle qui va être seule en vue. Elle va remplir de son activité toute la vie du pays. Celui-ci va s'incarner dans son armée, à quoi servirait à celle-ci les manifestations de la vie politique pendant la période qui va se dérouler. Toute l'activité de la Nation se concentre en elle ; elle accapare le premier plan. Aussi, la question du vote ne se pose-t-elle même pas, pas plus pour l'ensemble des citoyens que pour les militaires. Sous la Restauration, la loi du 5 Février 1817 vint modifier le régime électoral.

« Etait électeur dans le département où il avait son domicile réel, tout citoyen Français âgé de 30 ans, qui payait 300 fr. de contributions directes » Le suffrage était direct ; aucune restriction n'existait pour les militaires qui jouissaient du droit de vote dans les conditions fixées pour tous les autres citoyens. La note ci-après, insérée au *Moniteur* du 22 septembre 1817, vient à l'appui de cette manière de voir. Il y était dit : « Nous sommes informés que le ministre de l'Intérieur, considérant que les choses confiées aux électeurs doivent être le résultat des votes des notables de la Nation, sans distinction de classes et de fonctions, a décidé qu'aucun uniforme de la garde nationale ou de l'armée ne pourra être porté dans les réunions électorales ».

Mais, comme depuis longtemps, les militaires faisant partie d'un corps armé n'étaient plus admis à prendre part à un vote, il est à présumer qu'il en était de même sous l'emploi de la loi de 1817.

Pour être éligible, il fallait, de droit commun, avoir quarante ans et posséder un revenu de 1000 fr. Ces règles s'appliquaient incontestablement aux militaires.

Nous en trouvons la preuve dans l'article 17 de notre loi qui déclarait inéligibles dans les départements ou ils exerçaient leurs fonctions, les officiers généraux commandant les divisions militaires et les départements. Il ne sera pas sans intérêt, de montrer, par quelques citations, comment le Gouvernement entendit que le droit de vote fut exercé par les militaires. A l'occasion des élections de 1824, le baron de Damas, Ministre de la guerre, adressait aux militaires une circulaire où on lit : « Je vous prie, si votre intention est, comme j'ai tout lieu de le croire, de vous rallier à ceux qui voteront pour les honorables candidats présentés par le gouvernement de *me mander que vous en prenez l'engagement*.

Je ne vous dissimulerai pas que tout autre vote ne pourrait être considéré que comme hostile ». Aussi le Maréchal de Campravizard adressait-il en conséquence, les instructions suivantes aux officiers sous ses ordres.

« J'aime à croire que vous ne voterez qu'en militaires, franchement dévoués à sa Majesté ; s'il en était autrement, ce que je ne puis penser, je *suis autorisé à vous déclarer que vous devriez renoncer au service militaire... car la perte de votre emploi serait le résultat inévitable d'une conduite déloyale en cette circonstance*. Mais le bon esprit des officiers dans le Finistère, ne me permet pas de douter qu'aucun d'eux, s'expose au *juste mécontentement dont le Gouvernement lui ferait éprouver les effets*, s'il n'agissait d'après ses serments. » (1)

En 1830. M. de Polignac, qui faisait l'intérim du Ministre de la guerre, adressait le 27 Mai aux généraux une circulaire dont voici quelques extraits. « Déjà plusieurs fois, vous avez fait entendre aux militaires appe-

(1) Weil. loc. cit. page 116 et *Courrier français* du 12 Février 1824.

lés à prendre part aux élections, la nature et l'étendue des devoirs qui tiennent à leurs fonctions, et ce qu'aurait d'incompatible avec ces fonctions, une conduite qui contrarierait la Direction sa que Majesté a jugé la plus convenable à la situation présente du Royaume. Il n'est aucun d'eux qui ne doive comprendre *que s'ils sont libres de leur suffrage, ils ont aussi des obligations inséparables de leur position* : qu'on ne peut servir, à la fois le gouvernement du Roi et l'opposition, et que la loyauté autant que le devoir exigent l'option entre l'un et l'autre

Vous aurez à appuyer de vos instructions et de votre exemple, les mêmes doctrines et à employer pour les faire prévaloir, les moyens légitimes que la confiance de sa Majesté a mis à votre disposition (1) « On invitait ensuite les généraux à s'entendre avec les Préfets qui étaient selon une expression heureuse, spécialement chargés de donner aux opérations électorales la direction et l'ensemble qui doivent en assurer le résultat. On se rend compte qu'il ne s'agissait pas là, de vaines prescriptions, puisqu'une ordonnance royale rayait des contrôles de la garde royale, le 6 Janvier 1830, le colonel comte de Sesmaisons, chef d'Etat Major, pair de France, à l'occasion d'une lettre qu'il avait publiée et dans laquelle il déclarait ne pouvoir voter pour M. Dudou, candidat ministériel et président du Collège électoral de Nantes.

En somme, on reconnaissait aux militaire le droit de vote, à la condition qu'ils l'exerceraient en faveur des candidats du gouvernement.

Les diverses dispositions qui précèdent, concernent uniquement, il est à peine besoin de le dire l'élection

(1) Weil, loc. cit.

à la Chambre des députés. Les membres de la Chambre des Pairs, on le sait, étaient nommés par le roi. Quant aux autres assemblées électives, on sait qu'elles n'ont pris ce caractère qu'après 1830 ; lois des 22 juin 1833 et 10 mai 1838, pour les conseils généraux et d'arrondissement, loi du 21 mars 1831, pour les conseils municipaux

Après la Révolution de juillet, les conditions de capacité électorale furent modifiées spécialement dans le sens d'un abaissement du chiffre de fortune exigé. Il fut réduit à 200 francs et encore n'exigeait-on qu'un cens de 100 fr. des membres et des correspondants de l'Institut, des officiers de l'armée de terre et de l'armée de mer, jouissant d'une pension de retraite de 1200 fr., au moins, et encore faisait-on entrer dans ce chiffre, s'il était nécessaire, le traitement qu'ils recevaient comme membres de la Légion d'Honneur. Ils devaient justifier ensuite d'un domicile réel de 3 ans, dans l'Arrondissement électoral.

En principe, ils devaient avoir leur domicile politique dans l'arrondissement électoral où ils avaient leur domicile réel. Mais il était possible de les séparer ; au moyen d'une déclaration, on pouvait avoir son domicile politique au lieu où l'on payait les contributions exigées. A cet égard, les militaires se trouvaient dans les mêmes conditions que l'ensemble des citoyens. Mais à raison du cens exigé, seuls, les officiers, en fait pouvaient prendre part au vote.

Il en était de même de l'éligibilité pour laquelle il fallait avoir trente ans accomplis au jour de l'élection, et payer un cens de 500 fr. Cependant, la loi prévoyait certaines incompatibilités concernant les militaires, mais elles étaient simplement relatives. C'est ainsi que les

officiers généraux commandants les divisions ou subdivisions militaires, ne pouvaient pas être élus par le collège électoral d'un arrondissement compris, en tout ou en partie, dans le territoire sur lequel ils exerçaient leurs fonctions. Mais, par contre, la loi du 12 septembre 1830, qui considérait comme démissionnaire tout député qui acceptait des fonctions publiques, salariées, faisait exception au profit des officiers de terre et de mer. (1) Ceux-ci recevaient même pendant l'exercice du mandat, dont ils étaient investis, de l'avancement à l'ancienneté.

Le recrutement de la chambre des pairs fut réorganisé par la loi du 29 décembre 1831. La nomination de ses membres appartenait toujours au roi, mais il ne pouvait les choisir que parmi certaines personnes limitativement énumérées au nombre desquelles se trouvaient les maréchaux et amiraux de France, les lieutenants généraux et vice amiraux, après deux ans de grade. Quant aux lois du 22 juin 1833 sur l'organisation des conseils généraux et d'Arrondissement, en ce qui concerne les premiers, l'article 29 de la loi se réfère purement et simplement à la loi du 19 avril 1831 dont nous avons analysé les dispositions essentielles au point de vue qui nous occupe. D'après son article 3, l'assemblée électoral est composée des électeurs et citoyens portés sur la liste du Jury. Il en était de même pour l'organisation des conseils d'arrondissement dont l'article 22 renvoyait au même article 3.

(1) La Chambre eut même lors de la validation des Elections de ses membres, à faire application de cette disposition à plusieurs reprises. Elle ne soumit à la réélection ni un commissaire de la marine appelé à faire partie du Conseil d'Amirauté, ni le général Jacqueminot commandant général des gardes nationales de la Seine, qui arrivé à l'expiration de ses fonctions, avait été confirmé dans son commandement. Ch. des Députés 10 mars 1845 élections Lacoudrais. Ch. des députés 13 juin 1843 Election Jacqueminot.

Pour ce qui est de l'éligibilité, on n'exigeait d'autres conditions que l'âge de 25 ans, le paiement d'un cens de « 200 francs pour le conseil général et de 150 francs pour le conseil d'arrondissement ». Les incompatibilités énumérées par l'article 5 de la loi, qui sont applicables aux membres des deux assemblées, ne mentionnent à aucun titre les militaires.

Telles furent les diverses dispositions concernant les droits électoraux des militaires, depuis la Révolution jusqu'en 1848. Nous allons voir, dans le chapitre suivant, celles qui furent successivement adoptées, à cet égard, depuis cette date jusqu'en 1871.

CHAPITRE II

LÉGISLATION ÉLECTORALE CONCERNANT LES MILITAIRES DE 1848 A 1871.

La seule condition exigée désormais pour être électeur consiste dans l'âge requis par la loi. Aucune condition de cens n'est plus exigée. Le suffrage universel est proclamé. Rien ne s'oppose donc à ce que les militaires en jouissent pleinement. Le législateur n'aura plus à recourir à des détours et à des espèces d'équivalences comme nous l'avons vu faire pendant la Révolution, pour permettre aux militaires de jouir des droits politiques. Dès qu'ils auront l'âge requis, ils seront électeurs.

Toutefois, l'exercice de ces droits fut soumis à des modalités différentes que nous allons exposer rapidement.

Ce furent d'abord les décrets du 5 mars et 28 octobre 1848, qui réglementèrent le vote des militaires.

Dès la proclamation de la République, un des premiers actes du gouvernement provisoire consista à convoquer les électeurs qui devaient nommer une assemblée chargée d'élaborer la Constitution.

Ceux-ci furent convoqués par décret du 5 mars, en vertu duquel étaient électeurs « tous les Français âgés de 21 ans, ayant l'exercice de leurs droits civiques, à la seule condition de résider depuis six mois dans la commune ». Pour être éligible, il fallait avoir 25 ans. Les

militaires n'y sont pas mentionnés. Et il semble qu'au premier abord, le gouvernement n'était pas favorable (1) au vote des militaires. Il considérait, en effet, comme impossible, « de faire voter les soldats dans la commune, sans disperser l'armée d'une manière arbitraire et dangereuse pour la sécurité nationale ». Mais lors de l'instruction du 8 mars, relative aux élections générales, la solution a été trouvée, puisque l'article 37 § 1 porte que « les électeurs militaires en activité de service seront avertis, par leurs chefs immédiats, aussitôt après la publication du décret du 5 mars et de la présente instruction, du droit qu'ils ont de participer à l'élection générale comme les autres citoyens et du nombre des représentants attribués à leurs départements respectifs. Des circulaires du Ministre de la guerre et de l'intérieur, à la date du 15 et 21 mars, règlent de la manière suivante le vote des militaires. Tous ceux ayant atteint l'âge de vingt et un ans, sans distinction de grade, devraient être divisés en deux classes. Ceux qui étaient en disponibilité, non activité ou réforme, et ceux en activité de service. Les premiers devaient être inscrits au lieu de leur domicile. Les seconds étaient admis à voter dans leur garnison, mais pour les candidats du département auquel ils appartenaient par leur domicile. Dans ce but, on procéda à la confection de *listes électorales militaires*. Dans toutes les communes où se trouve un corps, une fraction de corps, une Ecole, un établissement militaire, le fonctionnaire de l'intendance, et à son défaut l'officier où le fonctionnaire civil qui le remplaçait, dressa autant de listes alphabétiques qu'il y avait de groupes d'électeurs appartenant au même département.

(1) GARNIER-PAGES, *Histoire de la Révolution de 1848* — t. 3 p. 219.

Une fois les listes closes, on réunissait les assemblées électorales.

Dans les places où se trouvaient stationnés un ou plusieurs corps, il devait être tenu une assemblée électorale pour chaque corps sous la présidence du chef qui en avait le commandement.

Dans celles où se trouvaient seulement un bataillon, une compagnie ou un détachement, une assemblée devait être également réunie, quelle que fut son importance numérique, sous la présidence de l'officier ou du sous-officier le plus élevé en grade. Les officiers sans troupe et les employés militaires en résidence fixe, qui se trouvaient au chef lieu de la division ou de la subdivision votaient dans une assemblée présidée par le général de division ou le général de brigade. Ceux qui étaient dans une autre place devaient se réunir sous la présidence du sous-intendant militaire, et à défaut du commandant de la place ou de l'officier le plus élevé en grade.

Quant aux militaires de toutes armes et de tous grades qui se trouvaient dans une commune ou un cantonnement quelconque en nombre insuffisant pour composer une assemblée d'électeurs, ils devaient être inscrits sur la liste de la mairie et admis au vote, dans les mêmes conditions que les autres citoyens.

Leur chef immédiat, devait les prévenir de la faculté qu'ils avaient d'exercer leurs droits politiques. Ils se réunissaient ensuite, sous la présidence du chef le plus élevé en grade, en sections comprenant chacune les citoyens d'un même département. Le président était assisté de quatre scrutateurs choisis d'après les règles suivies actuellement par la formation du bureau qui présidait au scrutin : les deux plus âgés et les deux plus jeu-

nes parmi les électeurs. Ils devaient savoir lire et écrire.

Le président avertissait les électeurs militaires de l'importance de l'acte qu'il étaient appelés à accomplir et les engageait à émettre leur vote secrètement, en toute conscience et en toute liberté.

Chacun d'eux devait écrire, ou faire écrire son bulletin par l'un de ses camarades, en dehors de l'assemblée et le remettre au président. Le Président et les scrutateurs déposaient eux-mêmes leurs votes. Après avoir comparé le nombre des bulletins avec le nombre des votants, constatés par les listes ou feuilles d'inscription, ils procédaient au dépouillement séance tenante et en présence des électeurs qui désiraient y assister.

Dans le cas où un ou plusieurs électeurs étaient absents, pour un service commandé au moment du vote, ils pouvaient être admis à voter séparément, sur leur demande. Dans ce but le scrutin restait ouvert jusqu'au lendemain.

Le résultat des votes, cacheté et certifié par les intendants militaires, ou par les commissaires de la marine était adressé par le président du bureau au commissaire du département auquel appartenaient les électeurs. Ces votes étaient ajoutés à ceux obtenus dans le département et compris dans le recensement général des votes. (1) Une instruction postérieure relative aux opérations des assemblées électorales, enjoignait au commissaire du gouvernement de déposer sur le bureau de la commission centrale de recensement, au moment du recensement des votes du département, les procès-verbaux qu'il aurait reçus des

(1) Instruction du Gouvernement provisoire du 8 mars 1848, pour l'exécution du décret du 5 mars. Circulaire du ministre de la Guerre aux généraux commandant les divisions en date du 13 mars 1848.

divers points du territoire et constatant le vote des citoyens du département appartenant aux armées de terre et de mer appelés à exercer leurs droits dans les garnisons, ports, ou autres postes où ils se trouvaient en désirence (1).

Les militaires, nés à l'étranger ou dans les camps, les enfants trouvés, les invalides, les vétérans, furent admis à voter avec les électeurs du département de leur résidence. D'accord avec le Ministre de la Guerre, le Ministre de l'Intérieur décida que les gendarmes seraient assimilés aux autres corps de l'armée et voteraient dans les mêmes conditions. (2) Dans les localités où ils étaient trop peu nombreux pour constituer un bureau, ils furent inscrits sur les mêmes listes que les autres électeurs de la commune. Il en fut de même des militaires ou marins, dont le nombre ne dépassait pas cinq. (3)

A la veille des élections, fixées au mois d'avril, un grand nombre de militaires sollicita des congés pour se rendre dans les départements et se présenter aux élections. Le général Suberbi, Ministre de la Guerre, refusa toute autorisation : celles-ci auraient eu pour effet, de diminuer les effectifs et de dégarnir les cadres. Les intéressés furent informés par la voie du *Moniteur*, à la date du 22 Mars que les candidats pouvaient comme les autres citoyens, se faire connaître par les journaux, et inviter aussi les électeurs à voter pour eux. Les élections eurent lieu le 23 Avril.

La majorité des candidats élus appartenait à la fraction républicaine modérée. L'armée vota dans les formes que nous venons de faire connaître. L'assemblée nationale

(1) Circulaire du Ministre de l'Intérieur — 8 avril 1848.

(2) Circulaire du Ministre de la Guerre. — 15 mars 1848.

(3) Circulaire du Ministre de l'Intérieur. — 21 mars 1848.

se réunit le 4 mai. Elle décida, par le décret du 14 juin suivant, que pendant toute la durée de son mandat, aucun membre de l'Assemblée ne pourrait devenir fonctionnaire public salarié, à moins que ce fut au concours ou à la suite d'une élection. Les membres de l'Assemblée, déjà fonctionnaires, ne pouvaient obtenir de l'avancement ni toucher aucun traitement d'activité, de non-activité, de disponibilité, ni une indemnité quelconque, afférente à leurs fonctions. Exception était faite au profit des officiers des armées de terre et de mer qui pouvaient recevoir de l'avancement à l'ancienneté.

L'assemblée décida un peu plus tard, que l'élection du Président de la République aurait lieu au suffrage universel. Le décret du 28 octobre 1848, qui convoquait les électeurs à cet effet, portait dans son article 3 : « Les militaires des armées de terre et de mer, voteront au chef lieu de canton de la circonscription où ils se trouveront en garnison ou en résidence ».

Les listes des électeurs militaires, dûment certifiées, par l'intendant ou le commissaire de marine, seront transmises huit jours avant celui de l'élection, au maire du chef-lieu de canton. Le maire répartira les électeurs militaires entre les diverses sections. Les détails d'application de cet article furent réglés par une circulaire du Ministre de l'Intérieur du 14 novembre suivant. Contrairement à ce qui avait été fait pour les élections législatives, où les listes électorales avaient été dressées à l'armée et le vote accompli au corps, cette fois, l'intendant transmettait les listes des militaires électeurs au maire du chef-lieu de canton dans le ressort duquel le corps se trouvait stationné. Le maire devait, avec ces renseignements, former une liste spéciale d'inscription des votants militaires. Ceux-ci votaient au canton et non plus au

corps, et leurs votes étaient comptés dans les résultats du canton et non envoyés au département de leur domicile. La raison de ces différences provient de ce que l'élection des députés présentait jusqu'à un certain point un intérêt local, tandis qu'il n'existait rien de pareil pour celle du Président qui est l'élu de la Nation entière. Dans le but de faire participer le plus grand nombre possible de militaires à l'élection du Président de la République, le Gouvernement (1) décida que tous les militaires en route seraient admis à voter à la Mairie de la Commune dont ils se trouvaient le plus rapproché, le jour de l'élection. Leur vote devait être reçu sur présentation du contrôle du corps dont ils faisaient partie, quand ils appartenaient à un corps de troupe changeant de garnison ; sur le vu de la feuille de route, s'ils voyageaient isolément, soit pour rentrer dans leurs foyers, soit pour rejoindre par permutation ou à leur sortie des hôpitaux. Les présidents des assemblées électorales devaient constater sur les feuilles de route que les porteurs avaient voté.

La constitution fut promulguée le 4 novembre 1848. Elle déclarait électeurs, sans condition de cens, tous les Français âgés de vingt et un ans et jouissant de leurs droits civils et politiques.

Étaient éligibles, sans condition de domicile, tous les électeurs âgés de 25 ans (articles 25 et 26). Bien entendu, ces termes, par leur généralité, reconnaissaient l'électorat et l'éligibilité au profit des militaires, au même titre qu'aux autres citoyens. A la séance du 6 septembre (2) un représentant avait même proposé d'admettre les soldats à l'exercice des droits politiques, avant l'âge re-

(1) Circulaire du Ministre de l'Intérieur du 5 Décembre 1848 : avis inséré au *Moniteur* du 6 décembre.

(2) *Moniteur*, du 7 septembre 1848.

quis pour les autres électeurs. On se contentera de les assimiler aux autres citoyens.

La réglementation des élections fut faite par la loi du 15 mars 1849, dont nous allons analyser les dispositions. D'après l'article 2, § 3 : « les militaires en activité de services et les hommes retenus pour le service des ports ou de la flotte, en vertu de leur immatriculation sur les rôles de l'inscription maritime, seront portés sur les listes des communes où ils étaient domiciliés avant leur départ ». Ces dispositions s'appliquaient aux seuls militaires en activité de service qui n'avaient pu à raison de leur position d'activité, acquérir un domicile différent de celui de leur domicile d'origine. Ils sont considérés comme ayant conservé le domicile antérieur à leur incorporation. Le domicile d'inscription des appelés était donc leur domicile légal de recrutement tel que le fixait l'article 6 de la loi du 21 mars 1832. Les militaires conservent pendant toute la durée de leur position d'activité, leur domicile d'origine au point de vue électoral, et pour tout autre événement.

Il en résultait qu'à sa libération l'appelé ou l'engagé pouvait se faire inscrire dans la commune où il avait son domicile légal de recrutement, sans être astreint à la résidence de six mois exigée pour l'inscription. Bien entendu, s'il s'établissait dans une autre commune, il ne pouvait être inscrit que dans les conditions ordinaires. (1)

Ces règles ne s'appliquaient pas aux militaires en congé, en réforme ou en retraite, qui avaient pu acquérir un domicile nouveau.

(1) Circulaire du 19 mars 1849.

La loi organisait au profit des citoyens, une procédure pour éviter les omissions.

Aucune mesure spéciale ne fut prise à cet égard pour les militaires.

Un fois arrêtée, la liste électorale devait être envoyée au préfet. Celui-ci adressait à l'intendant militaire pour l'armée de terre, et aux commissaires de la marine pour l'armée de mer, un extrait contenant les noms de tous les électeurs en activité de service. Ces fonctionnaires faisaient parvenir aux chefs de corps, une copie officielle sur laquelle figuraient les noms des hommes sous leurs ordres. Les extraits concernant les hommes n'appartenant à aucun corps devaient être adressés au Ministre de la guerre. Pour les départements qui n'étaient dans le ressort d'aucun commissaire de la marine, le préfet adressait les extraits au Ministre de la marine qui se chargeait de la transmission.

Après discussion, on vota l'article 19 de la loi, ainsi conçu : « quinze jours avant l'élection, le préfet fera publier dans le recueil des actes administratifs du département, le tableau des corps auxquels appartiennent les électeurs en activité de service militaire, ou maritime, et l'indication des lieux où ces corps se trouvent. Ce tableau sera en même temps déposé au secrétariat de la préfecture pour y être communiqué à toute réquisition (1) Cette mesure avait pour but de faciliter la propagande des candidats auprès des électeurs. Le représentant Callet proposa, lors de la troisième délibération, un amendement à l'art. 60 aux termes duquel l'exercice du droit électoral était suspendu pendant toute la durée du service actif.

(1) Séance du 7 mars 1849 — *Moniteur* du 8.

L'auteur se fondait sur les exigences de la discipline et de l'esprit militaire, ainsi que sur les termes mêmes de la Constitution. Celle-ci déclarait, en effet, la force publique essentiellement obéissante. Cet amendement fut écarté par la question préalable (1). On décida cependant sur la proposition du même représentant « que néanmoins, pour les armées en campagne, hors de la frontière, l'exercice du droit électoral serait suspendu ». La même décision fut appliquée aux marins se trouvant en cours de navigation, avec cette explication donnée par le rapporteur, que l'on n'avait pas voulu, par là, priver les marins du droit de vote ; qu'on avait simplement constaté que le navire étant en marche, en voyage, en cours de navigation, on ne pouvait pas songer à un vote qui alors devenait impossible (1).

En ce qui concerne l'éligibilité, elle était admise de la manière la plus large et au profit de tous les électeurs, des militaires, par conséquent, comme de tous les autres citoyens. La question se posa ensuite, ce principe admis, de savoir quelles seraient les inéligibilités et surtout les incompatibilités admises à raison de l'exercice de fonctions publiques.

On décida d'abord l'inéligibilité relative de certains officiers qui exerçaient un commandement territorial. C'était le cas du commandant supérieur des Gardes Nationales de la Seine, des officiers généraux commandant les divisions et les subdivisions militaires, des intendants divisionnaires et des sous-intendants militaires ainsi que des préfets maritimes. Il ne s'agissait là, comme nous venons de le dire, que d'une inéligibilité

(1) Séance du 9 mars 1849. *Moniteur* du 10.

relative, qui laissait aux officiers se trouvant dans ce cas toute liberté pour briguer un mandat dans un autre département.

La question se posa à nouveau, quoique dans des termes un peu différents, quand l'assemblée s'occupa de déterminer les incompatibilités. Sur la proposition du Général *Baraguey d'Hilliers*, on décida de considérer les officiers élus, comme en mission, hors cadres, et les autres militaires en congé temporaire pendant la durée de leur mandat (1).

Les élections avaient lieu par canton. Mais les militaires en activité de service votaient à leur corps. Ceux qui n'étaient pas présents au corps votaient selon le droit commun, avec les électeurs de la commune où ils étaient domiciliés avant leur départ. Étaient considérés comme étant sous les drapeaux, les marins qui faisaient leur service militaire, soit à bord, soit sous les ordres des préfets maritimes dans les ports. Les votes étaient recueillis et transmis d'après les règles précédemment exposées. Les élections de 1848, s'étaient passées dans le plus grand calme. En 1849 des comités se formèrent en grand nombre, et l'armée se mit en rapport avec les partis les plus avancés. Des délégués de ces partis furent désignés pour faire de la propagande dans chaque régiment, en faveur de leurs candidats. Le sergent-major Bon-bat, candidat socialiste rapporte que « les électeurs militaires de la garnison de Paris » furent convoqués à la salle Marrel par le comité socialiste de la Seine pour y choisir les candidats. Pendant huit jours, dit-il, nous nous occupâmes d'organiser une manifestation afin d'activer la propagande... le comité socialiste de la

(1) Séances du 13 et du 14 mars. *Moniteur* du 14 et du 15.

Seine avait chargé trois de ses délégués de se mettre en rapport avec les démocrates de l'armée... Ces derniers nommèrent dans chaque régiment des délégués qui eurent pour mission de recueillir les suffrages. Le 25 avril ils adressèrent au Comité Electoral de la Seine le résultat des opérations du vote. » Le procès-verbal était ainsi conçu : « Les sous-officiers et soldats démocrates socialistes de l'armée de Paris ont l'honneur de proposer à leurs frères du peuple de la Seine, le citoyen Boichot, sergent major et le citoyen Rattier, sergent, comme candidats de l'armée. » Cette élection a pour but de consacrer l'union définitive du peuple et de l'armée. » (1)

L'agitation qui se fit à l'occasion des élections retentit au sein des casernes. Un candidat militaire, le sergent major Boichot, du 7^e léger était fort populaire : « Il ira à l'assemblée avec ses deux galons ! » disaient les soldats ; aussi, lorsqu'à la suite des désordres qu'il avait provoqués, le général Changarnier donna l'ordre de le mettre à la salle de police, sa compagnie se souleva, le délivra et maltraita ses officiers. On dut le faire transporter à Vincennes. Ces mutineries se multiplièrent à l'approche des élections (2) Boichot, dont on avait tenté d'obtenir le désistement en lui offrant l'épaulette de sous-lieutenant, qui avait été incarcéré pour avoir accepté une candidature socialiste, fut élu à une énorme majorité avec deux autres sous-officiers ; Rattier et Commissaire (3). Après son élection, il disait au banquet des sous-officiers : « La Révolution de 1848 en détruisant le régime

(1) Boichot *La Révolution dans l'Armée française*. Election des sous-officiers en 1849 p. 20. 21.

(2) Journal du Maréchal de Castellane. T. IV. p. 155.

(3) Il avait obtenu à Paris 20.000 voix de plus que le Maréchal Bugeaud 6.000 de plus que le général Lamoricière, Rattier avait eu 3.000 voix de plus que le maréchal et que le général Rapatel.

des castes, en fondant le suffrage universel à placé les insignes de représentant du peuple dans la giberne de chaque soldat. » Des journaux comme la *Presse*, comparant le succès des sous-officiers à l'échec de Thiers et Molé, disaient : « Leur élection équivalait indirectement, mais inévitablement à l'abolition du recrutement et de l'esclavage militaire ».

En présence de telles exagérations, il était à craindre que l'on se hâtât de retirer de la giberne des soldats les insignes de représentant du peuple qu'on y avait peut-être imprudemment déposés. C'est ce que commença à faire la loi du 31 Mai 1850.

Cette loi exigeait 3 ans de domicile réel dans la commune ou le canton pour que les Français majeurs fussent admis à la jouissance des droits politiques. Le domicile électoral se constatait par l'inscription au rôle de la contribution personnelle ou pour les majeurs, habitant chez autrui, par la déclaration de leur père ou mère ou autres ascendants chez lesquels ils résidaient, ou par celle des maîtres ou des patrons qui les employaient. Les fonctionnaires publics et les ministres des cultes étaient inscrits sur la liste électoral de la commune où ils exerçaient leurs fonctions ou leur ministère, quelle que fut la durée de leur domicile. Les militaires et marins sous les drapeaux étaient inscrits sur la liste de la commune où ils avaient satisfait à l'appel.

Pour assurer l'exécution de la loi, les chefs de corps devaient envoyer dans le mois qui précédait la confection des listes, des bulletins établis par commune, aux maires de ces communes. (1).

Aucune condition, ni de cens, ni de durée de domicile

(1) Circ. du ministre de l'Intérieur du 5 juin 1850.

n'était exigée pour eux ; leur seule qualité de militaire suffisait.

On traita sous ce rapport, comme militaires en activité de service, tous ceux qui faisaient partie du contingent, même s'ils avaient été laissés momentanément dans leurs foyers comme soutien de famille. Les gendarmes furent considérés comme fonctionnaires publics, et à ce titre, inscrits sans condition de domicile, sur les listes de la commune où ils étaient en résidence.

Quant aux militaires libérés, la loi étant muette à leur égard, ils pouvaient être inscrits aussitôt sur la liste de la commune où ils avaient leur domicile, avant leur incorporation, car ils pouvaient faire entrer en ligne de compte le temps passé par eux sous les drapeaux. Mais, s'ils allaient s'établir dans une commune autre que celle où ils avaient répondu à l'appel, ils devaient prouver leur domicile, dans les conditions du droit commun.

Malgré des propositions en sens contraire, (1) destinées à assurer son indépendance, on s'en tint, pour le vote, aux dispositions de la loi du 15 mars 1849. Cependant, pour assurer le secret du vote, on supprima le dépouillement des votes militaires dans les sections où ils avaient été reçus.

Ils durent être transmis, clos et cachetés, en présence du bureau, au préfet de chaque département et mêlés dans les urnes, avec les bulletins des électeurs de la

(1) Séance du 31 mai *Moniteur* du 1^{er} juin ; on proposait de faire dépouiller par un bureau composé de juges de paix, de deux assesseurs, d'un sous-officier et d'un soldat, ou à la mairie par un bureau composé du maire, de 2 conseillers municipaux désignés par le conseil d'un sous-officier et d'un soldat.

commune. Des retards se produisirent à plusieurs reprises, et les bulletins des militaires, arrivèrent après la clôture des opérations de dépouillement. Dans ces cas, l'assemblée décidait que les paquets de bulletins militaires ne devaient être ni ouverts ni dépouillés par le bureau.

Le décret du 2 décembre 1851 abrogeait la loi du 31 mai 1850. Tous les Français âgés de vingt et un ans et jouissant de leurs droits politiques, étaient appelés à se prononcer sur le plébiscite qui leur était soumis, dans les conditions établies par la loi électorale de 1849.

Le vote devait se faire par l'inscription des noms et prénoms de chaque électeur, sur l'un des deux registres ouverts dans chaque commune pendant huit jours. L'un devait recevoir les réponses affirmatives, l'autre les réponses négatives. Des registres sur papier libre devaient être ouverts par les soins du chef de corps et les votes des militaires y être consignés, dans les 24 heures de l'envoi du décret. Le vote était ouvert de huit heures du matin à quatre heures du soir. Ceux qui ne savaient pas écrire devaient faire écrire leur vote. Après avoir recueilli ceux des officiers, sous-officiers et soldats, les chefs de corps devaient clore les registres, et les transmettre directement aux secrétariats des ministères de la guerre et de la marine, accompagnés d'états certifiés, résumant, pour leur corps, le nombre des votes d'acceptation et de rejet. Une commission devait être instituée par le ministre de la guerre, pour opérer le dépouillement des registres et le recensement des votes, dont le résultat serait proclamé par le pouvoir exécutif.

Le libellé des deux registres était le suivant ; « Acceptation : — En vertu du plébiscite du....., les officiers

sous-officiers et soldats dont les noms suivent ont répondu *affirmativement* à la résolution posée en ces termes :

Rejet. — « La rédaction était identique sauf qu'elle substituait le terme négativement au terme affirmativement. Le peuple français veut le maintien de l'autorité de Louis Napoléon Bonaparte, et lui délègue les pouvoirs nécessaires pour faire une constitution sur les bases proposées dans sa proposition du. . . . » Devant les protestations soulevées par ce mode de suffrage, un décret du 4 décembre 1851, fixa à deux jours, au lieu de huit, la durée du scrutin, et les votes toujours exprimés par oui ou par non durent l'être au moyen de bulletins fermés. Mais ces mesures ne purent être appliquées à l'armée qui avait déjà voté à ce moment.

En compensation, le Président écrivit au ministre de la guerre dans le but de rassurer les militaires qui avaient déposé un vote négatif, et qui auraient pu craindre qu'il n'exercât une fâcheuse influence sur leur carrière. Il déclarait vouloir ignorer les noms de ceux qui avaient voté contre lui, et, dans ce but prescrivait de brûler les registres « le relevé des votes une fois terminé et dûment constaté. » Il y eut, parmi les militaires 319.269 oui et 42.827 non.

Les résultats globaux furent on le sait : 7.439.241 oui et 640.737 non.

La constitution promise fut promulguée le 14 janvier 1852. Dans le but de rétablir le principe de la souveraineté populaire, que les derniers actes de l'assemblée législative avaient compromis, disait le préambule, le pouvoir était confié au Président de la République qui l'exerçait avec le concours des ministres nommés par lui et irresponsables.

Il était assisté du Sénat et du Conseil d'Etat dont il

choisissait les membres. Le peuple n'exerçait sa souveraineté que par la nomination des députés au corps législatif élus pour six ans, au suffrage universel, et dont l'unique fonction consistait à voter les lois.

Les huit amiraux et maréchaux faisaient partie de droit du Sénat, d'après la Constitution.

On y fit entrer 21 autres officiers généraux des armées de terre et de mer ; au Conseil d'état il y eut six officiers généraux.

Les conditions d'élection des membres du corps législatif furent posées par le décret organique du 2 février 1852, partiellement encore en vigueur, et auquel nous avons dû nous référer dans la première partie, pour exposer la législation existante. Nous avons vu que, aux termes de ce décret, les militaires en activité de service et les hommes retenus pour le service des ports et de la flotte, en vertu de leur immatriculation, sur les rôles de l'inscription maritime, devaient être portés sur les listes des communes où ils étaient domiciliés avant leur départ.

Il en fut de même pour les divers plébiscites qui eurent lieu sous l'Empire, celui du 7 novembre 1852 pour le rétablissement de l'Empire, celui du 23 avril 1870 au sujet des réformes libérales, introduites dans la constitution. Les militaires s'ils ne prenaient plus part au vote, du moins, pendant leur présence au corps, étaient éligibles dans les conditions du droit commun. Il n'existait qu'une inéligibilité relative, qui frappait certains officiers supérieurs dans le territoire qu'ils commandaient. D'autre part, le mandat de député était déclaré incompatible avec toute fonction rétribuée. Le fonctionnaire élu était considéré comme démissionnaire s'il n'avait pas opté, avant la vérification des pouvoirs.

Après les désastres qui entraînèrent la chute irrémé-

diabie de l'Empire, le Gouvernement de la défense nationale convoqua les électeurs pour le 16 octobre, par un décret du 8 septembre 1870 ; un autre décret du 15 du même mois réglait le détail des élections dans son article 7, de la manière suivante : les militaires présents sous les drapeaux voteront pour l'élection des représentants du département où ils sont inscrits comme électeurs. Les 6 premiers paragraphes de l'article 62 de la loi du 13 mars 1849 seront observés. Pour les militaires en campagne, ou faisant partie de la garnison d'une place en état de siège, le vote aura lieu conformément aux dispositions prises par le chef de corps ou le Gouverneur de la place.

L'élection devait avoir lieu par département, au scrutin de liste. Le vote n'était ouvert qu'un seul jour, et au chef-lieu du canton. Les conditions d'électorat et d'éligibilité étaient celles de la loi de 1849, dont l'article 62 se trouvait modifié en ce sens que le droit électoral était accordé aux armées en campagne. Les militaires recouvraient le droit de vote. Il ne pouvait en être autrement, car à cette époque tous les soldats sous les drapeaux faisaient partie d'armées en campagne, et la plupart des citoyens étaient soldats.

Les élections pour l'assemblée n'eurent pas lieu en 1870, en raison des événements, mais on procéda à l'élection des maires et des adjoints de Paris, au mois de Novembre de cette année.

« Dans la situation actuelle, portait la proclamation adressée à cet effet à la population parisienne, il ne saurait être fait de distinction d'aucune sorte entre les défenseurs de Paris ; il est donc bien entendu que la garde nationale mobile et les armées de terre et de mer voteront comme tous les citoyens. L'intérêt de la défense

exige naturellement qu'elles votent dans les lieux qui leur sont désignés par l'autorité militaire » Les élections générales eurent lieu le 8 février dans toute la France, d'après les règles fixées par l'article 62 de la loi du 15 Mars 1849, auquel se referait l'article 18 d'un décret du 31 janvier » sous les drapeaux, dans les armées ou dans les camps y était-il dit, les soldats, les mobiles, les mobilisés, les marins, tous ont le droit de vote et l'exercent dans les termes de cet article : Tous ceux qui à un titre quelconque faisaient partie de l'armée furent donc considérés comme électeurs militaires

Le vote devait avoir lieu, en principe, d'après les règles posées par l'article 62 de la loi de 1849. Mais, pour les armées en campagne, ou les places en état de siège, le gouvernement s'en remit aux chefs militaires, pour apporter à ces règles, telles dérogations que nécessiteraient les circonstances. Pour le vote de l'armée de Paris, le ministre de la guerre arrêta à la date du 31 janvier 1871, les dispositions suivantes : il est formé dans l'enceinte de la capitale autant de sections électorales militaires qu'il y a de départements. Cette mesure ne souffre d'exception que pour les départements qui ne seraient pas représentés à Paris par au moins cinq électeurs militaires. Pour ce département, les électeurs militaires remettent leurs bulletins de vote cachetés au Ministre de la guerre, avec un bordereau spécifiant à quel département ces bulletins se rapportent.

Ce fut la dernière fois que les militaires présents sous les drapeaux prirent part à une élection dans notre pays.

Nous venons de passer longuement en revue les différents faits relatifs à la question qui nous occupe ; nous nous sommes contentés de recueillir et de rapporter ces

faits. Il nous reste à reproduire et à examiner les raisons pour et contre cette manière de faire qui jusqu'à la date où nous sommes parvenus, a été suivie presque sans donner lieu à discussion.

Nous allons voir adopter une attitude exactement contraire ; nous examinerons dans le chapitre suivant, les raisons que l'on fit valoir pour un changement aussi profond. Dans ce but nous analyserons les discussions dans lesquelles ces raisons furent produites.

Quant à la solution, nous la connaissons dans son ensemble et dans tous ses détails. Elle est exposée dans la première partie de ce travail.

TROISIÈME PARTIE

POURQUOI ET COMMENT FUT CHANGÉE LA LÉGISLATION CONCERNANT LES DROITS POLITIQUES DES MILITAIRES

CHAPITRE PREMIER

MOTIFS INVOQUÉS AU COURS DE LA DISCUSSION DE LA LOI MILITAIRE DU 27 JUILLET 1872.

Par le double exposé, contenu dans les deux premières parties de notre travail, on a pu se rendre compte des différences profondes qui séparent les deux régimes qui y sont développés : celui existant avant 1871, et celui adopté depuis.

Ils sont en opposition complète. A cette dernière date, il semble qu'on ait pris systématiquement le contrepied du régime adopté antérieurement. Nous nous proposons maintenant d'exposer les raisons d'un changement aussi radical. Nous ferons connaître ensuite dans quelles conditions, sous l'influence de quels événements et de quelles préoccupations il s'est accompli.

Après la signature de la paix, la réorganisation de l'armée constitua le premier et le plus pressant souci des hommes à qui le pays avait confié la direction des affai-

res publiques. Tous les détails de l'organisation militaire furent soumis à un examen minutieux et impartial. Chacun de ses éléments fit l'objet d'études scrupuleuses. La refonte complète, la réorganisation totale de nos institutions militaires, nécessitées par les désastres que nous venions d'éprouver, fut conduite et réalisée, il faut le reconnaître, dans des conditions de rapidité, avec un souci constant de l'intérêt du pays, avec une science et une conscience qui sont l'honneur de l'assemblée et des hommes qui y prirent part. Cette réorganisation et cette refonte furent précédées des recherches les plus approfondies, des études les mieux conduites ; les rapports des divers projets relatifs aux lois de 1872, de 1873 et de 1875 en font foi. On passa au crible, les unes après les autres pour les mettre en évidence et les faire disparaître, les causes diverses de toute nature auxquelles pouvaient être imputés nos désastres.

Nous devons à cet égard faire une première constatation. C'est que, à aucun moment l'exercice des droits politiques des militaires ne fut présenté, ni ne pouvait l'être, comme l'une des causes ayant pu contribuer à nos désastres. Personne n'a soutenu ou pu soutenir, ni alors, ni depuis, que les défaites de l'armée impériale aient pu avoir à un titre quelconque, pour cause l'exercice de leurs droits politiques par les militaires. Si cette armée fut inférieure à sa tâche ou simplement malheureuse, si elle fut battue écrasée, si à cause d'elle la France connut les humiliations de la défaite, si elle en subit les conséquences de tout ordre, matérielles et morales, présentes et futures, personne encore une fois ne s'est jamais avisé de soutenir que cela pouvait provenir à un titre quelconque de ce que, dans cette armée, les militaires avaient joui de l'exer-

cice de leurs droits politiques. La raison en est bien simple : c'est que pendant toute la durée de l'Empire, nous l'avons longuement exposé dans la première partie, pas plus les militaires que les civils et réciproquement, ne furent véritablement admis à exercer ces droits. De cette constatation, nous pouvons conclure, en premier lieu, que ce n'est pas pour remédier à un vice de notre organisation militaire que l'exercice des droits politiques fut refusé après 1871.

Et s'il en est ainsi, quelles ont pu être les raisons qui ont amené le législateur de 1872 et 1873 à considérer comme une condition essentielle, un élément indispensable de l'organisation militaire nouvelle qu'il élaborait, l'exclusion de tous les militaires de la participation à l'exercice des droits politiques ? La seule réponse que nous puissions faire à cette question c'est d'exposer les raisons données par le législateur lui-même.

Nous avons vu, qu'après la proclamation de la République, on avait remis en vigueur la loi électorale de 1849 pour les élections à l'assemblée nationale ; on avait dû à raison des circonstances, lui faire subir quelques modifications, entre autres, on avait permis de prendre part aux votes, les armées en campagnes.

Dès 1871, nous voyons deux membres de l'assemblée, ainsi élue, présenter à la date du 18 Avril une proposition de loi électorale. Les auteurs de cette proposition MM. *Paul Jozon* et *Charles Rolland* réglaient de la manière suivante le droit des militaires, dans cet ordre d'idées :

» ART. ; XI. — Les militaires ou marins, en activité de service sont inscrits sur la liste de la commune où ils résidaient lorsqu'ils sont entrés au service et ne peuvent voter que dans cette commune.

« Néanmoins les militaires ou marins en disponibilité, ceux qui sont placés en résidence fixe, ceux qui font partie de la réserve peuvent être inscrits sur la liste électorale de la commune dans laquelle ils ont leur résidence (1).

Le 8 mars 1872 une autre proposition, tendant au même but, était déposée par un autre membre de l'assemblée nationale. *M. Margaine* dans les termes suivants : Il rapportait l'art. 9 du gouvernement de la défense nationale et le remplaçait par l'art. suivant : « les militaires en activité de service et les hommes retenus pour le service des ports ou de la flotte, en vertu de leur immatriculation sur les rôles de l'inscription maritime, seront portés sur les listes des communes où ils étaient domiciliés avant leur départ.

« Ils ne pourront voter que lorsqu'ils seront présents au moment de l'élection, dans la commune où ils sont inscrits » (2)

Cette proposition fut repoussée par la commission, chargée de l'examiner, parce qu'une loi électorale était à l'étude et que la loi sur le recrutement, alors en préparation, statuait sur la question dans un sens tout à fait différent (3).

L'élaboration de cette dernière loi avait été confiée à une commission de 45 membres dont seize étaient des officiers généraux ou des officiers supérieurs. Elle avait pour mission la préparation d'un ensemble de dispositions sur le recrutement et l'organisation des armées de terre et de mer. Divers systèmes furent proposés touchant cette organisation. Mais s'ils différaient sur les moyens

(1) *J. off.* du 26 avril 1871, p. 768.

(2) *Journal officiel* du 20 mars 1872 p. 1980.

(3) *Journal officiel* du 2 mai 1872 p. 2736.

par lesquels ils assuraient le recrutement et l'organisation de l'armée, les auteurs de propositions au nombre de quatre, étaient tous d'accord pour *retirer le droit de vote aux militaires*.

La première en date, déposée le 12 avril par le *Marquis de Mornay* déclarait expressément reconnaître le droit de vote aux militaires de la réserve, mais gardait un silence complet au sujet des militaires de l'armée active.

« ART. 41 § 1. — Les militaires de la réserve pourront exercer tous les droits politiques du citoyen » (1). Il en résultait que si un article avait été jugé nécessaire pour conférer ce droit aux militaires de la réserve, du moment que pareille disposition n'existait pas pour ceux de l'active c'est qu'ils en étaient privés.

La seconde, celle du général *Martin des Pallières* (2) réglait la question dans les termes qu'aurait employés, pour la trancher, une loi électorale. Elle portait dans son article 19 : « nul ne peut être électeur s'il n'a *terminé* son temps de service dans l'armée active »

Le 18 juillet, le général *Chareton* déposait à son tour une nouvelle proposition qui contenait, sur le point qui nous occupe, les dispositions suivantes :

« ART. 25 *in fine*. — Le service dans l'armée est incompatible avec l'exercice des droits électoraux ; la loi réglera ce mode d'exercice pour les officiers et les employés militaires en service actif ».

« ART. 50. — Les soldats de l'armée de soutien jouissent de tous les droits de citoyens.

(1) *Journal officiel* du 25 avril 1871 p. 733.

(2) *Journal officiel* du 29 avril 1871 p. 824.

« ART. 53. — Pendant les manœuvres annuelles et en cas de mise en activité, l'armée de soutien est soumise aux lois et à la discipline militaire comme l'armée active.

« ART. 62. — Les officiers servant au titre auxiliaire et les sous-officiers et soldats de l'armée de réserve jouissent de tous les droits de citoyens sans restriction » (1).

Une dernière proposition fut déposée le 9 août suivant; son auteur *M. Farcy* allait peut-être plus loin encore que les auteurs des propositions précédemment citées. Il s'exprimait ainsi : « le soldat ne pourra se marier et voter lorsqu'il aura été incorporé dans la garde mobile (2) ».

La commission fit sien le principe contenu dans ces diverses propositions et le reproduisit dans son article 5 ainsi conçu : « les hommes sous les drapeaux ne prennent part à aucun vote ».

Quelle est la raison qui avait inspiré ces divers auteurs et avait pu produire une aussi complète unanimité ? La seule qui fut invoquée, fut l'intérêt de la discipline. Le général *Martin des Pallières* s'exprimait ainsi dans son exposé des motifs : « sans une discipline inflexible, disait-il, qui peu à peu impose le respect du devoir, sous quel que forme qu'il se présente et son accomplissement en toute occasion, il n'y a pas d'armée ».

Le général Chareton était plus précis ; il considérait comme un *danger politique et social* le vote des citoyens armés, parce que l'exercice de ce droit entraînait celui

(1) *Journal officiel*, du 14 avril, 1871 p. 2695. — Nous reproduisons cette proposition telle qu'elle a été faite par son auteur pour en faire ressortir l'esprit et la tendance sans souligner l'impropriété des termes et leur inexactitude. Il y est en effet tantôt question de jouissance tantôt d'exercice.

(2) *Journal officiel*, du 19 octobre 1871, p. 4051.

de réunion qui, selon le général Chareton, est la négation de toute discipline. Au dire de cet officier général, la Prusse aurait connu nos effectifs en 1870, par le vote qui eut lieu à l'occasion du plébiscite.

Le rapporteur du projet, le marquis de Chasseloup-Laubat exprimait à peu près les mêmes idées quand il disait :

« Plus les institutions (il s'agissait d'une société) sont fondées sur les principes de la démocratie, plus il lui faut l'obéissance au supérieur qui est la discipline militaire, la soumission à la loi, qui est la discipline civile, enfin plus il lui faut, osons-le lui dire, la sévérité pour tout ce qui viole les règles qu'elle-même s'est imposées ; l'ordre et la liberté ne sont qu'à ce prix ».

Le rapporteur affirmait par ailleurs que la commission n'entendait trancher aucune des questions qu'une loi électorale pourrait soulever, mais que les auteurs du projet s'étaient placés surtout au point de vue de la discipline militaire. Il n'est pas bon disait-il, que des militaires, soumis à leurs supérieurs hiérarchiques dans les actes qu'ils ont à accomplir au corps, se trouvent à un jour donné leurs égaux, peut-être leurs adversaires, sans cesser en somme pourtant d'être sous leurs ordres....

Après l'argument tiré des exigences de la discipline militaire, on en fit valoir d'autres tirés des conditions mêmes dans lesquelles devait s'exercer le droit de vote des militaires. S'il leur était reconnu, ceux-ci voteraient en effet ou avec tous les citoyens, dans les communes où ils auraient leur domicile, ou séparément au corps. Mais, dans un cas comme dans l'autre, on pouvait craindre qu'en raison de leur éloignement ils soient dans l'impossibilité de se renseigner sérieusement pour voter en

connaissance de cause. Ils risqueraient alors de fixer leur choix d'après les seules indications que ne manqueraient pas de leur offrir, avec un empressement intéressé, des agents électoraux dangereux.

Spécialement, s'ils étaient admis à voter séparément, leur vote pouvait recevoir une interprétation erronée et influencer sur celui des autres citoyens ; il pouvait en un mot contribuer à égarer l'opinion publique.

« Ainsi, concluait le rapporteur, indépendamment des périls qu'il fait courir à la discipline, le vote des militaires sous les drapeaux a de graves inconvénients. Laissons donc l'armée à sa pure et belle mission ; que ses hommes dont elle est composée, n'aient à se préoccuper que de se perfectionner dans leur art, dans leur métier ; ne lui donnons pas un rôle politique ; elle appartient au pays tout entier : c'est en cela qu'elle est grande. Ne la rapetissons pas à la taille des partis » (1).

Les craintes exprimées par les divers auteurs de propositions de loi paraissent avoir été partagées par tous les partis, y compris l'opposition républicaine. Aussi, semble-t-il que c'est du bout des lèvres et pour la forme, que cette dernière intervint.

Tout ce que trouve *Edouard Millaud* pour défendre l'armée, c'est de commencer par reconnaître que le vote des militaires *pouvait avoir les plus fâcheux inconvénients*. Il cite à l'appui de cette manière de voir, ce qui s'est passé au 2 décembre 1851, où l'armée avait été, d'après lui, conduite aux urnes par les généraux et où l'on avait affiché son vote pour influencer le pays.

Malgré cela, après cette espèce de condamnation sommaire, l'orateur demandait la suppression de l'article. Par-

(1) *J. Off.* du 6 avril 1872, p. 2-385.

tant de ce qu'on ne pouvait être privé du droit de vote, que pour incapacité et indignité, il concluait que la solution préconisée pour les militaires équivalait à les assimiler aux indignes. Et il demandait à l'Assemblée, qu'après avoir déclaré qui n'y avait rien de plus grand, de plus beau, que de défendre son pays, qu'aucun honneur ne devait être plus envié que celui d'être incorporé dans l'armée, il lui était impossible de faire produire à ce grand honneur les mêmes conséquences qu'à une condamnation.

D'après l'orateur (1), refuser le droit de vote aux militaire constituait à la fois une illégalité et un danger. L'illégalité résultait de ce que les militaires sont des citoyens ; le danger de ce que la suppression du droit de vote lui paraissait devoir donner naissance aux conspirations militaires. Et il citait à l'appui de ses dires, les conspirations de Cadoudal, du général Mallet, des quatre sergents de la Rochelle qui, d'après lui, auraient éclaté parce que leurs auteurs n'avaient pas le moyen d'exprimer légalement leur pensée.

Le rapporteur du projet le marquis *de Chasseloup-Laubat*, répondit à M. Millaud que la commission n'avait pas entendu traiter les soldats en indignes. Elle ne leur avait pas retiré le droit d'être électeurs. La question de l'électorat et de l'éligibilité en général ne devait pas être traitée dans une loi sur le recrutement ; on laissait ce soin à la loi électorale. Mais comme cela pouvait nuire au bon ordre et à la discipline de l'armée, on se contentait d'interdire aux soldats et aux officiers sous les drapeaux de prendre part au vote.

Le Ministre de la guerre, général *de Cissey*, au nom

(1) *J. off.* 31 mai 1872, séance du 30 mai, p. 3635.

du gouvernement, ne fit que répéter en d'autres termes les paroles du rapporteur. Il se défendit lui aussi, d'avoir voulu supprimer, en quoi que ce fût, les droits du citoyen pour le soldat. Dès qu'il est dans ses foyers il rentre dans la plénitude de ses droits et il vote comme citoyen. Mais le soldat sous les armes n'est que le soldat de la loi ; *il doit rester étranger à tous les partis et à toutes les luttes politiques il doit être la force au service de la loi.* »

Toute cette discussion retranchait 400.000 électeurs, selon l'expression de M. Rouvier. Aussi demandait-il avec très juste raison, selon nous, et comme le démontreront les événements survenus plus tard, l'ajournement de la question jusqu'à l'examen de la loi électorale. Cette proposition fut repoussée et la discussion prit fin par le vote de l'article proposé par la commission à une majorité qu'il importe de souligner et de retenir : 628 voix contre 35.

De nouvelles et timides tentatives furent faites lors de la troisième délibération, mais ce fut sans plus de résultat. Le baron *Chaurand* proposa alors de substituer au texte de la commission la rédaction suivante : « Tout vote dans un corps de troupe est expressément défendu. Les hommes faisant partie de l'armée, ne peuvent prendre part aux élections que dans la commune où ils sont inscrits sur les listes électorales. »

L'auteur de l'amendement était d'accord avec la commission ; à ses yeux, le vote au corps avait des inconvénients. Mais il estimait que le texte adopté sur la proposition de la commission dépassait le but et préjugait une question que la commission chargée de préparer la loi électorale n'avait pas encore résolue. Il estimait qu'on avait assez fait pour le maintien de la disci-

pline en interdisant le vote des militaires au corps. Mais que ses exigences ne faisaient pas obstacle à ce qu'ils prissent part au vote quand ils étaient sous les drapeaux, mais isolés, comme les gendarmes, les médecins militaires, les intendants (1)

L'amendement fut combattu par le ministre de la guerre et repoussé.

Une autre série d'arguments fut développée par M. Jouin contre le texte adopté par l'assemblée. Cet orateur commença par prétendre, qu'élus par tous les citoyens de son département, les soldats comme les autres, il ne se reconnaissait pas le pouvoir de voter une disposition qui put porter atteinte aux droits d'un seul de ses mandants. A cet argument, qui était loin d'être irréfutable, l'orateur ajoutait les suivants : il reprochait aux auteurs des mesures proposées de les avoir puisées dans un décret impérial, celui de 1852, de faire une situation différente aux jeunes conscrits qui tiraient au sort ; à ceux qui étaient incorporés, on retirait le droit de vote ; on le laissait au contraire à ceux qui restaient dans leurs foyers, aux infirmes, aux boiteux, aux borgnes, aux aveugles. Il montrait par des exemples tirés d'élections récentes, que le vote de l'armée était susceptible de modifier la majorité, et qu'en écartant ce vote, ce n'était plus l'opinion de la majorité qu'exprimaient les élections. Il adjurait enfin ses collègues de repousser l'article en question, de ne pas commencer par l'armée la mutilation du suffrage universel.

« Ne commençons pas par l'armée, la série de ceux qui doivent être, à leur tour, déshérités de leur droit de suffrage. Gardons-nous de recommencer la faute du 31 mai ;

(1) *Journal officiel*, 26 juillet 1872, p. 5100 et s. Séance du 25 juillet.

ne donnons pas à tous ceux que nous aurions le malheur de priver de leur droit de suffrage, le droit de le revendiquer. Ne mettons pas, entre leurs mains, une arme aussi puissante qu'une revendication légitime (1) »

L'art. 5 fut néanmoins adopté sans modification en troisième lecture, comme il l'avait été précédemment.

Telle fut la discussion d'où sortit pour la première fois, dans notre législation, la suppression du droit de vote des militaires.

Avant d'aller plus loin il importe d'examiner si les arguments que nous venons de reproduire étaient aussi probants qu'ils paraissent l'avoir été ; s'il étaient déterminants au point qu'il fût impossible de les combattre comme semble avoir renoncé à le faire l'opposition. Ce qui frappe dans une discussion de cette importance, c'est la médiocrité soit dans l'attaque soit dans la défense.

Les auteurs des diverses propositions, dont nous avons reproduit les exposés des motifs, les rapporteurs, le gouvernement par l'organe du Ministre de la Guerre procèdent tous de la même manière.

Ils appuient des affirmations non prouvées par des considérations à côté de la question, et qui ne sont ni plus prouvées ni plus probantes que les premières.

Reprenons-les une à une. L'auteur d'une des propositions met sur le même rang et propose de traiter de la même manière le droit de se marier et de voter. Il refuse les deux. Il est permis de supposer que ce ne devait pas être pour les mêmes raisons qu'on refusait aux militaires deux droits d'un ordre aussi différent

Un autre le marquis *de Mornay* refusait le droit de

(1) *Journal Officiel*, 26 juillet 1872, p. 5101 et s. Séance du 25 juillet.

vote aux militaires, par prétérition. Il n'en parlait qu'au sujet des militaires de la réserve (1).

Des deux autres, l'un le général *Chareton*. considérait comme *un danger politique et social* (2) le vote des citoyens armés pour deux raisons, qu'il présentait comme ayant à ses yeux la même valeur : parce que son exercice entraînait le droit de réunion et que celui-ci était la négation de toute discipline, et parce que la Prusse avait connu nos effectifs en 1870 par le vote du plébiscite.

En admettant que les deux raisons fussent également exactes il aurait peut-être convenu de rechercher si le remède proposé était bien proportionné au danger. Nous avons vu, en effet, qu'un membre de l'assemblée, tout en se déclarant d'accord avec la commission sur les dangers du vote des militaires, n'admettait pas la solution proposée et trouvait qu'elle dépassait le but. On peut sans crainte d'être taxée d'exagération, affirmer qu'on aurait peut-être pu remédier aux deux dangers signalés par le général *Chareton* sans recourir à des mesures aussi graves que celles préconisées par son projet. Pense-t-on qu'il eût été impossible de mettre la Prusse dans l'impossibilité de connaître nos effectifs, quand même nous aurions comme elle le fit, enlevé à nos militaires le droit de vote ? Pense-t-on qu'il n'eût pas été possible d'organiser dans des conditions spéciales, le droit de réunion, ou même de le supprimer, si pour les militaires, il présentait de trop graves inconvénients, si cela avait été nécessaire pour le maintien du droit de vote aux militaires. De deux maux on aurait choisi le moindre. Les auteurs des diverses propositions, le Rapporteur, le Gouverne-

(1) *J. off.* 25 avril 1871, p. 753

(2) *J. off.* 17 août 1871, p. 2733.

ment, tous sont d'accord contrairement à l'adage bien connu, pour préconiser exclusivement le plus grand.

Mais, si ces raisons étaient bien celles qui guidaient les auteurs des propositions, la question était particulièrement mal posée par eux. Ce n'était pas sur le terrain du droit de vote, ni dans la loi sur le recrutement qu'elle devait être examinée.

C'était sur celui de la réglementation, soit de ce droit soit de celui de réunion, dont ne s'occupent pas d'ordinaire les lois de recrutement « Sans une discipline inflexible, affirmait le général *Martin des Pallières*, il n'y a pas d'armée « Possible mais ce n'est pas là la question. Il s'agit d'un de ces truismes d'une évidence peu contestée, en général, et qu'il est à la portée de tout le monde de formuler. La question en effet n'était pas celle-là, mais bien la suivante, comment *en quoi le droit de vote des militaires est-il incompatible avec le maintien de la discipline.*

Quels sont les faits qui viennent subitement de révéler cette vérité nouvelle à ces généraux, qui ne s'en étaient pas aperçus lors des plébiscites, pas plus que leurs prédécesseurs et qui ne sont pas apportés pareux à l'appui de leur opinion.

Il est heureux, encore que le rapporteur du projet dans le rapprochement qu'il fait de la discipline militaire et de la discipline civile, ne soit amené à sacrifier le droit de vote qu'au maintien de la première. Il ne faudrait peut-être pas pousser beaucoup plus à fond le raisonnement, pour en tirer que la discipline civile est aussi impossible à réaliser, dans une démocratie, que la discipline militaire.

Il est à craindre que ce soit l'intime conviction du

rapporteur et de la plupart des généraux qui participèrent à la rédaction et à la discussion de loi de 1872.

Nous ne voudrions pas que cette assertion put être considérée comme un argument qui nous serait inspiré par les besoins de la discussion. Il a malheureusement un fondement indiscutable, et dont on ne tarde pas à se convaincre, pour peu qu'on l'étudie un peu dans son ensemble, comme nous l'avons fait, au début de ce chapitre, et dans ses détails comme nous le faisons présentement.

Pour le faire apercevoir, il suffit à s'attacher à dégager le sens profond des diverses citations que nous avons rapportées. De chacune d'elles, il ressort nettement que leurs auteurs n'ont pas foi dans la démocratie qu'ils se trouvent obligés par la force des choses et des circonstances, d'instaurer eux-mêmes dans ce pays : « Plus les institutions d'une société sont fondées sur les principes de la démocratie, dit *Chasseloup-Laubat*, plus il lui faut l'obéissance au supérieur qui est la discipline militaire, la soumission à la loi qui est la discipline civile, enfin plus il lui faut, osons le lui dire la sévérité pour tout ce qui viole les règles qu'elle s'est elle-même imposées » ... Sans doute, mais est-ce une raison pour mutiler la démocratie sous prétexte d'assurer l'obéissance au supérieur qui est la discipline militaire ? Il faudrait d'abord établir qu'elles sont incompatibles. Et on considère que cela est acquis, démontré, puisque c'est par ces considérations qu'on justifie la non adoption de mesures essentiellement démocratiques. Quant à la sévérité pour tout ce qui viole les règles que la société démocratique s'est imposées, qui songe à la nier ? Mais encore répétons-le elle ne saurait fonder des mesures préventives qui sont encore une fois la négation de la démocratie ; que ces hommes là

aient eu la plus profonde répugnance pour les mesures qu'ils étaient obligés d'établir, qu'ils aient eu des préjugés indéracinables à l'égard du droit de vote en général, ce n'est pas une supposition téméraire de le supposer.

Toutes leurs paroles trahissent cette répugnance, ces préjugés, ces sentiments. Ils le disent même par moment. Ecoutez le général *Ducrot* s'efforçant de justifier la mesure proposée par la commission, à l'égard des militaires « Je ne veux point, disait-il, que le soldat sous les drapeaux puisse voter, parce que ce serait attentatoire à l'autorité morale que les chefs doivent avoir sur leurs subordonnés. *Le vote est un élément de discorde et de désunion* dont n'avons pas besoin dans l'armée (1) ». Voilà l'opinion qu'avaient du suffrage universel et du vote, les auteurs de la loi de 1872. Il était donc tout naturel que dans ces conditions ils n'aient pas hésité à en priver l'armée. Obligés qu'ils étaient d'une part, de réorganiser celle-ci pour résister à l'ennemi, contraints qu'ils étaient d'autre part d'établir le droit de vote, ils accomplissaient cette double mission dans les conditions que leur inspirait l'état d'esprit dans lequel ils se trouvaient et que nous venons de nous efforcer de dégager.

Mais, leurs discours indiquent qu'en la circonstance,

(1) *Journal Officiel* 31 mai 1872. Séance du 30 mai, p. 3637. Pour trouver une opinion pareille sur le droit de suffrage il faut remonter à Louis XIV. Il nous souvient que c'est d'un motif analogue que la royauté à la fin du règne du Grand Roi, s'efforça de colorer la substitution aux magistrats municipaux élus, d'officiers qui achetaient leurs charges. Si nous en croyons M. Esméin, en effet, les édits de cette époque, insistaient pour justifier ce changement. « Sur les brigues et les cabales suscitées par les élections, sur les ressentiments auxquels elles donnaient lieu et qui entraînaient souvent de la part des élus, des mesures vexatoires contre leurs adversaires. (Esméin à son cours) *L'administration provinciale et locale et les impôts directs*. Année scolaire 1907-1908.

ils obéirent encore à une autre considération. Cette dernière les inspira, eux, et l'opposition. Elle seule explique que la résistance de cette dernière à une pareille mesure d'ostracisme, n'ait pas été plus vive, d'abord, ensuite que cette mesure ait été maintenue depuis. Ce ne fut donc pas tant en vue de remédier à une infériorité que présentait au point de vue militaire l'organisation de notre armée, ni dans le but de lui donner une constitution meilleure, mieux appropriée, que les partis s'entendirent si bien en 1872, l'un pour proposer, l'autre pour admettre que les militaires seraient désormais privés de l'exercice des droits politiques. Les deux partis aux prises n'étaient pas sans inquiétude sur la tournure que prendraient les événements. Ils redoutaient certainement l'un et l'autre, l'appoint que l'armée ne manquerait point de constituer pour l'adversaire, si elle se déclarait en sa faveur, la force qu'elle pouvait lui apporter. Les craintes étaient inspirées au parti royaliste, à raison des éléments nouveaux que la loi en discussion introduisait dans l'armée, et dont il avait lieu de redouter l'influence et le mauvais esprit.

Le parti républicain pouvait craindre l'élément professionnel de l'armée, les officiers dévoués alors pour la majeure partie aux régimes antérieurs. Il ignorait l'influence qu'ils pourraient avoir sur l'élément dont on venait de décider l'incorporation. Il craignait, comme le dit expressément *Edouard Millaud*, que l'on vit l'armée conduite au vote par ses généraux et l'usage qu'on pouvait faire de ce vote pour influencer le pays.

Le parti monarchiste appréhendait ainsi qu'en témoignent les paroles du général de *Cissey*, ministre de la guerre, que le soldat sous les armes, cessât d'être le soldat de la loi. Il doit rester étranger, disait-il, à tous

les partis et à toutes les luttes politiques, il doit être la force au service de la loi... (1).

La même préoccupation apparaît à peine dissimulée, dans les paroles du rapporteur, quand il dit : « Laissons donc l'armée à sa pure et belle mission ; que les hommes dont elle est composée, n'aient à se préoccuper que de se perfectionner dans leur art, dans leur métier ; ne lui donnons pas un rôle politique. Elle appartient au pays tout entier ; c'est en cela qu'elle est grande, ne la rapetissons pas à la taille des partis (2) ».

Il nous paraît donc surabondamment établi que les législateurs de 1872 n'ont pas été exclusivement guidés par des considérations techniques et militaires, puisqu'ils n'ont fait valoir que de vagues considérations générales touchant la discipline. Les véritables motifs de leur décision, touchant l'exercice des droits politiques des militaires, furent inspirés aux uns, par leur défiance à l'égard des institutions démocratiques, aux uns et aux autres par leur manque de confiance dans l'armée, manque de confiance dans l'élément à provenir de l'application de la nouvelle loi, de la part des monarchistes, manque de confiance dans l'élément professionnel de la part des républicains.

Ainsi s'explique cette quasi-unanimité sur la question qui nous occupe, l'acharnement des uns et le peu de résistance des autres à laisser supprimer selon la constatation de M. Rouvier 400.000 électeurs.

Ce qui vient à l'appui de notre démonstration, c'est la constatation faite par certains royalistes eux-mêmes, et dont la proposition du baron *Chaurand* fut la plus exacte manifestation. Son auteur pensait qu'il suffisait,

(1) *J. off.* 31 mai 1872. Séance du 30 mai, p. 3637.

(2) *J. off.* 6 avril 1872, p. 2385.

pour atteindre le but proclamé, de se contenter d'interdire le vote au corps ; mais il permettait aux hommes faisant partie de l'armée, de prendre part aux élections dans la commune où ils étaient inscrits sur les listes électorales.

Si véritablement on avait eu uniquement souci de la discipline, comme on le disait, ne suffisait-il pas de s'en tenir à la proposition du baron *Chaurand* ? Ne donnait-elle pas toute espèce de satisfaction et des garanties complètes pour la discipline, Du moment où l'on jugeait nécessaire de refuser complètement l'exercice des droits politiques aux militaires sous les drapeaux, sans distinguer entre les cas où ils les exerçaient au corps en tant que militaires, et celui où ils les exerçaient dans les conditions de droit commun et en tant que citoyens, c'est bien, il nous semble, une nouvelle preuve qu'on n'obéissait pas uniquement à des préoccupations professionnelles et de discipline militaire.

Après avoir montré comment et pour quels motifs l'exercice des droits politiques fut retiré aux militaires en France , il nous reste à examiner comment cette décision a pu être maintenue jusqu'à ce jour. Cela fera l'objet des chapitres suivants.

CHAPITRE II

LES DROITS POLITIQUES DES MILITAIRES AU COURS DE LA DISCUSSION DE LA LOI ÉLECTORALE DU 30 NOVEMBRE 1873 ET DE LA LOI MUNICIPALE DU 5 AVRIL 1884

La question fut examinée à nouveau, en premier lieu lors de la discussion de la loi électorale du 30 novembre 1873. Il ne pouvait en être autrement, puisque, nous l'avons vu, le marquis de *Chasseloup Laubat* avait répondu à *Edouard Millaud* que la commission n'avait voulu régler, ni l'électorat, ni l'éligibilité des militaires, qu'elle s'était préoccupée uniquement d'assurer la discipline et le bon ordre dans l'armée. Dans ce but, il lui avait paru nécessaire de prendre les mesures énoncées au chapitre précédent. Les questions d'électorat et d'éligibilité n'étaient pas du domaine d'une loi de recrutement ; il appartiendrait à l'assemblée de les examiner et de les trancher, quand elle discuterait et voterait la loi électorale. Du moment où il en était ainsi, il eut été d'une bonne méthode de décider, comme le demanda *M. Rouvier*, l'ajournement de la question jusqu'à la discussion de la loi électorale. On ne voulut pas se ranger à cet avis. La raison profonde, dernière, est celle que nous avons dite au chapitre précédent.

Il nous reste maintenant à exposer comment les choses se passèrent lors de la discussion de cette loi. Les propositions émanant de l'initiative parlementaire, en

1871, n'ayant pas abouti, un projet fut déposé au nom du Gouvernement, le 20 mai 1873. L'art 7 de ce projet privait du droit de vote, les militaires et assimilés de tous grades et de toutes armes, en activité de service, quand ils étaient présents au corps ou en fonctions.

L'exposé des motifs invoquait pour toute justification de cet article, la solution adoptée par l'art. 5 de la loi sur le recrutement de l'armée. On ajoutait cependant que la rédaction nouvelle, faisait « cesser » les doutes graves que la rédaction trop laconique de cet article avait fait naître (1). On procédait par étapes : en 1872 on n'avait pu l'emporter que sur le principe. Cette fois, on entra dans les détails, on complétait, on était moins laconique ; désormais on faisait disparaître tous les doutes. Ce projet, renvoyé à une commission spéciale, dite commission des Trente, nommée en 1873 pour l'examen des lois constitutionnelles, fut profondément modifié. Dans l'art. 1 la commission recula de vingt et un à vingt-cinq ans l'âge de la capacité électorale ; l'art 8 considérait les militaires en activité de service, comme ayant conservé leur résidence, pendant tout le temps qu'ils passaient sous les drapeaux, dans la commune où ils tiraient au sort, et enfin l'art. 13 admettait la suspension du droit de vote pour les militaires présents au corps (2). Dans son rapport, au nom de la commission des Trente, M. *Batbie*, proposait le 21 mars 1874 de reporter de 21 à 25 ans la majorité électorale. Cette solution, adoptée à l'unanimité par la commission, lui avait été inspirée par la décision contenue dans la loi sur le recrutement, qui interdisait aux militaires le vote sous les drapeaux. La

(1) *Journal officiel*. 22 mai 1873 p. 3257.

(2) *Journal officiel*. 1^{er} avril 1874 p. 2504.

commission avait reculé devant l'inégalité choquante qui en serait résultée entre ceux qui auraient été appelés au service et ceux qui auraient été exemptés ou dispensés, si elle avait maintenu à 21 ans la majorité politique.

On voit que, malgré les déclarations faites lors du vote de la loi militaire, qu'il appartiendrait à la loi électorale de statuer sur la question. La solution adoptée précédemment influait sur celle qu'il convenait de choisir en matière électorale. Mieux que cela, elle risquait d'avoir le retentissement le plus profond sur cette dernière organisation. L'opposition était exposée à payer cher les complaisances intéressées qu'elle avait eues lors du vote de la loi militaire vis-à-vis de la majorité. On ne saurait trop le répéter, seul l'amendement *Rouvier* avait proposé l'attitude qu'il convenait de prendre alors, en remettant au vote de la loi électorale, la discussion de cette question. Du moment où la loi sur le recrutement avait déjà statué, pour les militaires, qui devaient d'après la nouvelle législation être la très grande majorité, la question n'était plus entière et la solution admise, en ce qui les concernait, ne pouvait qu'avoir un retentissement profond sur l'organisation électorale de droit commun. La preuve en est dans la modification proposée par la commission des Trente au sujet de la majorité politique.

Elle fut combattue vivement, dès la première délibération, par Louis Blanc, qui soutint très justement, qu'après avoir divisé les citoyens âgés de vingt et un à vingt-cinq ans en deux catégories distinctes, on avait commencé par dire aux premiers ? *Qu'ils ne voteraient pas parce qu'ils étaient sous les drapeaux et aux seconds qu'ils ne pourraient pas prendre part au vote parce que les premiers n'étaient pas admis à le faire.* « On a commenté, disait-il dans la séance du 4 juin 1874, à frapper les

uns sous prétexte de discipline, et maintenant sous prétexte d'hommage au dévouement guerrier on frappe les autres ».

L'éminent orateur proposait d'arriver à l'égalité, qui préoccupait la commission, en restituant le droit de vote aux soldats sous les drapeaux. Il déclarait que « là où tout citoyen est soldat, tout soldat doit être citoyen ; car le devoir de se battre et de mourir pour son pays implique le devoir de participer à la loi qui ordonne qu'on se batte et s'il le faut que l'on meure (1) ».

A des arguments aussi péremptoires, on se garda bien d'en opposer d'autres. On se contenta de répondre que la question avait été tranchée par la loi sur le recrutement. Le rapporteur soutint, au nom de la commission, que celle-ci avait considéré qu'elle était liée par les dispositions de cette loi.

Ainsi, en 1872, pour enlever le vote de l'Assemblée, et refuser l'exercice des droits politiques aux militaires, on avait dit qu'on n'entendait pas traiter la question, qu'elle était du domaine, non pas d'une loi sur le recrutement, mais d'une loi électorale. Et quand on en vint à celle-ci, on soutint que la question avait été tranchée définitivement par la première. On invoquait même la décision donnée par elle, pour faire, sous prétexte d'égalité, le même sort à ceux qui n'étaient pas soldats.

D'ailleurs, il convient d'être juste. L'opposition qui avait si facilement admis que l'on refusât les droits politiques aux militaires, s'éleva avec vigueur contre la tentative de la commission qui ne tendait à rien moins qu'à retrancher du corps électoral quatre générations d'électeurs. Ce ne fut pas Louis Blanc seul qui protesta con-

(1) *J. off.* du 3 juin 1874, p. 3758 séance du 4 juin.

to the Government of the Republic of the Philippines, Manila, in
the month of January, 1902.

I have the honor to acknowledge the receipt of your letter of the
10th inst. in relation to the matter of the Philippine Islands, and
in reply to inform you that the same has been forwarded to the
proper authorities for their consideration.

I am, Sir, very respectfully,
Yours very truly,
J. M. Smith, Secretary of the Interior.

The undersigned, Secretary of the Interior, has the honor to
acknowledge the receipt of your letter of the 10th inst. in relation
to the matter of the Philippine Islands, and in reply to inform you
that the same has been forwarded to the proper authorities for their
consideration. I am, Sir, very respectfully,
Yours very truly,
J. M. Smith, Secretary of the Interior.

I am, Sir, very respectfully,
Yours very truly,
J. M. Smith, Secretary of the Interior.

Very truly,
J. M. Smith.

Enclosure.

semblée furent de son avis, que, au risque d'allonger cet article on devait y faire figurer les diverses règles concernant ces électeurs. C'est dans ce but que la nouvelle rédaction de cet article adopté d'ailleurs sans discussion renouvelle la disposition concernant l'absence de la commune résultant du service militaire et déclare qu'elle ne portera pas atteinte aux règles édictées dans la première partie de l'article, pour l'inscription sur les listes électorales.

CHAPITRE III

LES DROITS POLITIQUES DES MILITAIRES LORS DU VOTE DES LOIS MILITAIRES DE 1889 ET DE 1905.

La question fut cependant reprise lors de la discussion de la loi du 15 juillet 1889. Dès 1882, un projet avait été déposé pour modifier notre organisation militaire. Au cours de la discussion qui suivit, on songea à prendre des précautions contre le Gouvernement, en ce qui concerne le vote des militaires.

On craignait qu'il put fausser le fonctionnement du suffrage universel, grâce à l'imprécision des termes du projet. L'art. 5 qui avait été adopté sans discussion, au cours de la première délibération, portait en effet que les hommes présents au corps ne prennent part à aucun vote. Au cours de la deuxième délibération, un membre de la Chambre, *M. Georges Roche*, demanda ce qu'il fallait entendre par ces mots : « présents au corps (1) ». Il s'agissait, dans l'esprit de l'orateur, de faire obstacle à ce que le gouvernement multipliât les permissions dans les endroits où il aurait intérêt à voir les militaires prendre part au vote.

Le texte fut renvoyé à la commission (2) qui proposa alors le suivant : « Une fois incorporés dans l'armée active, les hommes ne peuvent prendre part à aucun vote,

(1) *J. off.* 30 mai 1884. Déb. part. séance du 29 mai chambre p. 1184.

(1) *J. off.* 3 juin 1885. Déb. parl. séance du 2 juin p. 974.

avant d'avoir été envoyés dans la disponibilité ou dans la réserve de l'armée active, ou réformés. »

Cette fois, on dépouillait complètement et sans aucune restriction les militaires de ce qui leur restait des droits politiques. Et pour quelle raison ? De peur qu'il se trouvât un gouvernement qui leur permit d'exercer ce que leur en avait laissé les lois de 1872 et de 1875, on parlait de ce point qui n'était rien moins que démontré, c'est que du moment où les militaires prendraient part au vote, ce serait pour soutenir le gouvernement. Ce dernier, dans ces conditions, ne pouvait manquer d'avoir intérêt à les *envoyer voter* là où le besoin s'en ferait sentir.

Qu'est-ce qui autorisait à penser et à dire que le vote des militaires était acquis au gouvernement quel qu'il fut ? Il est impossible de le savoir, puisque personne ne se mit en peine, ni de l'établir, ni même de le demander. Ce fut admis dès que cela ont eut formulé.

Le remède proposé était radical puisqu'il suffisait d'après le texte de la commission, qu'un homme fut incorporé pour qu'il ne put voter désormais, alors même qu'il serait présent dans la commune où il était électeur, en vertu d'une autorisation régulière, quelle que fut la durée de cette dernière. Cela avait pour conséquence, comme ne manqua pas de le faire remarquer le marquis *de Roys*, qui, dans la circonstance, défendit les droits des militaires, de priver du droit de vote tous les officiers jusqu'à leur retraite. Aussi, demandait-il, que les hommes présents sous les drapeaux, fussent admis à voter quand même ils seraient dans leurs foyers en vertu d'une autorisation d'absence de trente jours au moins (1).

(1) *Journal officiel* du 7 juin 1885. Déb. parl. Chambre séance du 6 juin p. 1017-1018.

L'autorité ne peut pas être suspectée dans ce cas, disait-il d'avoir renvoyé un soldat dans ses foyers pour déplacer la majorité. Et alors il doit avoir le droit de vote, « car il faut toujours penser que derrière le soldat il y a le citoyen et que les droits de ce citoyen sont absolument sacrés (1) »

La commission maintint son texte, qu'elle légitimait par les conditions dans lesquelles le congé était accordé. Celui-ci, n'étant réglementé par aucune loi, il dépendait de l'autorité militaire seule de l'accorder ou de le refuser. « Nous ne pouvons admettre, disait le rapporteur, que l'exercice des droits de citoyen dépende de l'arbitraire d'un seul ». Aussi aimait-on mieux le supprimer complètement. C'était le moyen d'être assuré que ceux qu'on dépouillait ainsi de leurs droits ne *les exerceraient au profit de personne*. Mais, enfin, n'est-il pas révoltant de constater que ce qui décide au point de savoir si les droits seront reconnus ou refusés à certains individus, c'est l'usage que l'on présume qu'ils en feront.

La Chambre adopta le texte de commission, qui serait passé vraisemblablement dans le texte de la loi, si le projet n'avait été retiré par le Gouvernement et remplacé par un autre qui fut déposé le 25 mai 1886. Des discussions longues et passionnées eurent lieu à la commission sur le point qui nous occupe. Le rapporteur M. Laisant en témoigna devant l'assemblée en faisant connaître la solution à laquelle on s'était arrêté.

Le mieux que l'on crut pouvoir faire consista « pour supprimer toutes difficultés, disait le rapporteur, à reproduire textuellement l'art. 2 de la loi du 30 nov. 1875 » .

Et cette solution était toujours inspirée par les mêmes

(1) *Journal officiel* du 7 juin 1885. Voir page précédente.

raisons. On continuait à interdire le droit de vote aux militaires du moment où ils n'étaient pas en congé. Cette interdiction, moins radicale que celle prononcée par la commission de 1885, devait au contraire, aux dires du rapporteur, « Avoir le caractère, non pas d'une suppression, mais d'une simple suspension du droit électoral, et cela dans un intérêt supérieur de discipline et pour soustraire l'armée nationale aux préoccupations étrangères à son rôle (1) ». « On s'en rapportait sans doute sur ces deux points à la démonstration qui avait été faite en 1872

Il se trouva, cependant, pour la première fois dans l'assemblée, un membre courageux qui osa dire tout haut les raisons véritables de cette division. *M. Maillard* proposa un amendement aux termes duquel « les militaires et assimilés de tous grades et de toutes armes, présents à leur corps, à leur poste où dans l'exercice de leurs fonctions, seraient portés sur les listes électorales des communes où ils étaient domiciliés avant leur départ et admis à voter pour l'élection des députés, conformément aux articles 2 de la loi organique électorale du 15 mars 1849 et 12 de la loi électorale du 31 mai 1850 ».

L'exercice du droit électoral était suspendu pour les armées en campagne et pour les marins de la flotte se trouvant en cours de navigation.

Quant à ceux qui, au moment de l'élection se trouveraient en résidence libre, en non activité où en possession d'un congé régulier, les officiers et assimilés qui seraient en disponibilité, ou dans le cadre de réserve, ils pourraient voter dans la commune sur les listes de laquelle ils seraient régulièrement inscrits.

(1) Rapport de *M. Loisant*, *Journal officiel*, juin, 1887, déb. parl. Chambre p. 203.

Ce que proposait en somme M. Maillard, c'était le retour pur et simple à la législation antérieure à 1872. Il justifiait sa proposition en faisant l'historique, comme nous venons de le faire, de la condition politique des militaires sous les divers régimes qui s'étaient succédé en France depuis la Révolution. Cette étude l'amenait à constater, comme nous, que les deux seules raisons mises en avant pour appuyer la solution adoptée en 1872, étaient l'intérêt de la discipline et l'ignorance des militaires en matière politique. Après avoir déclaré que comprendre ainsi la discipline, c'était en exagérer les exigences et que le second motif n'était raisonnablement plus soutenable, l'orateur concluait : « pourquoi refuser à l'armée le droit de vote ? Tout le monde en indique la raison tout bas ; *On craint, qu'à un moment donné, l'opinion de l'armée étant connue, elle ne soit poussée à commettre ou à accomplir un acte qui pourrait être contraire à la constitution ?*

« Voilà la vérité. Eh bien, dans notre pays où depuis un siècle quatorze gouvernements se sont succédés, on ne cite pas un seul exemple de l'armée renversant un gouvernement pour lui substituer un gouvernement de son choix ».

Pour montrer dans quelle mesure l'argumentation de M. Maillard fut goûtée par l'assemblée à laquelle il s'adressait, il nous suffira de faire connaître que son amendement fut repoussé par 516 voix contre 14.

L'art. 9 du projet, reproduisant l'art. 2 de la loi du 30 novembre 1875, fut donc adopté par la Chambre tel qu'il était proposé par la commission. Il devint l'art. 9 de la loi du 15 juillet 1889.

Il a été reproduit par la loi du 23 mars 1905 dans laquelle il a conservé son texte et son numéro. Son

adoption n'a même donné lieu, à cette dernière date, à aucune discussion. ses dispositions sont devenues une vérité démontrée, mieux que cela un dogme du régime moderne.

CHAPITRE IV

PROJETS DIVERS RELATIFS AUX DROITS POLITIQUES DES MILITAIRES,

Nous devons cependant, pour être complet, citer deux propositions, dont l'une n'eut pas plus de succès que les amendements déposés au cours des discussions précédemment analysées.

Quant à l'autre il est impossible de dire, d'ores et déjà, quel accueil lui feront les Chambres. La première est datée du 8 mars 1894. Elle a pour auteurs *MM. Jules Guesde, Sembat, Vaitlant*, etc... ; la seconde vient de l'être à l'heure où nous écrivons ces lignes par le *général Pédoya*. La première portait pour titre : « *Proposition de loi tendant à réintégrer l'armée nationale dans la nation en lui rendant l'exercice du droit de vote* ». Elle comportait deux articles dont le premier abrogeait l'art. 9 de la loi du 13 juillet 1889, et le second renvoyait à une loi spéciale le soin de déterminer dans quelles conditions les militaires et assimilés de tous grades et de toutes armes pourront prendre part au vote (1).

En somme, les auteurs de cette proposition comme l'auteur de celle dont nous allons parler, demandaient bien la disparition du régime existant, mais sans indiquer celui qu'ils désiraient lui voir substituer. Cepen-

(1) *Journal officiel*. Chambre des députés annexe au procès-verbal de la séance du 8 mars 1894 n° 473.

dant il ne sera, pas sans intérêt de reproduire ici l'exposé des motifs.

« Depuis 1872, les militaires en activité ont été tenu hors du scrutin.

« Un jour viendra, s'il n'est déjà venu, où il n'y aura personne pour comprendre que le seul fait d'être appelé à servir le pays ait pu transformer en étrangers des citoyens de ce même pays.

« L'exercice des droits civiques, supprimé par l'accomplissement du premier des devoirs civiques, celui de défendre la cité où la patrie ! Quelle contradiction pour ne pas dire quelle aberration !

« La loi électorale, la loi des lois, celle qui mettant en mouvement la souveraineté nationale, et, sous la République, l'unique source de tous les pouvoirs, porte formellement : « Sont électeurs tous les citoyens français âgés de 21 ans » Et une autre loi, fille de la première, la loi militaire, intervient pour enlever leur qualité d'électeur, leur droit de vote : à qui ? A ceux-là même qui sont requis, dont la liberté et la vie sont réclamées dans l'intérêt pour le salut général. Et ceux-là sont, ou devraient être, depuis l'introduction du service personnel, tous les Français valides de 21 à 23 ans.

« Pourquoi alors ne pas décider, que la majorité politique ne commencera qu'à 24 ans ? Ce serait moins inique que de constituer ainsi l'électorat pendant trois années à l'état de privilège au profit soit des infirmes, soit des exemptés de l'impôt du sang.

« Cette inqualifiable façon d'exclure de toute participation au Gouvernement du pays, les citoyens chargés d'assurer la sécurité du pays et destinés à payer à l'occasion les fautes de son gouvernement, eut paru le comble de la démence, à Rome et en Grèce alors que — et

avec juste raison — il fallait être citoyen et citoyen actif, pour avoir le droit de porter les armes.

« Impossible à justifier en théorie, cette incapacité politique étendue à des centaines de mille hommes, n'est pas plus défendable dans la pratique.

« A l'objection que laisser le vote aux militaires risquait d'introduire la politique dans l'armée, de créer des prétoriens et préparer des coups d'Etat, les signataires de la proposition opposaient l'expérience. Ils comparaient à ce point de vue, l'Espagne, terre classique des pronunciamientos et la Suisse où l'on rencontre « l'armée la plus respectueuse de la loi, la plus adéquate à son rôle de défense nationale ». Et dans la république helvétique le soldat reste citoyen, ne cesse jamais d'être électeur.

« Qu'en régime monarchique, continuaient-ils, alors que les soldats recrutés parfois à l'étranger, sont considérés comme une sorte de garde particulière du roi ou de l'empereur, qui doit et peut dire « Mon armée », le suffrage militaire ne fonctionne pas, c'est dans l'ordre.

Mais dans la France de 1894, sous la République, quand l'armée, on le proclame du moins, c'est la nation elle-même, protégeant son sol et sa souveraineté, vouloir qu'à se défendre, la nation perde son droit de se gouverner, voilà qui dépasse les bornes.

Il y a là en même temps qu'une injure à des milliers des nôtres, assimilés à des indignes, frappés de mort civile, un véritable crime de lèse-nation.

Au nom de nos frères de l'armée, traités en ilotes, au nom du suffrage universel mutilé, nous protestons et nous demandons à la Chambre de se joindre à nous pour réintégrer l'armée nationale dans la nation en lui rendant l'exercice des droits politiques ».

Le 20 Décembre 1898, un autre socialiste M. *Fournière* malgré le rejet de la précédente, déposa une proposition analogue ainsi conçue : « Sont abrogées les dispositions législatives enlevant l'exercice de leurs droits politiques aux militaires en activité de service » (1).

Aussi, en raison du caractère purement négatif de ces propositions suffit-il, au chef du Gouvernement d'alors, M. *Charles Dupuy*, pour les faire repousser d'insister sur ce caractère, et de le forcer un peu. Il déclarait que cette dernière proposition constituait une attaque directe contre nos institutions militaires.

Cette affirmation était en effet rendue vraisemblable, tant par le caractère de la proposition, que par la qualité de son auteur. Venant après celle de *Guesde*, *Sembat* et *Vaillant* la proposition *Fournière* pouvait apparaître comme poursuivant moins un but égalitaire ou comme le prétendait la première, « la réintégration de l'armée active dans la nation », que la désorganisation de cette armée, en vue de réaliser cet article essentiel du programme socialiste, la *suppression des armées permanentes*. Cette supposition était d'ailleurs confirmée par les déclarations explicites des intéressés (2).

On ne saurait faire le même reproche à la proposition dont nous avons parlé plus haut. Elle émane cette fois d'un officier en activité, nous voulons parler de celle que vient de déposer le général *Pédoya* député de l'Ariège.

Elle est intitulée : Proposition de loi relative aux droits

(1) *J. off.* du 21 Déc. 1898, séance du 20 Déc. Chambre, débats part. p. 2523 et suiv.

(2) Une législature, par Paul Louis. *Revue socialiste* de mars 1898, p. 322.

électoraux des militaires et marins, ayant accompli la durée du service imposé par les lois sur le recrutement de l'armée.

Après un très long exposé des motifs, sur lequel nous reviendrons, l'auteur conclut dans les termes ci-après peu en rapport avec les données de l'expérience législative dans notre pay . « Si le principe de l'électorat et de l'éligibilité était voté par le Parlement, un règlement d'administration publique (?) pourrait fixer les règles d'exécution d'après les données suivantes » : L'auteur énumère ensuite sous douze numéros, ce qu'il appelle des règles d'exécution et dont plusieurs comme on va le voir, engageant, sans qu'on paraisse s'en rendre compte, les plus graves questions de principe.

Voici d'abord le texte de la proposition de loi dans son intégralité.

ART. PREMIER. — Les militaires et assimilés de tous grades et de toutes armes des armées de terre et de mer, *même en activité de service*, et comptant au moins deux années de présence sous les drapeaux, jouissent en ce qui concerne l'électorat à la Chambre des députés et au Sénat, des mêmes droits que les autres citoyens français.

Ils les exercent dans les mêmes conditions, sous réserve toutefois, des dispositions particulières qui seront insérées, dans le règlement d'administration publique prévu à l'article 3 ci-après.

ART. 2. — Les militaires et assimilés, visés à l'art. 1 ci-dessus ne peuvent être élus que par les départements, arrondissements ou colonies dans lesquels ils ont cessé, depuis 6 mois au moins, d'exercer leurs fonctions.

ART. 3. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi.

ART. 4. — Sont abrogées toutes dispositions contraires et notamment les art. 2. 5 et 7 de la loi organique du 30 novembre 1875, l'art. 5 de la loi du 9 décembre 1884 et l'art. 9 de la loi du 21 mars 1905.

Voici maintenant les points dont l'auteur de la proposition abandonne la solution à un règlement d'administration publique comme constituant des détails d'exécution.

Nous y trouvons en premier lieu la modification de l'âge de la majorité politique ; (détail d'exécution évidemment) : « Les droits politiques des Français ne commencent, dit-il expressément, en dehors du texte de la proposition concernant les militaires, qu'après l'accomplissement des deux années de services imposées par la loi du recrutement » Il en est ainsi, même pour les hommes reconnus impropres au service armé ou au service auxiliaire, soit par le conseil de revision soit par une commission de réforme. Ils ne pourraient exercer leurs droits politiques qu'après que serait rentrée dans ses foyers la classe à laquelle ils appartiennent par leur âge. On ferait cependant exception à cette règle pour les hommes admis à la retraite ou réformés pour blessures ou infirmités résultant d'un service commandé.

Viendraient ensuite une double série de dispositions concernant l'électorat des militaires et leur éligibilité. L'électorat appartiendrait aux militaires sous les drapeaux, ayant accompli la durée du service légal, aux commissionnés ou rengagés, aux engagés volontaires de plus de deux ans. Il pourrait être exercé soit pour les élections des députés, soit pour celles des sénateurs. Le texte est muet, en ce qui concerne l'exercice du droit de vote dans les autres élections. Le suffrage des militaires s'exercerait à peu de chose près dans les conditions fixées par la loi de 1849.

En effet, les militaires ne seraient admis à voter que dans la commune de leur lieu de naissance ou dans celle

où ils avaient leur domicile légal, avant leur entrée au service, ou encore dans celle qu'ils auraient désignée le jour où ils seraient entrés en possession du droit électoral, sans que ce puisse être celle où le régiment ou une fraction du régiment tient garnison ».

Le vote aurait lieu le dimanche précédent celui fixé pour le scrutin, par le décret de convocation des électeurs. Ce jour-là, les militaires et marins d'une même garnison, ayant le droit de vote, seraient réunis par département et dans chaque département par commune ; on formerait pour le département un bureau présidé par un représentant de la municipalité locale, assisté d'un officier ou d'un sous-officier ou soldat du même département ou, à défaut du département le plus voisin. Ce bureau recevrait les votes des militaires d'une même commune sous enveloppe fermée. Le scrutin devrait être ouvert au moins pendant deux heures ; après la clôture, toutes les enveloppes (1) individuelles seraient enfermées dans une enveloppe unique scellée du cachet de la mairie de la commune où aurait eu lieu le vote, et du sceau du chef de corps. Elle serait transmise par pli chargé, au maire de la commune à laquelle les votants appartiennent. Le jour du vote le président du bureau, après avoir fait constater par le bureau et les électeurs présents, que les cachets sont intacts, déposerait les bulletins qu'elle contient dans l'urne. Ils seraient ainsi confondus avec ceux des autres électeurs de la commune (2).

(1) Ce qui suppose tranchée la question du vote sous enveloppe, depuis si longtemps pendante devant les Chambres et dont le général Pédoya renvoie la décision à un règlement d'administration publique.

(2) L'auteur fait transmettre les bulletins, mais non les listes d'émargement. Comment contrôlerait-on le nombre des votants qui doit être connu pour déterminer au premier tour, la majorité absolue ?

Le règlement d'administration publique devrait aussi statuer sur le point suivant qui nous paraît innover profondément dans notre législation électorale. Nous citons textuellement : « Les militaires qui en font la demande peuvent voter dans leur commune par procuration : la procuration établie sur papier libre, signée et certifiée par le chef de corps est remise au président du bureau de vote ».

Encore une fois, le règlement d'administration aurait à trancher là un point particulièrement important de notre législation électorale. Voilà pour l'électorat et l'exercice du droit de vote

Après avoir disposé dans l'art. 1 de la proposition de loi que les militaires et assimilés de tous grades et de toutes armes des armées de terre et de mer, comptant deux ans de service jouissent pour l'électorat et l'éligibilité des mêmes droits que les autres citoyens français, l'auteur du projet laisse au règlement d'administration publique dont il prévoit l'élaboration, le soin de déclarer les mandats de conseiller municipal, de conseiller d'arrondissement et de conseiller général incompatibles avec les fonctions militaires. Il semble donner pour raison le caractère d'intérêt purement local de ces mandats.

Pour l'éligibilité, les militaires ne jouiraient donc pas des mêmes droits que les autres citoyens français. Ils ne pourraient être élus qu'à la Chambre des députés et au Sénat. Mais il semble, à s'en rapporter au texte, qu'ils seraient électeurs dans toutes les élections. Il est bien possible, comme nous l'avons déjà remarqué, que l'auteur n'ait eu l'intention de leur reconnaître l'électorat que dans les cas où il leur reconnaissait l'éligibilité. Quoi qu'il en soit, voici les conditions dans lesquelles celle-ci s'exercerait.

En premier lieu quoiqu'ils remplissent les conditions exigées par la loi électorale, ils sont déclarés « inéligibles dans le département dans lequel ils sont en garnison ou qu'ils ont quitté depuis moins de 6 mois ». Ils font leur déclaration de candidature, qui est transmise par l'intermédiaire de leur chef de corps ou de service, au préfet du département où ils doivent être candidats. Du jour de cette déclaration, pour une élection à la Chambre, et quinze jours avant l'élection pour une élection sénatoriale, le militaire ou marin, candidat, a droit à une permission avec solde de présence. Cette permission prend fin cinq jours après la journée du scrutin définitif si le candidat n'est pas élu, au jour de la validation s'il est élu.

Les dispositions qui suivent ne manquent pas d'intérêt, d'importance ; elles règlent la situation du militaire ou marin pendant la durée de son mandat. Il continue à être inscrit sur les contrôles de l'armée ; il est classé à l'état-major particulier de l'armée. Il ne touche pas de solde.

L'auteur de la proposition règle les conditions dans lesquelles les militaires élus pourront être appelés à faire des périodes, sans se rapporter à la loi de 1895, dont nous avons donné l'analyse dans notre première partie. Ils peuvent obtenir de l'avancement à l'ancienneté seulement, sauf s'ils étaient inscrits avant leur élection au tableau d'avancement ou à celui de concours pour la Légion d'honneur ou la médaille militaire, auquel cas ils conserveraient le droit d'être nommés à leur rang d'inscription. La durée de leur mandat législatif compterait pour la retraite et la décoration. En cas de démission, ou de non réélection, ils devraient recevoir dans le délai d'un mois, une affectation correspondant à leur grade, conformément aux règlements militaires.

Il ne leur est permis d'assister aux réunions publiques que dans les communes où ils sont électeurs ou candidats et à la condition de n'être pas en tenue.

Il est enfin expressément spécifié, ce que nous avouons ne pas bien comprendre, que les militaires ou marins élus ne pourront être Ministre de la guerre ou de la marine qu'au titre civil, et qu'à leur sortie du ministère, ils reprendront « rang dans l'armée avec le grade qu'ils avaient avant de rentrer au Ministère, sans pouvoir se prévaloir des droits que leur donnait la qualité de ministre ».

Telle est cette proposition dont l'importance n'échappera à personne, à raison tant de ses dispositions que la qualité de son auteur.

Nous aurons à en examiner certains points et à en faire la critique. Il nous reste à exposer les critiques dont est l'objet la législation adoptée en 1873, à faire l'examen des raisons qui l'ont motivée et à conclure en faisant connaître la solution que nous voudrions voir adopter. Ces divers points feront l'objet de la quatrième partie.

QUATRIÈME PARTIE

CRITIQUES QUE SOULÈVE LA LÉGISLATION DE 1873 — LES PROJETS DE RÉFORME AUXQUELS ELLE A DONNÉ LIEU.

Au point où nous en sommes, il ne sera pas inutile de procéder à une courte récapitulation de ce qui précède. Nous avons, en premier lieu, exposé dans tous ses détails, la législation relative aux droits politiques des militaires, telle qu'elle existe présentement. Nous avons ensuite montré par l'historique que nous avons fait de la question, combien elle différait des solutions adoptées aux diverses époques et sous les divers régimes. Ensuite, en analysant minutieusement les discussions qui ont précédé les lois diverses dans lesquelles est contenu le système actuel, nous nous sommes efforcés de dégager les raisons apparentes et les motifs véritables qui ont conduit à la législation présente sur la question. Elle a été maintenue pour les mêmes raisons, auxquelles il faudrait ajouter sans doute la suivante : c'est qu'elle existait.

En tout cas au cours de ce long exposé, si nous avons vu qu'elle a été maintenue sans difficulté jusqu'à ce jour, nous avons été amené à constater qu'elle commence à donner prise aux plus sérieuses critiques.

Les premières qui lui furent adressées ne furent probablement pas inspirées à leurs auteurs par l'amour qu'ils portent à l'armée nationale. Elles émanaient des socialistes, comme on sait. C'est donc avec juste raison qu'el-

les parurent suspectes et que l'on put penser qu'elles étaient inspirées par des préoccupations de parti, celles précisément auxquelles les auteurs de la loi de 1872 avaient déclaré vouloir soustraire l'armée. C'était le cas d'appliquer aux propositions de soi-disant réintégration de l'armée nationale dans la nation, le vers du poète latin :

« Timeo Danaos et dona ferentes »

On ne savait pas les socialistes si soucieux d'une organisation parfaite du meilleur outil de défense sociale qui soit, et par suite de l'arme la plus dangereuse que possède contre eux la société dont ils rêvent le renversement et la destruction.

Comme nous l'avons fait remarquer d'ailleurs, les auteurs des deux propositions faites à ce sujet ne se faisaient pas d'illusion (1) « Ils visaient surtout à faire une manifestation, puisqu'ils ne proposaient même pas de texte et demandaient uniquement à l'assemblée à laquelle ils s'adressaient, d'émettre un vœu ».

A l'heure présente, la situation est bien différente. Des critiques nouvelles, très vives même, sont adressées à la législation existante, sur ce point. Mais au lieu d'émaner d'un parti qui a tout à redouter de l'armée, elles partent cette fois de l'armée elle-même ; mieux que cela, les chefs d'aujourd'hui, ceux qui ont succédé à sa tête, aux généraux Chareton, de Cissey, Ducrot, préconisent eux-mêmes un changement. Nous en avons une preuve éclatante dans la proposition du général Pédoya.

Il importe donc d'examiner la valeur des raisons mises

(1) Leur proposition vient d'être reprise dans les mêmes termes par Jules Guesde, Décembre 1910, à la Chambre des députés.

en avant lors de l'adoption de la législation qui nous régit, pour chercher à nous rendre compte si elles étaient suffisantes pour justifier la mesure prise à cette date. En admettant que nous soyions amenés à conclure en faveur de l'affirmative sur ce point, nous aurons encore à nous demander si ces raisons existent toujours, et en particulier, si les changements apportés à notre organisation militaire n'en auraient pas affaibli la valeur, et si, malgré ces changements, la solution qu'elles ont motivée doit être maintenue.

Au cas, enfin, où nos recherches nous conduiraient à conclure que le régime de 1872, concernant les droits politiques des militaires doit être abandonné, nous aurons ensuite à étudier celui qu'il conviendrait de lui substituer, à en indiquer les grandes lignes et à en faire ressortir les avantages.

Tels sont les divers points que nous nous proposons de traiter dans les chapitres qui suivent.

Toutefois, il nous semble utile de justifier préalablement l'affirmation que nous venons de porter, à savoir, que des critiques très vives sont dirigées contre la législation existante et qu'elles émanent cette fois des intéressés eux-mêmes. Une campagne ardente, passionnée pourrions nous dire, est menée sur ce point par quelques organes militaires, l'*Armée Moderne* dont la devise est « Pour les Officiers, par les Officiers » « *Armée et Démocratie* » ; *Revue hebdomadaire des officiers et sous-officiers républicains* — *La France Militaire* — *Le Porte-Voix* — etc. etc... Nous aurons ainsi l'opinion des intéressés, donnée par eux-mêmes ; nous tâterons pour ainsi dire le pouls à l'armée ; on reconnaîtra que quelle que soit cette opinion, elle constitue à la fois une nouveauté et un élément non négligeable pour la solution de notre question.

CHAPITRE PREMIER

CRITIQUES DIRIGÉES PAR LES INTÉRESSÉS, CONTRE LA LÉGISLATION RELATIVE AUX DROITS POLITIQUES DES MILITAIRES.

Nous nous efforcerons, dans ce chapitre, de faire un exposé aussi objectif que possible ; nous nous contenterons de reproduire en les mettant en ordre et en les résumant, les nombreuses attaques que nous avons recueillies et trouvées éparses dans plusieurs publications périodiques, et des brochures auxquelles nous renverrons. Les griefs des militaires contre la législation qui leur refuse les droits politiques sont présentés dans les publications auxquelles nous allons faire des emprunts sous le titre uniforme suivant : *Le droit de vote des militaires de carrière*. Elles indiquent nettement les desiderata de leurs auteurs. On se rendra compte, cependant, par l'exposé de ces griefs, que les revendications présentes dépassent notablement les termes dans lesquels elles sont annoncées, car les critiques portent non seulement sur la privation du droit de suffrage, mais aussi sur celle de l'éligibilité.

Armée et Démocratie, fit paraître le 8 février 1908 une brochure de propagande signée : « *Un groupe d'officiers républicains* », tendant à restituer le vote aux militaires qui ont passé plus de deux ans sous les drapeaux. Cette brochure, tirée à plusieurs milliers d'exemplaires, et envoyée à tous les membres du Parlement, marque le point de départ de la campagne tendant à

restituer aux militaires de carrière, la jouissance des droits civiques.

L'espace nous manque pour signaler les nombreux articles parus sur cette question dans la revue, mais nous ne pouvons passer sous silence un article remarquable paru dans le n° du 25 septembre 1910 sous la signature « D. Lieutenant » qui est un résumé de la question du droit de vote des militaires.

L' *Armée Moderne* annonçant la publication d'une brochure (1) intitulée : *Les Droits civiques des militaires de carrière, Etude sociale* semble revenir sur la rubrique précédemment adoptée et sous laquelle ont été publiés les divers articles auxquels nous allons emprunter les citations de ce chapitre.

« Qu'on veuille bien aussi remarquer la façon dont nous avons posé la question (dans la brochure). Il ne s'agit pas de « *droit de vote* ». Le droit de vote seul ne signifie rien. Nous le donner, serait nous donner un os à ronger.

« Quelle influence auraient 30.000 bulletins, répartis sur tout le territoire ? Nous demandons les droits civiques, c'est-à-dire non seulement le vote mais aussi l'éligibilité avec toutes ses conséquences ».

Et dans la brochure précitée (1) nous lisons : « Mais nous tenons à préciser que nous ne demandons pas seulement le droit de vote, nous demandons aussi l'éligibilité, nous demandons les *droits civiques*, dans leur intégrité, (sic). Nous ne voulons pas être autorisés à glisser timidement, comme clandestinement, notre bulletin dans l'urne ; nous voulons être de vrais citoyens, au grand jour, en

(1) Brochure de propagande. Angoulême, Imprimerie militaire du Sud-Ouest, 1^{er} Septembre 1910.

(1) Page 29.

avoir tous les droits et en accomplir tous les devoirs ».

Pourquoi donc, du moment où il s'agissait de revendiquer l'intégralité des droits civiques, cette revendication a-t-elle fait son apparition sous la rubrique de « droit de vote » ? Nous l'ignorons. Mais la raison pourrait en être dans les nécessités de la propagande. Cette proposition est rendue vraisemblable par les reproches qu'adresse *L'Armée Moderne* du 28 mai 1910 au corps des officiers, dans un article intitulé « Le travail personnel » dans lequel (1) l'auteur reproche à ses camarades de faire preuve d'indifférence et surtout « d'une ignorance incroyable... sur les sujets qui les intéressent le plus directement ».

« Même pour les questions qui se rattachent à sa situation, l'avancement, les retraites, l'état des officiers, les intéressés ont des notions d'un vague à faire frémir. On s'en rapporte à d'indécis palabres, mais les textes sont toujours ignorés. Quand on passe sur le terrain des questions sociales, oh ! alors nous entendons des choses inimaginables !! »

Quoiqu'il en soit de ce point, la question étant ainsi posée, les militaires ou au moins les plus actifs et les plus éclairés d'entre eux, ne se résignent à la situation qui leur est faite par la législation que faute de mieux et parce qu'ils espèrent qu'elle ne tardera pas à être modifiée. En attendant ils s'emploient courageusement à préparer cette modification.

De l'examen des diverses publications parues sur la question, il nous semble ressortir que les principaux griefs qu'ils adressent à cette législation peuvent se résumer ainsi.

(1) Signé : le Comité de rédaction.

Elle a pour conséquence de les assimiler aux incapables et aux indignes, d'où résulte pour eux une situation diminuée incompatible avec le rôle d'éducateur de la démocratie qu'ils croient devoir leur incomber de par la conception nouvelle de l'armée telle qu'elle leur semble résulter de la mise en vigueur de la loi de 1905. A une situation nouvelle, à des nécessités nouvelles, doit selon eux correspondre une réglementation nouvelle. Cette législation les met, en outre dans l'impossibilité de défendre leurs intérêts matériels, le législateur ne leur paraissant avoir souci que de ceux qui voteront : « donnant, donnant ».

Ils ne manquent pas de faire ressortir l'injustifiable exception aux principes les moins contestés de la démocratie, que, d'après eux, constitue la situation qui leur est faite.

Elle leur paraît avoir sa cause véritable, quoique non avouée, dans les sentiments de défiance que nourrissent à leur égard les pouvoirs publics, malgré les innombrables preuves de loyalisme qu'ils donnent chaque jour. Cette législation, pour être la manifestation la plus éclatante de ces sentiments de défiance, n'est d'ailleurs pas la seule.

Ils concluent enfin en constatant le mal fondé, l'inexactitude des motifs mis en avant en 1872, pour faire triompher le régime existant. Ils s'efforcent de réfuter de leur mieux les diverses objections que soulèvent leurs conclusions.

Telles nous paraissent être les critiques essentielles qu'adressent des militaires, au nom d'autres militaires, à la législation qui les régit en ce qui concerne les droits civiques.

Nous allons les justifier par un certain nombre de citations :

Dupont

7

L'interdiction d'écrire, lisons-nous dans l'*Armée Moderne* du 7 juillet 1909 fait partie des entraves qui isolent le militaire de carrière comme un être dangereux pour le repos du pays. Les unes sont dans la lettre, légales, constitutionnelles (?) comme la suspension du droit de vote...

« L'officier est un être passif ; il n'a que le droit de payer ses impôts et d'obéir aux lois qu'on fait pour lui, sans pouvoir représenter ses concitoyens, ni se faire représenter lui-même... »

« Au fait, pourquoi ne sommes-nous pas électeurs ? lisons-nous dans le même organe quelques jours plus tard (1) sous les titres : « Tribune du droit de vote. Les travaux de nos lecteurs » et sous la signature X.X.X. Il est réellement curieux que dans notre société actuelle, il n'y ait juste que trois catégories d'individus qui ne peuvent prétendre au titre de citoyens. Les fous, les souteneurs et les officiers !— Bizarre assimilation, surtout peu flatteuse pour ces derniers, pour des hommes de qui vous exigez tant de qualités et de compétences diverses, dont vous entourez le recrutement de tant de formalités et de garanties, et, bien plus, à qui vous confiez la mission d'élever l'âme et le cœur des jeunes soldats, en leur apprenant le culte du drapeau et la défense de la patrie ! »

Et d'ailleurs, toujours l'*Armée Moderne* (2) explique comment cette situation inférieure a pu naître et se prolonger. « Habitué à le voir soumis (l'officier) à une série de tutelles — quelles luttes dans les organes mili-

(1) N° du 13 juillet.

(2) N° du 18 juin 1910.

taires, officiers subalternes, pour obtenir la liberté des tables et la liberté de la pensée — le législateur l'a toujours associé dans sa pensée à un mineur qu'il s'agit plus de protéger que d'émanciper ».

« Si la société a interdit, lisons-nous dans le numéro de l'*Armée Moderne* du 18 juin 1910, jusqu'ici aux officiers et aux militaires de carrière de voter, c'est moins dans le but d'assurer sa protection en maintenant intact son instrument de défense, que par méfiance traditionnelle à l'égard de ceux qui personnifient la force. »

Dans un appel aux députés, (élus les 28 avril et 8 mai 1910) (1), par l'*Armée Moderne* et adressé individuellement à tous les nouveaux élus, après avoir rappelé que c'est par les représentants syndicaux et corporatifs qu'ils sont mis au courant des besoins, des désirs de leurs électeurs, on ajoute :

« Par une exception (2) singulière, les militaires de carrière forment une catégorie de Français dont vous ne pouvez entendre les plaintes, si justifiées soient-elles, car ils sont muets. Leur mission a été jugée spéciale et absorbante au point de ne leur permettre jamais d'en être distraits »

Et encore « En maintenant l'armée à l'écart, ils la blessent, ils la froissent dans ses sentiments les plus intimes. Cet ostracisme ne peut s'expliquer que par la méfiance ou par la peur, méfiance qui revient à déclarer qu'au fond on tolère seulement l'armée et qu'on la croit incompatible avec le régime; — peur de voir travailler contre ce même régime les officiers qu'on insulte par le soupçon d'être irrémédiablement attachés aux régimes déchus ».

(1) N° du 14 mai 1910.

(2) Ce passage est en caractères gras.

Après avoir rappelé combien est élevé et grand le rôle du militaire, puisqu'il ne suffit pas qu'il se fasse tuer, mais qu'il faut encore qu'il décide les autres à faire comme lui, le même document continue.

« Pour qu'il soit ce surhomme, il est urgent qu'il se sente poussé et soutenu par toute la conviction du pays qui le délègue pour préparer sa défense. Eh bien ! en dépit des phrases élogieuses à l'adresse de l'armée, petit couplet obligatoire dans les discours officiels, le militaire professionnel ne croit pas à la sincérité des sentiments manifestés à son égard.

« Il pense qu'ils ne sont que paroles vaines, puisque le pays semble s'obstiner à reculer sans cesse la réalisation des réformes qui lui rendraient la vie plus facile et plus sûre...

« Peu importe, que ce détachement soit ou non une réalité. L'officier s' imagine qu'il existe, et cela suffit. Il est donc aussi urgent de le faire disparaître s'il existe, que de ne point permettre qu'on le suppose s'il n'existe pas ».

Nous trouvons en effet, dans ces documents dont nous extrayons ce qui précède, la comparaison de la situation antérieure de l'officier avec la situation présente. La différence qui les sépare, paraît aux auteurs de ces documents justifier des mesures nouvelles. Une première différence est présentée dans les lignes qui suivent : « Il fut un temps où l'officier n'avait que faire d'un bulletin de vote ; c'est l'époque où l'armée était mise complètement à part, où l'officier était partout respecté, où pour tous il était un demi-dieu, où personne n'aurait osé l'attaquer où le calomnier. Il n'avait donc pas besoin de plaider pour lui, puisqu'il était défendu par tous.

— « Mais, par suite des modifications apportées dans

la forme du gouvernement, par suite de celles survenues dans le mode de recrutement du soldat et de l'officier, l'armée s'est de plus en plus identifiée à la nation, ne formant plus qu'un bloc avec elle, ayant les mêmes besoins, les mêmes aspirations (1). Or parallèlement à cette évolution qui faisait de l'officier un citoyen quelconque en lui enlevant les quelques privilèges dont il jouissait, on ne lui donne aucun des droits reconnus à tout autre citoyen.

« On l'a soumis à toutes les lois communes, sans lui donner le droit de participer à leur élaboration. »

D'ailleurs, lui a-t-on assez reproché à l'armée, de ne pas se moderniser ? C'est ce que ne manquent pas de rappeler les partisans du droit de vote ? Un homme d'Etat des plus éminents, écrit l'un deux, qui signe E.-G. ne disait-il pas, il y a quelques années, faisant allusion à l'esprit vieillot de notre mentalité, qu'il était temps, qu'il était grand temps même, de faire pénétrer l'esprit démocratique dans nos institutions militaires « Eh ! oui ajouterons-nous, et d'accord avec cet ancien ministre ! Encore faut-il que vous organisiez l'Institution militaire (l'expression prise dans son acception la plus large et la plus complète), de manière à faire naître dans le cœur des professionnels, l'amour de la démocratie.

Les militaires se rallieront peu à peu aux principes démocratiques quand ils en connaîtront la beauté et la vertu. Une des conditions pour les leur faire connaître, c'est de les mêler à la vie de la nation en leur accordant ce suprême honneur, le droit d'exercer leur part de sou-

(1) On voit que l'ardeur des polémiques entraîne quelque contradiction. Nous trouverons tout à l'heure une affirmation contraire dont on tirera aussi argument.

veraineté (1) Et l'auteur de conclure « que ce qui pouvait être considéré comme légitime, il y a des années passées, ne peut plus l'être aujourd'hui ».

En effet, non seulement l'officier n'est plus entouré de la considération et du prestige dont il jouissait précédemment, et qui constituaient pour lui à la fois, un dédommagement et une compensation, mais encore la conception que l'on avait de l'armée s'est modifiée ; son rôle s'en est trouvé changé et son importance accrue ; l'une et l'autre exigent que les droits civiques lui soient reconnus.

Voici comment sont exposées les modifications qui se sont produites dans l'organisation de l'armée.

« C'est que nous avons été élevés dans cette conception anti-naturelle de l'armée vivant, *non pas dans la société où elle trouve son aliment, mais au-dessus de cette société confinée dans une sorte de monde moral où le commun des mortels n'a pas accès et où*, jalousement nous tentions de nous suffire à nous-mêmes. Nous avons voulu nous renfermer dans nos lois et règlements immuables, sans vouloir considérer que le progrès social est une loi inéluctable à laquelle il est impossible d'échapper, un courant qu'on peut endiguer et diriger, mais non arrêter, sous peine d'être submergé par lui.

« Les meilleurs esprits reconnaissent pourtant que le peuple et l'armée ont besoin l'un de l'autre ; cela devient un lieu commun de répéter qu'avec le service à court terme, l'idéal à atteindre est la nation armée, l'union de jour en jour plus intime entre le pays et l'armée, l'identification pour ainsi dire de l'un avec l'autre.

« Eh bien, je vous le demande, comment voulez-vous

(1) *L'Armée Moderne*, n° du 18 juin 1910.

réaliser cette union, cette pénétration, si vous maintenez entre la nation cette barrière morale qui perpétue l'esprit de caste, ce fâcheux esprit cause des plus funestes malentendus et principal obstacle au rapprochement nécessaire ?

« Malgré le très réel mouvement d'opinion qui, depuis quelque temps, s'efforce de moderniser la mentalité militaire, l'armée se tient encore trop en dehors de la nation, le peuple a encore trop le droit de pouvoir nous considérer comme des « êtres à part ».

Le Comité de rédaction de l'*Armée Moderne* dans le n° du 6 juillet dernier, donne comme cause de la lenteur avec laquelle se produit la fusion désirable entre l'armée et la nation, la privation des droits civiques dont souffrent les militaires. « La lenteur de la fusion entre l'armée et la nation, y lisons-nous, la résistance souvent malveillante des chefs militaires aux réformes, tendant à démocratiser la première, la manière parfois brutale dont la seconde a affirmé sa souveraine puissance, le retard en un mot dans la réalisation de cet idéal : la nation armée, n'a pas d'autres causes que le fossé creusé entre le citoyen et le soldat par cette restriction au suffrage universel... C'est seulement parce qu'on a pu concevoir le citoyen à part du soldat, que celui-là est arrivé à considérer celui-ci comme une charge.

« L'antimilitarisme est né le jour où ce dualisme est apparu comme une réalité, alors qu'il n'existe que dans les mots ».

Telle est la première raison, qui motive et justifie les changements préconisés par les auteurs des lignes qui précèdent. La deuxième réside dans le rôle nouveau qui incombe à l'officier, par suite de la conception nouvelle de l'armée.

« Vous voudrez bien pourtant remarquer que la mentalité du soldat citoyen, de l'officier de 1910, disait M. Pasqual, député du Nord, dans la séance de la Chambre du 9 février 1910 (1), n'est pas celle du soldat, ni de l'officier de 1833.

« Vous allez répétant partout que l'officier doit être l'éducateur de la démocratie. Vous le chargez de faire des conférences sur la mutualité, sur la gymnastique, sur l'histoire et vous l'empêchez de faire connaître publiquement sa pensée ?...

A la séance du lendemain (2), c'est le rapporteur lui-même du budget de la guerre qui fait les mêmes constatations. »

« Enfin, nous demandons à cet homme de n'être pas seulement un instructeur, un chef ; nous désirons qu'il devienne un éducateur, qu'il fasse pénétrer dans l'armée la fraternité intelligente ; qu'à la discipline d'autrefois, discipline inconsciente, dominée par la peur, il substitue une discipline voulue, consentie, génératrice d'héroïsme réfléchi ».

Et s'il en est ainsi, si, comme le disait le même jour à la Chambre M. Géo Gérald député de la Charente « si vous demandez au soldat, à l'officier de n'être pas seulement un technicien, un stratégiste, *mais par vos prescriptions nouvelles un éducateur social avec mission d'enseigner ce qu'on doit faire dans la vie, comment on peut, on doit se conduire* » il ne faut pas contredire ces prescriptions et anéantir les effets de cet enseignement, le *frapper de discrédit* en refusant à celui qui le donne : « L'usage des libertés sociales communes ».

(1) *J. off.* du 10. Déb. parl. Chambre, p. 673 et suiv.

(2) *J. off.* du 11 février. Ibid p. 716.

Et plus loin, le même orateur ajoute : « La République ferait peut-être fausse route en ne comblant pas le fossé que les régimes précédents ont creusé entre l'armée et la nation. L'armée réclame sa place dans la grande famille démocratique.

A qui objecterait qu'on va introduire la politique dans l'armée, les intéressés répondent (1) : « Qu'il ne s'agit pas de politique ». On veut simplement profiter du passage à la caserne pour ébaucher ou améliorer *l'éducation sociale et civique* des jeunes générations, pour leur inspirer l'union de tous les cœurs dans un même idéal démocratique.

Un mouvement considérable s'est produit dans l'armée à cet égard. C'est le lieutenant-colonel Coste (2) dans sa brochure « Nos Réservistes » disant que « pour pouvoir remplir désormais son double rôle du temps de paix et du temps de guerre, d'éducateur et d'entraîneur d'hommes, l'officier doit être imprégné jusqu'aux moelles de l'esprit moderne, de la véritable doctrine républicaine..

C'est le capitaine Demongeot (3) disant que : la mission éducative des officiers qui sont en même temps des citoyens n'est pas en cela différente de celle des citoyens qui sont eux aussi des soldats.. Il y a en France un état d'âme nouveau, et à un état d'âme nouveau doivent correspondre des mœurs militaires nouvelles ».

Cette conception nouvelle du rôle de l'officier a été affirmée officiellement par les conférences faites chaque année (4) sur le rôle de l'officier. Et alors celui-ci

(1) *L'Armée Moderne*, n° du 17 juillet 1909, V. l'article intitulé « Education sociale à la caserne ».

(2) Berger-Levrault et C^{ie} Paris. Fournier, Paris, 1908.

(3) *Citoyen et soldat*, ch. II et III. Eug. Flammarion, Paris. *L'instruction des officiers par le corps*. P. Simon. E. Flammarion, Paris.

(4) Et en particulier à Versailles en 1904-05 à l'Ecole militaire de l'artillerie et du génie.

ne comprend pas qu'il ait à donner un enseignement relatif aux droits civiques dont on lui refuse obstinément l'exercice. Maintenant dit-il (1) « Qu'un règlement nouveau sur le service intérieur des troupes... a remplacé tout un arsenal de mesures draconiennes et vexatoires et a reconnu en particulier aux officiers deux libertés que les citoyens possèdent depuis plus d'un siècle. » Aujourd'hui que l'officier peut organiser librement sa vie privée, depuis la suppression des tables, et qu'il peut écrire sur les sujets qui sollicitent sa compétence et son talent, pourquoi ne pas achever l'œuvre si bien commencée ?

Pourquoi, si les militaires sont les éducateurs de la nation, les traiter autrement que les éducateurs littéraires, scientifiques ou religieux, que tous les autres fonctionnaires ? Et ceux-ci sont bien tous admis à voter sans aucune exception. « Comparez, lisons-nous dans une brochure (2), un peu notre situation sur ce point avec celle d'autres professions nullement incompatibles avec l'exercice des droits politiques ». Et l'auteur cite successivement, le prêtre, le professeur, le magistrat qui jouissent sans inconvénient tous trois, d'un droit qui lui est refusé à lui. Aussi conclue-t-il, que c'est à raison de la situation exceptionnelle et inférieure qui leur est faite que « l'Education morale » qu'ils s'efforcent de donner prend si peu, il faut bien le reconnaître, disent-ils, sur nos soldats. A de rares exceptions près, nous n'arrivons pas à modeler leur esprit comme nous le voudrions, à laisser sur leur caractère et leur cœur une impression indélébile ainsi que cela serait souhaitable.

(1) *Armée et démocratie*, 25 septembre 1910, page 582.

(2) « *La nation et l'armée* ». *Droits politiques des militaires professionnels*. Charles Lavauzelle. Paris.

« Mais le jour où nous pourrons parler avec l'autorité de gens ayant une véritable importance, de gens dont les opinions, les forces, la valeur, les intérêts comptent pour quelque chose dans l'Etat, alors le peuple fera attention à nous et nous à lui. Notre tâche d'« officiers éducateurs » pourra seulement s'accomplir sérieusement; jusque-là nous parlons dans le vide, ou peu s'en faut. Et ce jour sera celui où le droit de vote aura été restitué aux militaires (1).

Mais ces raisons ne sont pas les seules qu'on fait valoir, nous l'avons vu. Il en est une autre de tout premier ordre. C'est l'intérêt personnel des officiers. C'est encore à *l'Armée Moderne* (2) que nous allons en emprunter les termes.

Dans le premier article d'une série, intitulée « Du droit de vote des professionnels militaires », signé Par'Hia nous lisons les déclarations suivantes que nous reproduisons in extenso malgré leur longueur, à raison de leur importance.

Peu de semaines s'écoulent sans que les périodiques où les grands journaux de Paris ou de la province ne reflètent l'expression du malaise matériel et moral dont souffre le corps des officiers.

Soucis de la solde, lenteur de l'avancement, misères morales, amertumes des survivances de l'armée de métier dans la vie privée, absence de droits civils, autant de motifs de plaintes qui s'amoncellent et débordent de tous côtés. Chacun de s'ingénier à trouver des remèdes

(1) Consulter les brochures ci-après : *Les bases de l'armée nationale* Paris, 1903. Imprimerie E. Compiègne. *Le droit de vote des militaires de carrière*. 1909. Niort, Imp. Th. Martin, 24 rue St-Symphorien. *Les droits civiques des militaires de carrière* brochure de propagande publiée par *l'Armée Moderne*, Organe militaire au Parlement.

(2) N° du 24 février 1909.

pour se soustraire à toutes ces causes d'infériorité. Intéresser l'opinion publique au sort de l'officier ? C'est la solution la plus simple et la plus facile. Elle commence à porter ses fruits. *Faire juge le Parlement par l'intermédiaire d'amis dévoués, défenseurs énergiques à la tribune de la cause des professionnels.*

Il faudrait pour cela que l'officier soit électeur, pour que ce moyen produisit toute son efficacité.

De là à demander la restitution du droit de vote supprimé par la loi de 1872 il n'y a qu'un pas qui a été vite franchi.

Ce n'est que sa qualité d'officier, qui retire à ce dernier l'exercice du droit de vote, à cause des conséquences qui pourraient nuire aux intérêts de la discipline et par suite de l'armée, et à ceux du pays.

.

« Pourquoi l'officier n'aurait-il pas le droit de chercher à aspirer à un sort meilleur quand tout l'y convie autour de lui ?

« Pourquoi n'aurait-il pas le droit de dégager sa personne de tout ce qui l'opprime et la diminue, en la blessant, en cherchant à réaliser, dans sa fonction publique, et dans ses droits privés, le plus de satisfactions possible...

« Que de groupements corporatifs ont fait naître les lois de 1884 sur les syndicats et de 1901 sur les associations : Amicales, unions, syndicats, sociétés, etc.. etc ..., *Avec la puissance que donne le nombre, les intérêts de ces groupes sont d'autant plus soutenus par les membres du Parlement.*

« L'officier isolé et neutre dans la cité, sans droits civils et sans droits politiques, se sent diminué, faible

et amoindri, quand il compare par un sentiment d'instinctive justice, la puissance de ces organisations à la faiblesse de sa situation de paria.

« Par l'exemple de ceux qui dépendent des pouvoirs publics, l'officier se rend compte qu'il est temps de faire autre chose que de se plaindre et de verser des larmes. Il lui faut agir, il lui faut avoir la possibilité de faire valoir ses droits et de défendre sa cause au moyen du bulletin de vote ; sans défenseurs attitrés, parlant au nom des professionnels, un groupement aussi important que celui des officiers court le risque d'être négligé.

« Avec le bulletin de vote, la voix du militaire de carrière serait mieux écoutée, les doléances, présentées avec plus d'autorité, seraient examinées avec plus d'attention, et les plaintes qui toujours se perdent en un vague murmure vite étouffé par l'indifférence et l'inertie, auraient quelque chance de mieux émouvoir la sensibilité du Parlement.

« Nous savons bien que le Ministre doit prendre en mains ces intérêts et saisir le pouvoir législatif de toutes questions de son ressort ; mais, en fait, il n'est qu'à moitié libre, paralysé hélas par les bureaux et la routine. Les choses militaires, qui ne visent surtout que le statut du personnel sont discutées avec impatience, tant il semble qu'elles prennent la place de questions plus urgentes, plus importantes pour le pays.

« Comme pas un député ne se trouve investi du mandat d'un seul militaire de carrière, il est assez naturel qu'il y ait quelque tendance chez le législateur à délaisser les intérêts du militaire pour s'occuper plutôt de ceux de l'électeur qui lui offre sa voix.

« Les officiers sont alors lésés. Le flot des récriminations monte chaque jour de toutes les garnisons ».

Après des considérations générales sur le droit de vote, l'auteur conclut ainsi (1) : « Avec la loi de 1905 qui consacre la fusion de l'armée et de la nation, il semble étrange que le législateur ne soit pas allé jusqu'au bout du principe d'égalité en accordant au professionnel les mêmes droits civiques que le citoyen dont il a à faire l'éducation. »

Un autre article du même organe (1) est très explicite. Il fait partie celui-là d'une autre série signée : XXX et publié sous la rubrique. « Tribune du droit de vote. Les travaux de nos lecteurs. » Il a pour titre. « Du droit de vote des militaires de carrière » 2^e article. L'auteur après avoir exposé dans son premier article, les raisons morales qui doivent faire reconnaître aux militaires les droits civiques, développe une raison pratique qui selon lui doit conduire au même résultat. Partant, comme nous l'avons déjà vu, du principe de la *Nation Armée* qu'il admet comme démontré et accepté, il conclut en premier lieu, à la nécessité de la fusion intime des organes directeurs de la nation armée, organes qui ne doivent être autres que les « représentants issus de la nation et de ceux issus de l'armée. »

Les organes directeurs ne pouvant être que les chambres élues, il en résulte que les militaires doivent y être représentés.

Les faits montrent avec évidence, dit l'auteur de l'article, la nécessité d'une représentation militaire au Parlement ? Celui-ci ne prend, dit-il, un peu d'intérêt aux questions militaires que dans les cas où « celles-ci

(1) N° du 20 juillet 1910.

touchent par un point quelconque aux intérêts électoraux. Ex.: réduction des périodes de réserve, loi de deux ans, interpellations sur les fatigues subies aux manœuvres, sur les allocations aux soutiens de famille, etc ..»

L'auteur attribue cette situation à deux causes : le *manque de documentation* sur les questions concernant l'armée, auquel remédierait la formation d'un groupe spécial au sein du Parlement, si les militaires étaient admis à l'électorat et à l'éligibilité, et le *manque d'intérêt*. A ce dernier point de vue l'auteur s'exprime ainsi :

« Les travaux parlementaires ont naturellement pour objet la préparation et le vote des lois et réformes nécessaires et proclamées telles par les candidats dans leurs professions de foi. Plus tard, une fois les élections accomplies, c'est dans le programme des élus que le gouvernement va chercher des indications sur le plan de travail à proposer à l'assemblée... Or, je vous le demande, — mis à part les candidats qui promettent gravement la suppression de l'armée — avez-vous jamais vu figurer sur une profession de foi, l'engagement de s'occuper de telle ou telle question militaire importante ? Il ne peut en être autrement. Le peuple, séparé moralement de nous ignore nos intérêts et ceux de l'armée. Quant au candidat *il a déjà assez d'ouvrage avec les affaires de ses électeurs sans prendre souci des affaires de ceux qui ne le sont point.*

Et plus loin, nous croyons devoir reproduire le texte intégralement, de peur d'affaiblir sa portée. L'article est intitulé. « L'intérêt de l'officier et du sous-officier. »¹ Il y a enfin, je l'ai réservée jusqu'ici une raison personnelle...

« Ah ! bien, vont dire nos adversaires, voilà que vou

vous décidez à laisser percer le bout de l'oreille. Tous ces beaux discours ne sont rien, au fond. La vraie raison c'est que vous voulez forcer nos gouvernements à s'occuper de vous tout comme du dernier des syndicalistes !... »

Voilà dès lors lancée contre nous la grave accusation de ne penser qu'à notre intérêt personnel ! Alors ! si nous sommes répréhensibles, en désirant qu'on s'occupe de nous, c'est donc que nous ne le méritons pas ? Nous prouvons pourtant assez que nous savons nous sacrifier à l'intérêt général !

Mais pourtant, le gouvernement et le public admettent aisément qu'il y a certaines catégories de citoyens dont le sort est digne d'attirer l'attention. On polémique fructueusement en faveur des instituteurs, des employés, des terrassiers, des mineurs, des postiers, des viticulteurs, des inscrits maritimes et des cheminots... mais pas en faveurs des officiers.

« Pourquoi finissent-ils par obtenir un résultat, ces artisans ou fonctionnaires ? Parce qu'ils sont électeurs, syndiqués, parce qu'ils sont une force non négligeable et que, par suite, la voix du plus modeste d'entre eux a les moyens de se faire entendre en haut lieu.

« Mais nous, que sommes-nous ? Que craint-on de notre action ? Rien. On sait bien, et malheureusement on s'y fie, que nous resterons dans le devoir et la discipline, que nos protestations n'aboutiront pas à ... l'action directe et on en abuse...

Mais, au maintien de la situation actuelle, les cadres de l'armée sentent la désaffection et le dégoût les envahir ; ils ne sont plus que des résignés, dont la valeur militaire et morale s'atrophie de jour en jour.

« Que devient dès lors leur action sur la troupe, cette

influence morale si nécessaire dans la nation armée ? Une troupe, a-t-on coutume de dire manœuvre, comme elle est commandée. Ne comprenez-vous pas qu'en détruisant toute énergie et tout amour de la carrière militaire, chez les cadres subalternes, vous sapez, par les plus sûrs moyens, la force de l'armée et vous la rendez mûre pour tous les désastres ?

« Défendons donc nos intérêts professionnels. Or en ce monde on ne respecte que les forts. Nous ne le serons au même titre que les autres catégories de citoyens que lorsque nous serons armés du *bulletin de vote*, que nous serons ainsi devenus détenteurs de notre juste part de la souveraineté nationale. Il n'y pas d'autres moyens.

« Telles sont les raisons majeures qui exigent la restitution du droit de vote aux militaires de carrière.

Et il ne s'agit pas là d'une opinion isolée. Nous la retrouvons exprimée d'une manière aussi vive dans le n° du 18 mai 1910. Un article paru dans le n° de la *France Militaire*, du 10, mai quelques jours avant, sous la signature de M. Ajam, député de la Sarthe concluait dans le sens opposé à l'opinion soutenue par l'*Armée Moderne*. Celle-ci riposte et consacre à discuter l'opinion de M. Ajam son numéro du 18 mai presque tout entier; nous y lisons entre autres sous le titre. « Le droit de vote, c'est le droit de vivre. Nos revendications matérielles ne sont pas seulement légitimes, parce qu'elles assurent notre vie physique, mais aussi parce qu'elles sont un élément de considération publique, et contribuent ainsi à notre influence morale » Et encore. « Le droit de vote n'est que le droit de vivre socialement parlant. »

En outre de la réponse, signée du Comité de rédaction à laquelle nous avons emprunté les citations qui précèdent, le même numéro en contient plusieurs autres, dont

une est particulièrement intéressante : elle est intitulée « Panem et circences » et signée « Lux ». L'adversaire y est pris à partie, pour s'étonner de ne point trouver chez les officiers dont l'idéal est si noble, le désintéressement qu'il avait rêvé d'y rencontrer. « Nul ne doute, y lisons-nous, que malgré la médiocrité de la situation pécuniaire ou le dédain de certains intellectuels », l'officier reste fidèle à son idéal et entretient le feu sacré avec piété ; *mais il faut vivre et faire vivre sa famille...* ceux qui devaient se préoccuper de ces graves questions s'en étant désintéressés, les officiers ont reconnu qu'ils ne devaient attendre rien que d'eux.... »

« Vous voudriez bien, répond à M. Ajam, un autre sous la signature de Jean d'Epée, vous voudriez bien qu'on vous dise quelles revendications militaires n'ont pas été exposées à la tribune et soumises aux délibérations du Parlement ?

Certes oui, des phrases et des fleurs, on en verse à foison sur tout ce qui a trait à l'armée nationale, c'est comme le lion qu'on flatte parce qu'il est assez beau et assez courageux pour défendre jusqu'à la mort l'entrée de la cage où on l'enferme, mais où aussi on le fait à coups de fouet sauter à travers des cerceaux... »

Nous n'en finissons pas, si nous voulions continuer ces déjà trop longues citations. Chaque fois qu'un fait se produit, ou qu'un discours ou qu'un écrit est susceptible de fournir un argument en faveur de la thèse soutenue, il est noté avec soin et souligné. Dans le numéro du 25 août 1909 on reproduit un passage d'un discours de M. Viviani, concernant les droits politiques des femmes et on en fait application aux militaires. Le ministre du travail, ayant déclaré aux femmes qu'il ne servait à rien de révolutionner le code civil et de leur donner des

droits, « Si pour conserver ces droits elles ne sont pas armées du bulletin de vote, si le suffrage politique ne leur est pas donné..., que les femmes me permettent de leur dire, ajoutait l'ancien Ministre du travail, que toutes les lois que nous pourrions proposer seront vaines si, pour accroître et défendre ces lois, elles ne sont pas armées du bulletin de vote... L'orateur, après avoir ajouté qu'elles pourraient obtenir ainsi quelques réformes partielles, quelques menues modifications au code civil ou au code de commerce, mais qu'elles ne recevraient jamais le bienfait total de l'émancipation « Au nom d'une expérience politique et parlementaire assez longue, laissez-moi vous dire, concluait-il que les législateurs font la loi pour ceux qui font les législateurs. » L'auteur de la citation la fait suivre de ces simples mots. « C'est clair, c'est net, tout commentaire est superflu... officiers : réfléchissez. »

A la date du 30 octobre de la même année, le même organe cite un passage d'un discours de l'Abbé Lemire et en fait application aux militaires. Le député du Nord se plaignait que les habitants, de sa circonscription sans doute, ne pouvaient disposer des relais de la mer dans le voisinage de laquelle ils vivaient 5000 entassés sur un territoire de 80 hectares. Ils auraient voulu, sur ces terrains pouvoir élever quelques baraquements, y faire un jardin. Mais, comme nous ne comptons pour rien comme électeurs, personne ne demande pour nous ; nous ne pesons pas une once dans la balance électorale, nous sommes toujours absents à l'époque des élections législatives ». Il s'agit des marins partis pour la pêche en Islande.

L'Armée Moderne reproduit aussi un article intitulé : « Le vote des officiers » paru à la date du 1^{er} juin 1910

dans « les feuilles d'histoire » sous la signature de M. H. Birande où on lit: « L'intérêt seul des officiers est en jeu, intérêt digne d'être pris en considération, car il est tous les jours, méconnu, oublié, foulé aux pieds. Tout le monde s'occupe du soldat qui devient électeur à sa libération.

« On a peur de lui, et la peur de l'électeur est le commencement de la sagesse. Mais personne ne s'occupe de l'officier parce qu'il n'est pas électeur. Il reste un paria, une caste dans la nation, quand il n'est pas pis encore, l'homme que l'on a le droit d'outrager à plaisir, sans qu'il puisse répondre, sans qu'il puisse se défendre. La situation actuelle de l'officier dans le pays est la plus intéressante de toutes, parce qu'elle est la seule sacrifiée ; elle est sacrifiée parce qu'on ne le craint pas : muselé par la discipline et par l'arbitraire, n'ayant pas le droit d'élever la voix, ni de voter, l'officier est une quantité absolument négligeable. S'il en était autrement, on compterait avec lui et il y gagnerait en dignité. Ses chefs respecteraient en lui l'homme libre, qui bien que lié par une stricte discipline, a le droit de faire respecter sa dignité d'homme, et nous verrions la justice dans une armée où nous ne voyons qu'injustice (1).

Nous n'en finirions pas, si nous voulions. Ce qui précède est suffisant et suffisamment éloquent pour faire apparaître ce que nous nous sommes proposé en écrivant ce chapitre, à savoir, que depuis 1873, il existe un facteur nouveau sur la question, facteur dont il convien-

(1) Voir en outre *Armée et Démocratie* N° du 12 juin 1910 p. 365 un article signé Commandant Le Précy. Ibid 25 Sept. 1910 p. 363 un article signé un groupe de futurs électeurs conscients mais non assez organisé. Ibid. p. 525 un ordre du jour dans lequel les libres penseurs d'Oran réclament les droits civiques pour les militaires.

dra de tenir compte pour la régler désormais, à savoir : l'opinion des intéressés, Et comme on vient de le voir, et pour les raisons exposées, elle est nettement et passionnément contraire au maintien de la législation actuelle.

CHAPITRE II

EXAMEN CRITIQUE DES RAISONS EN VERTU DESQUELLES LES MILITAIRES ONT ÉTÉ ET RESTENT PRIVÉS DES DROITS POLITIQUES

En présence d'une opposition aussi nette et aussi vive de la part des intéressés, et pour dire toute notre pensée, aussi fortement motivée, il convient de soumettre à un nouvel examen, à une sorte de revision, les raisons mises en avant pour établir la législation actuelle concernant les droits électoraux des militaires. Nous devons à ce sujet examiner deux points : en premier lieu, si ces raisons ont eu à un moment quelconque, toute la valeur que leur attribua le législateur de 1873, si véritablement, elles suffisaient à justifier une mesure aussi grave, aussi contraire aux principes les plus incontestés de notre droit public.

En second lieu, en admettant qu'il en ait été ainsi à cette époque, nous aurons à rechercher si la situation n'est pas modifiée, si les règles établies alors doivent être considérées comme essentielles, comme constituant le statut définitif de notre armée ; si, en un mot, la législation de 1873 est intangible, si elle doit être conservée quelle que soit la conception que l'on adopte de l'armée, quelles que soit les modifications qu'elle ait subies.

Les motifs qui déterminèrent le législateur, à chan-

ger la loi relative aux droits politiques des militaires, nous les connaissons : ils se résument dans deux affirmations aussi vagues l'une que l'autre. Les professionnels de cette époque ont d'abord posé en thèse, en axiome, que la discipline nécessaire dans l'armée était inconciliable avec l'exercice des droits politiques, sans autre justification

Nous remarquerons simplement qu'une *affirmation* n'est pas une *raison*, et que, dans l'espèce elle était contredite par toute notre législation antérieure sur la matière.

Quand ils voulurent préciser, les auteurs de cette affirmation donnèrent chacun, au même terme, une interprétation différente. Pour l'un, le vote devait introduire la division dans l'armée et c'est en cela qu'il constituait une atteinte à la discipline. Pour un autre, c'est parce que le droit de vote emportait le droit d'assister aux réunions publiques, et qu'à cela la discipline ne pourrait pas résister. Pour un troisième, on ne pouvait reconnaître le droit de vote aux militaires, parce que, éloignés du lieu où ils devraient prendre part à l'élection, ils seraient dans l'impossibilité de l'exercer en connaissance de cause.

Rien ne montre mieux le parti qu'il est possible de tirer, dans une discussion, d'un terme vague. Cela permet à chacun de lui faire signifier ce qu'il veut et d'y enfermer toutes ses prétentions et tous ses préjugés. C'est ce qui s'est produit lors de la discussion que nous avons analysée précédemment.

Et si l'on prétendait qu'il y a dans les trois cas, qui furent alors invoqués et que nous venons de rappeler des applications des exemples, des dangers que l'exercice des droits politiques par les militaires peut

faire courir à la discipline, nous répondrons que, si ce sont les seuls qu'ont ait pu découvrir, ils ne sont pas bien redoutables.

Du premier nous avons déjà fait justice. Il constitue uniquement une conception personnelle et fausse du suffrage universel ; s'il était exact que le droit de vote fut une cause de division, il conviendrait de le refuser sans doute aux militaires mais aussi de le retirer aux civils. Nous avons vu que c'est là une conception un peu ancienne et d'un autre âge. Il nous est permis sans prétention exagérée, de penser autrement sur ce point que Louis XIV et ses ministres.

En ce qui concerne le droit de prendre part aux réunions publiques, quel inconvénient spécial, nouveau pour la discipline, comporte l'exercice d'un pareil droit ? Nous ferons remarquer, qu'à l'heure actuelle, il existe bien pour les militaires ayant un congé de plus de 30 jours, comme le constate l'auteur des articles précités (1) l'assistance à une réunion publique pourrait être dangereuse par ce qu'y entendrait le militaire ou par ce qu'il y dirait. Si ce n'est pour ce qu'il y entendrait, est-ce que par hasard on voudrait soumettre les militaires pendant toute la durée de leur existence, au régime auquel sont soumises, dans certaines familles, les jeunes filles, avant leur mariage ?

Il réussit si bien pour ces dernières, à en juger par la *Jeune Agnès* de l'Ecole des maris, qu'il faut se hater de l'étendre aux hommes pour les détourner de la politique.

Que pourraient-ils entendre dans les réunions publiques qu'ils ne trouvent dans la presse ? Celle-ci n'en publie-t-elle pas d'ailleurs souvent le compte-rendu.

(1) *Armée Moderne*, N° du 23 Juillet 1910.

A ce point de vue, la mesure prise contre les militaires a, tout juste, à notre avis, l'efficacité de celle d'Arnolphe dans la comédie de Molière.

Est-ce pour ce qu'il y pourrait dire, que vous voulez éloigner le militaire des réunions publiques. Et ici nous n'avons qu'à reproduire les termes de l'article auquel nous faisons allusion tout à l'heure : ou bien il parlera dans un sens favorable à l'Armée, ce à quoi on ne saurait trouver le moindre inconvénient, ou bien il parlera contre elle ; mais, dans ce cas, il agira sous sa propre responsabilité, telle qu'elle est fixée par l'article 76 du décret sur le service intérieur visant le droit d'écrire.

Cette manifestation sera appréciée par les supérieurs hiérarchiques de l'intéressé, et si elle est réellement déplacée, si elle dévoile des sentiments incompatibles, avec la discipline, elle entraînera les sanctions qu'il conviendra.

En somme il s'agit tout simplement dans l'hypothèse que nous examinons, d'étendre au droit de parler, ce qui vient d'être décidé pour le droit d'écrire. C'est ce que fait remarquer fort judicieusement l'auteur d'un article signé : « Capitaine E » et intitulé : « L'avenir de l'armée Par quels moyens l'armée peut-elle s'affranchir ? » A propos du droit d'écrire, on y lit : « Parallèlement au livre et d'une mise en pratique bien plus facile nous devrions pouvoir utiliser un système méthodique de conférences faites par des officiers devant toutes sortes d'auditoires, militaires ou civils. Mais nous en sommes encore en ce qui concerne la faculté de parler en public, au point où nous en étions pour le droit d'écrire avant le nouveau « Service Intérieur ». L'auteur y voit

un manque de logique et une marque de défiance injustifiée.

« Il est difficile ajoute-t-il, d'admettre que l'officier après avoir été élevé à la dignité d'homme en ce qui concerne l'expression de la pensée par la plume, soit maintenu à un niveau inférieur en tant qu'être doué de la parole. Est-il plus difficile de réprimer les abus d'un langage public que ceux de productions écrites ? »

Ce qui précède nous conduit à décider que le droit de donner une réunion publique, ou d'y assister et d'y prendre la parole, n'est pas seulement le corollaire du droit de vote, il est avant tout et par dessus tout, celui du droit d'écrire. Aujourd'hui que ce dernier vient d'être reconnu aux militaires on se trouve dans la nécessité de leur reconnaître celui de prendre part aux réunions publiques, quand même ils n'auraient pas le droit de vote.

Ce ne doit pas être le droit pour les militaires d'assister à une réunion, qui doit constituer un danger ; ce doit être, nous pensons, l'abus qu'ils en pourraient faire. Est-ce que, comme le demande le Capitaine E « Les abus d'un langage public seraient plus difficiles à réprimer que ceux de productions écrites ? Poser la question, n'est-ce pas la résoudre ? »

Il ne s'agit, d'ailleurs, dans notre pensée que des abus. Car nous sommes de l'avis de l'auteur de l'article précité relatif aux inconvénients prétendus que présenterait le droit pour les militaires, d'assister aux réunions publiques : Il ya, dit-il, pour l'autorité militaire, quelque avantage à se sentir exposée à la discussion, dans ses actes et dans ses chefs. Les hommes sont faillibles, — fussent-ils couverts de galons, — et la censure probable sera un stimulant très sûr dans la plupart des cas. Croyez-

le bien, il y a des chefs qui ne redoutent pas d'être discutés(1). « Et il conclut que ce ne sera pas l'intervention d'un militaire à la tribune d'une réunion publique, qui sera de nature à porter atteinte au maintien de la vraie discipline.

Alors que reste-t-il des dangers annoncés par les auteurs de la loi de 1873 ? Nous ne pensons pas qu'on attende de nous que nous discussions sérieusement le point de savoir si, en raison de son éloignement, le militaire sera suffisamment éclairé sur les déclarations et les actes des candidats, pour émettre un vote en connaissance de cause ; on a vu d'ailleurs, par le projet Pédoya, que la question ne se pose même plus dans le système proposé.

Telles sont les seules affirmations qui suffirent à faire retirer aux militaires l'exercice de leurs droits civiques. Si on ne savait, comme nous l'avons vu, dans la 3^e partie de ce travail, que ce ne furent pas les véritables motifs, on ne pourrait croire à tant de légèreté.

Mais enfin est-il exact, comme on va le répétant, que la discipline exige de pareils sacrifices. Il ne nous le semble pas, à en croire le général Kessler (2).

« Le public, peu initié aux choses de l'armée, disait le général, se forme souvent des idées fausses sur la nature de la discipline et se figure volontiers qu'un inférieur doit accepter en toutes circonstances et reconnaître comme vraie, l'opinion émise par un supérieur. Rien n'est plus loin de la vérité.

« Toutes les opinions sont libres dans l'armée ; aucune contrainte n'est apportée à la libre expansion des idées, sur toutes les questions militaires...

(1) *Tactique des 3 armes 1902* Chapelot et Cie p. 203.

(2) *Tactique des 3 armes 1904*. — Chapelot et Cie p. 203.

« Cette largeur de vue, cette tolérance, dans les idées qui régissent, dans le corps d'officiers, les rapports des chefs avec leurs inférieurs, ont soulevé quelquefois les objections présentées dans l'intérêt de la discipline elle-même qui, disait-on, pouvait être atteinte, si un inférieur avait la faculté d'exprimer un avis contraire à celui de ses supérieurs. Ces craintes sont vaines; la discipline n'a pas à souffrir de la divergence de vue existant sur une question militaire, ou même sur une situation de guerre entre un chef et son subordonné puisque, dans l'exécution que peut entraîner la solution de la question, le dernier mot reste au chef, aux ordres duquel l'inférieur doit une obéissance absolue. » Mais il n'y a pas que sur les choses militaires que les opinions soient libres dans l'armée. Elles doivent l'être et le sont à fortiori sur toutes les autres questions. On trouve, en tout cas, de moins en moins, l'officier uniquement et exclusivement confiné dans la pensée des choses militaires.

« L'officier et le sous-officier s'extériorisent intellectuellement. (1) » On ne saurait d'ailleurs les empêcher de lire, de s'intéresser aux choses étrangères à leur profession, particulièrement aux questions politiques, élections, etc... « d'en causer si bon leur semble, avec d'autres militaires ou des civils, d'échanger à ce sujet des idées et de discuter sur la politique avec tout autant de compétence qu'un électeur quelconque ». Cela est-il contraire à la discipline ? Qui l'oserait soutenir ? D'ailleurs, si on le considérait comme tel, qui pourrait l'empêcher et par quel moyen y parvenir ?

Encore une fois, si elle comportait de telles exigences,

(1) *Armée Moderne* du 23 juillet 1910.

elle serait présentement et désormais irréalisable, d'un maintien impossible.

Et s'il en est ainsi, qu'est-ce que le bulletin de vote changera à cette situation ? Il l'améliorera plutôt, lisons-nous dans l'article précité, en permettant aux tempéraments ardents de manifester leurs convictions par le bulletin de vote plus sûrement et plus efficacement qu'au moyen de discussions stériles, *susceptibles tout au plus de troubler la bonne harmonie entre camarades*. Celles-ci d'ailleurs ne devront pas plus semer la discorde entre les militaires qu'elles ne le font entre gens de la même profession. Pourquoi seraient-elles plus graves et plus dangereuses entre militaires ? D'ailleurs graves et dangereuses ou non, nous venons de démontrer qu'elles existent actuellement. Elles ne seront donc pas introduites dans l'armée par l'octroi du droit de vote. Il est même difficile d'imaginer en quoi la reconnaissance de ce droit en augmenterait la gravité et le danger.

Il est certain qu'on arriverait à des conclusions tout opposées si on envisageait la question comme le faisait un journal parisien, dans les lignes suivantes, écrites à l'annonce du dépôt d'une proposition de loi par le général Pédoya sur la question qui nous occupe (1) : « Faire des officiers des électeurs, c'est détruire définitivement ce qui reste de cohésion dans l'armée. Le jour où ils voteront, ils auront le *droit de s'éclairer* (sic) et même d'éclairer leurs concitoyens dans les réunions publiques. Il n'y a aucune raison pour que le capitaine conservateur ne rive pas son clou au commandant radical, et pour que le lieutenant libre-penseur n'envoie pas à la sacristie le colonel catholique. Sans compter les bagar-

(1) « *Gil Blas* » cité par *L'Armée Moderne* du 10 Avril 1910.

res finales, lestomates, les pommes cuites, les œufs pourris, les bancs et autres projectiles, qui en vertu d'une libre et électorale balistique, décriront d'un grade à l'autre des trajectoires inconnues dans les écoles de tir ; c'est là, en vérité, une perspective bien faite pour réjouir tous les amis de la discipline militaire ?

Ce n'est pas, on le pense bien, pour réfuter de pareilles plaisanteries qui peuvent être présentées avec esprit, mais ne sont que des plaisanteries que nous avons fait à leurs auteurs, l'honneur d'une citation. C'est à titre documentaire que nous les avons reproduites, pour montrer comment on cherche préalablement, à tout raisonnement, à créer dans l'esprit du lecteur, un préjugé, une prévention défavorable à la thèse que l'on craint de le voir adopter.

Ce qu'il faut penser des effets du droit de vote, reconnu aux militaires, nous pouvons sans doute nous en rapporter à l'opinion des chefs de l'armée. Nous avons cité celle du général Kessler et nous avons vu que la conception de la discipline, exposée par lui n'excluait pas les droits que nous proposons de reconnaître aux militaires. Voici comment s'exprime à ce sujet le général Pédoya dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi :

« Pourrait-on nous accuser de vouloir porter atteinte à la discipline, nous qui avons écrit : « La discipline est la condition essentielle de l'existence d'une armée ; elle est aussi importante, plus importante même, que le courage et l'instruction des soldats, que la science et le mérite des chefs.

« Sans discipline, les soldats n'auront pas cette cohésion et cette solidarité indispensables pour mener à bonne fin toute action de guerre ; un général n'osera rien entreprendre avec des troupes sans moral que le

moindre incident peut terrifier, et qui, par leur indiscipli-
ne, se livreront à tous les méfaits, justifiant ces paroles
de Montecuculli : « Sans discipline les troupes sont plus
pernicieuses qu'utiles, plus redoutables aux amis qu'aux
ennemis. » Disons-le bien haut, la discipline prime tout :
sans elle, on n'a pas une armée ; ce serait en temps de
paix, l'anarchie, et en temps de guerre, la défaite.

» Proposer une loi qui tendrait à affaiblir la discipli-
ne serait de notre part un acte criminel contre la Patrie,
dont nous n'avons pas besoin de nous défendre ; nous
trouverons assez de défenseurs parmi les officiers et les
soldats qui, pendant 46 années, ont servi à nos côtés et
sous nos ordres.

« La discipline dans l'armée se présente sous deux
formes.

« Certains la recherchent surtout dans l'attitude de
l'inférieur devant son supérieur, dans une tenue sans
reproche dans la correction à rendre les honneurs, dans
l'exécution automatique des ordres transformant l'hom-
me en une machine ; c'est là ce que nous appellerons la
discipline extérieure, décorative. Elle ne donne pas tou-
jours la preuve du respect et du dévouement que le sol-
dat doit avoir pour son chef : parfois elle naît de la crain-
te des punitions.

« A côté de cette discipline forcée, il y en a une au-
tre qui est volontaire, qui prend racine dans la confiance
réciproque qui doit exister entre l'inférieur et le supé-
rieur ; celle-là fait que le subordonné voit dans son chef
un guide, un ami, pour lequel il est prêt à se dévouer,
comme il sait que son supérieur se dévouera pour lui.
Cette discipline résulte d'une pensée commune qui a
son origine dans le culte de la Patrie ; c'est cette pen-
sée qui animait les soldats de Jemmapes et de Valmy

qui n'avaient jamais été instruits sur les marques extérieures de respect.

« C'est cette discipline de cœur, qui nous donnera l'union profonde de toutes les volontés et de toutes les énergies qui assureront la victoire. Elle fait la force d'une armée ; elle est nécessaire dans un gouvernement démocratique qui ne reconnaît ni castes, ni privilèges. Il la faut surtout dans la guerre moderne qui demande à tous les degrés de la hiérarchie militaire, de l'intelligence et de l'initiative ; c'est cette discipline, plus que l'autre, qu'il nous faut rechercher ».

Nous ajouterons qu'elle nous paraît pouvoir être obtenue désormais, où tous les individus passent par l'armée ; on n'opère plus à l'entrée du service, cette sélection à rebours qui avait pour résultat de faire échapper le meilleur de la population au service, au moyen de procédés divers dont le dernier, qui fut employé, consistait dans les dispenses.

Elle paraît pouvoir être obtenue, avec les éléments nouveaux fournis par le service obligatoire et égal pour tous. Il semble que, désormais, avec de tels éléments, il soit possible d'obtenir — en tout cas, c'est ce que l'éducateur moderne s'applique à réaliser — une discipline librement consentie, une discipline faite de la compréhension des hauts devoirs du citoyen envers la société, dont il est membre, et du culte des grandes vertus sociales. Il paraît au contraire, désormais, de plus en plus puéril et dangereux, au dernier chef, de compter sur cette fameuse cohésion dont on parle si facilement, toute factice, qui n'a d'autres base qu'une communauté de contrainte, incompatible avec le droit, pour ceux sur qui elle pèse, de s'éclairer et d'éclairer ceux qui les entourent, faite de crainte et d'ignorance et qui

en définitive ressemble surtout à celle qui unit les malfaiteurs contre la société et les prisonniers contre leurs geôliers.

Le voulut-on d'ailleurs, il serait de plus en plus impossible d'imposer cette dernière à la majorité des éléments nouveaux qui constituent la moyenne de l'armée. C'est une conséquence naturelle et forcée, quoique imprévue, de l'application des idées nouvelles qui président désormais au recrutement. Du moment où celui-ci amène sous les drapeaux, non plus comme précédemment tous les déshérités, tous les moins favorisés de la nature et de la société, mais tous les individus sains et valides, les règles au moyen desquelles ils devront être conduits et dirigés doivent être changées. A des éléments nouveaux, doivent être appliquées des règles nouvelles. Et quand ces éléments présentent, considérés d'ensemble une culture moyenne, un développement intellectuel moyen supérieur à ceux qui caractérisaient les éléments dont était composée l'armée antérieurement, il semble qu'il serait déraisonnable de soumettre les premiers au régime qui n'avait été établi que pour les derniers. Procéder ainsi serait contraire aux données élémentaires de la meilleure utilisation des contingents. Si on veut obtenir de ceux-ci tout ce qu'ils peuvent donner, ce qu'en d'autres matières, on appellerait le maximum de rendement, il faut appliquer à leur utilisation des règles appropriées.

Et il ne faut pas croire que cette solution soit purement facultative, qu'elle puisse être ou n'être pas adoptée. Elle est imposée par l'organisation et le recrutement nouveau donnés à l'armée. C'est à une discipline surtout éclairée et voulue que, bon gré malgré, on se trouve de plus en plus condamné par la force des choses.

Le maintien des procédés anciens, autrement que dans des circonstances exceptionnelles, serait impossible, aboutirait à des tiraillements sans nombre et sans fin, créerait entre ceux qui seraient chargés de les appliquer et ceux qui devraient les subir, entre les officiers et les soldats, un malentendu qui irait en s'aggravant, creuserait entre les uns et les autres un fossé qui ne tarderait pas à devenir infranchissable. Et au jour du danger, au jour où, sous peine de n'avoir pas d'armée, doit exister entre eux une confiance sans bornes et à toute épreuve où les seuls procédés de contrainte ne peuvent suffire, où il est nécessaire de faire appel à d'autres sentiments, ceux qui devraient y faire appel et ceux à qui ils s'adresseraient risqueraient de ne pas s'entendre.

Qu'on le veuille donc ou non, par la force des choses encore une fois, la discipline ne saurait donc être actuellement et désormais ce qu'elle a été dans le passé. Elle ne saurait plus être faite d'obéissance passive, et subie par la seule force de la contrainte et de la terreur. Elle ne saurait plus être imposée ; elle doit être, dans la grande majorité des cas, obtenue par l'ascendant moral de celui qui est chargé de la maintenir, elle doit résulter de la conviction qu'elle est nécessaire et qu'elle n'est demandée que dans la mesure où elle est indispensable.

Aussi, si on comprend que l'exercice des droits politiques par les militaires professionnels fut incompatible avec la notion de discipline, telle qu'elle existait seule, en 1872, et il n'y a pas longtemps encore, en quoi la notion que nous venons d'en esquisser et qui tend de plus en plus à se faire jour et a été admise, est-elle incompatible avec cet exercice ?

C'est à nos adversaires à qui il appartiendrait désor-

mais d'en faire la démonstration. Car, sur notre question, il s'est produit quelque chose d'étrange et qui à notre connaissance, *n'a pas encore été signalé*.

Nous avons vu précédemment dans quelles conditions avait été adoptée la législation dont nous demandons la disparition. Ses promoteurs, grâce à un concours de circonstances que nous ayons signalées, obtinrent le vote de leurs propositions sans avoir à les justifier ; tout le monde est d'accord pour reconnaître que les motifs avoués ne furent pas ceux qui déterminèrent la majorité. Comme nous l'avons dit dans la 3^e partie de ce travail, si la gauche et la droite communiquèrent avec tant de ferveur dans l'adoption de cette solution, ce ne fut pas par préoccupation de discipline, ce fut par *intérêt égoïste, ce fut par défiance*, tranchons le mot *par peur*. Nous nous sommes suffisamment expliqués là-dessus. Si nous y revenons, c'est seulement pour faire ressortir les conséquences qui en sont résultées.

En raison de cet état d'esprit des deux fractions de l'assemblée, cette décision se trouva suffisamment motivée par de simples affirmations de la part de ceux qui la préconisaient, tandis qu'en raison de son extrême gravité, de son caractère exceptionnel et si profondément dérogatoire aux principes les plus certains et les mieux établis, elle aurait dû faire l'objet d'une démonstration sérieuse et n'être prise qu'après discussion approfondie et en connaissance de cause ; au lieu de cela, quelques phrases sonores et vagues, aucune précision, rien, le néant.

La conséquence ? La voici. Il en est résulté une quasi-impossibilité, pour ceux qui veulent en faire la critique de donner de bonnes raisons pour faire dispa-

raître l'état de choses présent. La meilleure et la seule raison que nous devrions, en bonne logique, donner, consisterait à demander aux partisans de l'opinion contraire, de venir faire, près de 30 ans en retard, la démonstration qu'ils surent escamoter en 1872. Ce n'est pas à nous à démontrer que l'exercice des droits politiques, par les militaires de carrière, est sans danger pour le maintien de la discipline et pour la bonne organisation de l'armée ; c'est à eux, puisqu'ils ne l'ont jamais faite, cette démonstration. La mesure obtenue, après la guerre, a eu pour conséquence de changer l'ordre de la discussion. De demandeurs que vous étiez et obligés par suite à supporter la charge de la preuve, vous êtes devenus, par surprise et à la faveur d'intérêts de parti, défenseurs et vous prétendez exiger, grâce à cet escamotage que nous fassions la preuve contraire. Vous nous demandez de prouver une négation, à savoir que l'exercice des droits politiques des militaires ne fera pas courir de dangers à la discipline. Prouvez donc vous, qu'elle lui en fera courir. Il s'agit de rétablir les situations exactes. Malgré la législation existante, nous avons le droit de vous demander de faire cette preuve, parce que la situation dont nous demandons le rétablissement, n'est rien autre que celle du droit commun telle qu'elle résulte des principes. Nous avons fait toute notre preuve quand nous avons énoncé ces principes. A vous de justifier la dérogation existante, à vous de prouver les prétendus dangers que courrait la discipline : à vous, en admettant même que vous ayez fait une preuve suffisante en 1872, du moment où nous justifions que des modifications se sont produites dans l'organisation et le fonctionnement de l'armée susceptibles de fonder une revision des dispositions attaquées, à vous, répétons-nous

à démontrer que malgré les changements invoqués, malgré les modifications survenues, cette situation exceptionnelle doit être maintenue indéfiniment.

Non seulement des changements sont survenus dans le recrutement et l'organisation de l'armée, non seulement l'un et l'autre sont régis désormais par des principes et des règles nouvelles, mais encore la question se pose différemment, ce qui constitue un motif nouveau, de reviser la solution donnée après la guerre de 1870. C'est ce dernier point que nous exposerons dans le chapitre suivant.

CHAPITRE III

COMMENT SE POSE AUJOURD'HUI LA QUESTION ?

Après avoir fait apparaître dans le Chapitre I, un élément nouveau de la question, constitué par l'opinion des intéressés, après avoir montré dans le chapitre précédent, les raisons nouvelles qui militent en faveur de la revision de la solution désormais traditionnelle, et insisté sur l'inanité de celles qui furent invoquées pour la faire adopter; nous allons exposer dans le présent chapitre un autre élément nouveau de la question. Il réside dans la solution proposée, qui n'est plus à proprement parler, celle qui fut écartée et rejetée en 1872.

A cette date, la seule question posée consistait à savoir si on maintiendrait ou non la législation existante. Dans l'affirmative, il s'agissait de savoir comment concilier les justes exigences de la présence au corps notamment, et celle du vote, vote du moment où celui-ci était exercé *aussi bien par la troupe que par l'élément professionnel* de l'armée. Il ne pouvait être question de laisser chacun aller exercer son droit dans la commune où il était inscrit. A l'époque du vote, il n'y aurait plus eu d'armée. Quant à permettre de l'exercer à la caserne, comme cela s'était fait en 1849, nous sommes les premiers à reconnaître, que cela présentait les plus graves inconvénients.

Peut-être, après tout, est-ce tout ce qu'ont voulu dire les rédacteurs de la loi de 1872. Ce ne serait que par la suite, à la faveur du vague, des expressions employées, que tous les inconvénients qu'on se plaît à attribuer à l'exercice du droit de vote se seraient glissés sous ces expressions. Il n'y aurait rien d'étonnant à ce que, petit à petit, celles-ci soient arrivées par la suite, à exprimer les sentiments inavoués d'abord, qui avaient guidé la majorité de cette époque et qui survivent encore aujourd'hui.

Quoiqu'il en soit, ces difficultés ne sont plus à redouter, les termes employés étant bien les mêmes, mais ne désignant plus les mêmes choses. Ce n'est plus du vote de tous les militaires qu'il s'agit, mais seulement d'une minorité ; aussi, ce qui apparaissait comme une impossibilité en 1872, ne constitue même pas une difficulté en 1910. Et pour bien établir les conditions dans lesquelles se présente la question, pour bien montrer que nous sommes pleinement d'accord à cet égard avec ceux dont nous présentons, deux chapitres plus haut, les revendications, voici ce que nous lisons dans *l'Armée Moderne* (1) « Il ne saurait donc jamais être question de faire voter les soldats, ceux qui font « leur temps ». Et encore « dans la démocratie que nous rêvons, il ne suffit pas pour mériter le nom de citoyen », d'avoir atteint un certain développement physique et intellectuel et de n'avoir assassiné, ni volé personne, il ne suffit pas d'avoir l'âge d'homme, il faut encore avoir montré qu'on est capable physiquement et moralement de concourir à la défense de la société. C'est dire que nous considérons le devoir militaire comme un devoir social et que nous en faisons une condition éliminatoire.

(1) N° du 26 mars 1910.

« L'homme ne pourrait prendre part à la vie publique qu'après avoir satisfait aux obligations militaires, sauf les cas déterminés par la loi. »

« Il suffirait de reculer jusqu'à 23 ans, par exemple, l'âge de la majorité civique. »

La même idée revient sans cesse sous des formes diverses. Dans le numéro du 18 mai 1910, du même journal, nous lisons : « Dans une démocratie... ne doit concourir à la chose publique que celui qui est capable physiquement et moralement de la défendre, c'est dire que la majorité civique devrait dater du jour où l'homme aurait payé sa dette militaire. Il ne serait citoyen qu'après avoir été soldat. » Cette solution répond à l'objection d'après laquelle, il serait pratiquement, en fait, fort difficile, sinon impossible, de distinguer entre le soldat de carrière et le soldat de deux ans. « Nous ne pensons pas, ajoutent les intéressés, que la valeur du corps électoral puisse perdre à voir l'âge minimum des élections passer de 21 à 24 ou 25 ans. »

La réforme proposée, n'aurait-elle d'autre résultat, que celui de faire reculer l'âge de la majorité électorale, qu'elle devrait être accueillie favorablement. Il semble qu'on ne saurait hésiter, la question étant ainsi posée, entre des jeunes gens de 21 à 24 ou 25 ans, sans expérience et déniés de toutes connaissances de la vie et de toute maturité, et les hommes faits « Instruits et intelligents » selon l'expression du général Pédoya, que sont les officiers, et les sous-officiers. Il est donc et reste bien entendu, que la question se présente actuellement dans des conditions toutes autres que précédemment, et selon une expression déjà employée par nous, ce qui était une impossibilité en 1872 n'est même plus une difficulté à l'heure présente. Toutes les objections dirigées contre notre pro-

position partent de ce point, ou mieux, supposent qu'il s'agit de faire voter toute l'armée, l'élément fourni par le contingent annuel comme l'élément professionnel. Or, il est bien établi, nous le répétons, qu'en ce qui concerne *l'électorat*, il peut facilement et sans aucun des inconvénients redoutés, être reconnu, du moment où on en limite le bénéfice aux seuls militaires de carrière.

« Nous croyons, lisons-nous encore dans *l'Armée Moderne*, » (1), qu'on peut concilier cet idéal avec les nécessités du service, et la conservation intégrale des principes qui font et maintiennent la force de l'armée. » Dans ce but l'auteur propose de modifier l'époque de la majorité, dans les conditions que nous venons de dire.

« L'opinion opposante, dit-il, de nos contradicteurs prendrait une valeur incontestable, si nous admettions que tous nos soldats, le contingent tout entier, puisse jouir des droits civils et politiques dans leur intégralité. — Si cela était, la caserne serait livrée aux agitations politiques ; nos soldats seraient en butte au travail de propagande des partis... etc., hors du quartier, ce serait pis encore, tant et si bien que nos soldats ne le seraient que de nom et de costume, et que la discipline, si largement qu'on la comprenne, n'y trouverait plus du tout son compte. » Aussi, propose-t-il, comme nous l'avons fait nous-même plus haut, d'exclure les hommes du contingent du droit revendiqué.

« En dehors du maintien de la discipline, ajoute-t-il, nous voyons à cette mesure, un autre avantage ; à 23 ans, après l'épreuve du régiment, le jeune homme aura

(1) N° du 30 juillet 1910. -- Conf. *Les droits civiques des militaires de carrière*. Brochure sans nom d'auteur. N° d'éditeur publié sous les auspices de *l'Armée Moderne*, p. 25 et suivantes.

acquis une certaine expérience, aura l'esprit plus mûr, plus réfléchi, plus capable de discernement, plus apte à prendre de lui-même une résolution sérieuse et moins enclin, comme cela n'arrive que trop souvent, d'être le jouet des meneurs d'un parti ».

En résumé, la différence avec l'état actuel ne sera pas aussi grande qu'on pourrait le croire, au premier abord. Si on consentait à reculer l'âge de la majorité électorale, la situation serait la suivante. Tous les jeunes gens faisant partie du contingent, effectivement incorporés seraient en *droit et en fait* privés de la jouissance et de l'exercice du droit de vote (puisque l'électorat ne serait acquis qu'à partir de 25 ans). Actuellement, ceux qui sont incorporés, ont, pendant la durée de leur service, d'après la loi électorale, la jouissance de ce droit ; mais l'exercice leur en est retiré par la loi militaire. Et, à raison des dispositions de cette dernière, relativement à la concession des permissions et des congés, il ne leur est pas permis d'espérer se trouver dans un des cas où il est possible pour les militaires sous les drapeaux de prendre part à un vote.

Leur situation sera donc de tous points après la réforme que nous demandons, pareille à ce qu'elle est avant. Ils ne pourront voter parce qu'ils n'auront pas l'âge requis, au lieu de ne le pouvoir, parce qu'étant militaires ils ne sont pas admis à le faire, tout en en ayant le droit. Avec un peu de franchise en plus, la situation sera, pour eux, identiquement pareille. Elle sera surtout, répétons-le empreinte d'un peu plus de franchise. La solution, adoptée en 1872, qui consiste à reconnaître à un individu un droit de l'exercice duquel on le privera ensuite, se ressent un peu trop, avouons-le, des préceptes du parti jésuite, avec lequel les auteurs et les défenseurs

de cette mesure avaient des attaches plus étroites qu'il n'aurait convenu.

Elle a un autre inconvénient, cette solution. A qui profite-t-elle en fait ? Uniquement à la partie du contingent non incorporé, c'est-à-dire depuis la loi de 1905, à ceux-là seuls, que leur incapacité physique met dans l'impossibilité d'accomplir le devoir militaire. Il y a là une faveur qu'on pourrait se permettre de trouver insuffisamment justifiée. Et si l'égalité fut jamais de mise, il nous semble bien que c'est là une occasion de la rétablir. Nous pouvons ajouter, qu'elle est rompue au profit d'une minorité.

En résumé, dans la réalité, la situation, qui résultera du recul de la majorité électorale jusqu'à 23 ou 25 ans, n'apportera aucune modification appréciable à l'état des choses existant pour les appelés, c'est-à-dire la grande majorité des individus. Il n'y aura de changé que celle des non appelés ou mieux des non incorporés. Et, aujourd'hui, ces derniers sont composés uniquement de ceux qui sont atteints d'infirmités. On ne saurait comprendre que ces infirmités, l'insuffisance du développement physique, qui rend ces individus impropres à l'accomplissement du devoir militaire constituât, à leur profit, un titre à être traités en privilégiés. Si l'observation présentée plus haut à savoir, qu'à l'âge de la majorité électorale, telle qu'elle est fixée par la loi actuelle, le développement intellectuel n'est pas terminé, si cette observation peut être exacte c'est bien en ce qui concerne les ajournés et les réformés. Et ce sont ceux-là, précisément, que la législation actuelle s'avise de favoriser au point de vue électoral.

Et enfin, c'est avoir d'eux, à notre avis, un souci exagéré que de leur sacrifier ces hommes, sains physiquement et intellectuellement, pleinement développés à tous

les points de vue, en pleine maturité et valeur que sont les officiers et les sous-officiers. Comment hésiterait-on entre les premiers et les derniers ? Du moment où la question se pose comme nous venons de le faire, du moment où elle revient en définitive à ceci : choisir entre ces deux catégories d'individus, d'un côté tous ceux qui de 21 à 23 ou 25 ans (selon l'âge à adopter) n'ont pu être incorporés pour infirmités ou insuffisance de développement, de l'autre tous les officiers et sous-officiers de carrière ayant dépassé cet âge, il nous semble qu'on ne saurait hésiter. Nous croyons avoir démontré ainsi que le seul fait de reculer la date de la majorité électorale permet de donner satisfaction aux militaires de carrière et fait tomber toutes les objections. Voilà un premier point qui nous paraît définitivement tranché. Nous n'y reviendrons tout à l'heure que pour examiner la forme sous laquelle la réforme pourra être réalisée.

Mais nous savons que les promoteurs de la campagne en faveur des droits civiques des militaires ne s'en tiennent pas là. Ils revendiquent non pas le droit de vote, mais les droits civiques, c'est-à-dire aussi bien *l'éligibilité* que *l'électorat*.

Le Comité de rédaction de l'*Armée Moderne* s'exprime ainsi à ce dernier point de vue :

« Le droit de vote seul ne signifie rien. Nous le donnerait nous jeter un os à ronger.

« Quelle influence auraient 30.000 bulletins répartis sur tout le territoire.

« Nous demandons les « Droits civiques » c'est-à-dire non seulement le vote mais aussi l'éligibilité avec toutes ses conséquences. Répondant à une objection déjà faite, on dit qu'il est puéril de redouter que la présence à la

Chambre ou au Sénat d'un certain nombre de militaires professionnels entraîne la création d'un parti politique nouveau : *le parti militaire*.

La République, dit-on, n'a pas besoin de parti militaire et d'ailleurs, chez nous, comme partout il y a assez de divergence dans les opinions pour qu'on ne voie pas au Parlement un secteur de l'amphithéâtre garni de soldats, pas plus qu'on ne voit aujourd'hui les professions assemblées en groupes autonomes (1). On fait valoir par contre « Que le pays n'aurait rien à perdre à voir s'accroître le nombre des compétences dans les discussions intéressant la défense nationale. »

L'auteur de la brochure déjà citée : *Les Droits civiques des militaires de carrière* aborde, lui aussi la question de l'éligibilité, disant que la principale objection à l'éligibilité consiste dans la crainte que l'on a de voir un « officier subalterne être candidat contre un officier général ». Dire que le cas serait extrêmement rare serait une mauvaise réplique « reconnaît-on ». Ce cas ne devrait-il se produire qu'une fois par siècle, il ne serait pas à négliger, s'il peut produire les pires conséquences. » L'auteur déclare qu'une pareille objection n'est pas sérieuse. L'hypothèse d'un officier, fut-il sous-lieutenant, et dans toute la fougue intolérante de la jeunesse, profitant de sa candidature pour manquer de respect à un supérieur, qui se trouverait être son concurrent, lui paraît irréalisable. Il fait remarquer que le renouvellement du cas Boichot, qui se produisit en période révolutionnaire, lui semble fort improbable. En

(1) En Angleterre, 65 officiers font partie du nouveau parlement. On y compte 81 avocats, 44 gentilhommes, 29 négociants, 26 journalistes, etc. La proportion des officiers est donc très grande et n'a jamais entraîné de *pronunciamientos*.

tous cas au point de vue militaire une pareille faute aurait toujours sa sanction, par la seule application des règlements. Et puis, un peu de crédit ne doit-il pas être accordé aux intéressés. Doit-on leur refuser à priori la faculté (sic) d'être imbus assez profondément de l'esprit de discipline pour pouvoir sans détriment pour celle-ci, s'acclimater à des mœurs nouvelles. S'il en était autrement, cette discipline serait une barrière fragile, à la merci du premier incident. Cela reviendrait à dire que l'obéissance qu'exige la discipline, ne peut être obtenue des militaires que s'ils pensent comme leurs chefs. » Faisons-nous à l'idée, conclut l'auteur, qu'on peut être un excellent soldat et avoir des opinions personnelles sur toutes choses — à l'idée que derrière le militaire il y a un homme ; — qu'il est même préférable que cette homme existe, qu'il soit quelqu'un, sous peine que le commandement s'exerce sur des machines et non sur des âmes »...

Le militaire apathique et indifférent à ce qui se passe autour de lui, est un être de légende, dont il est bon que le pays apprenne la disparition à tout jamais. »

Dans son exposé des motifs, le général Pédoya soutient la même thèse. Il lui semble que si les intérêts militaires, et ceux de l'armée en général, sont mal défendus, si les lois qui doivent les régler sont tardivement et mal faites, la cause en est à ce que ces intérêts ne sont pas confiés à des professionnels et à des spécialistes. Il y a bien, pour les défendre, les officiers généraux du cadre de réserve, mais c'est un général qui l'affirme, ils sont « d'un âge où on ne se passionne plus pour l'étude, un peu ingrate, des problèmes militaires. » Il y aussi les officiers retraités, démissionnaires ou ceux de réserve.

Mais ils n'ont fait que passer dans l'armée, et le plus souvent ils ne connaissent les questions qui l'intéressent que d'après de vagues souvenirs ou des communications plus ou moins intéressées. Aussi demande-t-il expressément que de même qu'il peut y avoir dans le Parlement des agriculteurs, des industriels, des professeurs, des instituteurs, des magistrats capables à ses yeux, de se faire les interprètes des revendications de leurs corps respectifs, de même les intérêts de l'armée lui paraissent devoir être confiés à des hommes, en contact constant avec elle, et à même de se rendre compte de ses besoins sans avoir recours à des intermédiaires.

Nous venons d'analyser longuement ce passage de l'exposé des motifs de la proposition en question, parce que si nous sommes d'accord au fond, sur ce point que l'éligibilité doit être reconnue aux militaires de carrière, nous ne saurions admettre les raisons par lesquelles son auteur prétend justifier cette mesure.

Ces motifs lui sont inspirés par une confusion. Dans les Chambres, il n'y a ni agriculteurs, ni industriels, ni professeurs, ni instituteurs, ni magistrats élus à ces divers titres. Il y a des députés, et ceux-ci n'ont pas été élus à raison de leur profession. Il ne pourrait en être ainsi que si la représentation des professions était établie. Mais cela n'est pas. Et si nous en croyons beaucoup de bons esprits (1), cela n'est pas désirable, car ce ne serait pas sans danger.

Les élus, le sont donc par une région au nom d'un territoire tout entier, et non pour défendre des intérêts particuliers ; ils sont les élus du pays.

Nous insistons sur ce point, et nous repoussons éner-

(1) M. ESMEIN. *Eléments du droit constitutionnel* 3^e édit. p. 202, 241.

giquement cette idée de l'exposé des motifs, car elle est inutile pour fonder l'éligibilité que nous réclamons. Elle est même dangereuse car rien ne nous paraît plus propre que ces considérations à justifier l'objection qu'un « parti militaire » pourrait naître de l'exercice des droits civiques.

Il est inutile d'invoquer de pareils arguments. Comme nous l'avons fait remarquer plus haut, nos adversaires n'ont rien démontré, n'ont rien prouvé. Et c'est à eux à qui incombe la preuve, car ils demandent une dérogation au droit commun. Et si cette observation qu'aucune preuve n'a été fournie est vraie, c'est bien en ce qui concerne l'éligibilité. Il suffit de parcourir les discussions que nous avons analysées plus haut, pour se rendre compte de la profonde exactitude de ce fait.

Encore une fois, la question est mal posée. Ce n'est pas à nous à démontrer que l'éligibilité reconnue aux militaires professionnels est sans danger pour la discipline et pour l'armée ; c'est à nos adversaires à faire la preuve du danger qu'ils invoquent pour baser une dérogation au droit commun. Tous les arguments qui ont été fournis dans cet ordre d'idées, l'ont été contre le droit de vote. Or, nous croyons avoir établi la possibilité d'abord, la nécessité ensuite de ce droit pour les militaires. Le droit commun leur étant reconnu applicable pour le vote qui est susceptible en droit et en fait d'être exercé par tous, qu'est-ce qui s'oppose à la reconnaissance de l'éligibilité, qui, par définition et en fait ne sera jamais exercée que par quelques-uns ?

La crainte d'un parti militaire ? Sans doute, si on votait par professions ; si c'étaient celles-ci qui fussent représentées au Parlement. Mais ce sont des régions et tous les votes d'une circonscription, quels qu'ils soient,

sont confondus pour une même élection. Ce parti militaire, à supposer qu'il puisse se former, pour avoir des représentants au Parlement, devrait gagner à ses idées, ou mieux au profit de ses candidats, la majorité des votants d'une circonscription et il ne pourrait être représenté au Parlement, qu'autant qu'il y serait parvenu et dans la mesure où il y aurait réussi. C'est la situation de tous les partis. Et rien ne s'oppose, dans ces conditions et dans ces limites à ce qu'il naisse, à ce qu'il se crée autant de partis que l'on voudra ; une pareille objection n'est donc ni fondée, ni bien sérieuse puisqu'elle repose sur la confusion que nous avons signalée tout à l'heure.

On ne veut pas aussi que les militaires soient éligibles parce qu'un officier devenu député, pourrait interpellier le Ministre de la guerre. Nous répondrons : où serait le mal ? Cette objection procède de la même confusion que la précédente. Au Parlement, il n'y a ni supérieur, ni inférieur, il n'y a ni militaires, ni civils, il n'y a que des représentants du pays *qui le sont tous au même titre*. Quand un militaire s'adressera au Ministre, ce ne sera pas en sa qualité de militaire qu'il le fera, mais comme député. Toute la question consistera nous le verrons au chapitre suivant, à exiger qu'en fait, il ne soit que cela et qu'il ne soit pas à la fois militaire et député ou sénateur.

Le général Pédoya le déclare aussi, en disant qu'il serait inadmissible que le Ministre de la guerre prétendit méconnaître le caractère de député à un élu, parce qu'il aurait été son inférieur dans la hiérarchie militaire.

« Ne voyons-nous pas, dit-il, tous les jours des magistrats appelés à reprendre leur robe, interpellier le Ministre de la justice ; des professeurs qui remonteront dans leur

chaire, interpellier le Ministre de l'Instruction publique et aussi des officiers de réserve qui seront, quelque mois, quelques jours après convoqués pour une période d'ins-truction, adresser une question au Ministre de la Guerre ».

La question ne semble pas présenter de difficultés spéciales en ce qui concerne le militaire, toujours à condition que la situation de ce dernier, quand il sera élu, soit bien déterminée. Une autre preuve, tirée peut-être de l'expérience : tant que l'exercice des droits civiques a appartenu aux militaires, aucune difficulté particulière ne s'est élevée au point de vue qui nous occupe.

Nous sommes donc fondés à conclure que le droit de vote étant reconnu aux militaires de profession, il semble que plus rien ne s'oppose à ce que l'éligibilité suive. Elle ne présenterait ni plus, ni moins de dangers qu'elle n'en entraîne de la part des autres fonctionnaires. Tout au plus y aurait-il lieu de prendre quelques dispositions à raison de ce que les militaires sont les seuls fonctionnaires ayant la propriété de leur grade.

Nous allons exposer dans le chapitre suivant, comment, à notre avis, cette double réforme, nous paraît pouvoir être réalisée. Nous indiquerons, à cette occasion, quelles mesures pourrait comporter cette situation spéciale.

CHAPITRE IV

COMMENT ELLE PARAÎT POUVOIR ÊTRE SOLUTIONNÉE.

Et d'abord, nous considérons comme quelque peu simpliste la manière proposée de solutionner une question de l'importance de celle qui nous occupe, telle que l'envisagent soit les promoteurs de la réforme, soit la proposition du général Pédoya. Les uns et les autres renvoient à un règlement d'administration publique le soin de la trancher. Le législateur a beau faire depuis quelque temps un abus énorme des règlements d'administration publique, renvoyer à trancher de cette manière, toutes les questions qui l'embarrassent, nous ne pensons pas que la question qui nous occupe soit de celles que le législateur peut laisser à d'autres le soin de régler. Il s'agit de faire et de défaire des électeurs et des éligibles. Il s'agit entre autre de modifier la date de la majorité électorale. Il s'agit de donner le droit de vote et l'éligibilité à un nombre trop considérable d'individus, pour que raisonnablement, le législateur se contente de poser un principe plus ou moins précis, en laissant au pouvoir exécutif le soin d'en régler l'application. Cette manière de faire ne paraît pas devoir être adoptée en fait, parce que le Parlement se montre très jaloux de ses attributions et que de multiples intérêts, ceux qui le touchent le plus d'ordinaire, les intérêts électoraux, sont en jeu. Elle nous paraît en outre contraire aux principes de notre droit public. Nous estimons donc qu'une loi est

nécessaire et qu'elle seule peut régler la situation nouvelle.

Les principaux points à régler, la question de principe étant tranchée, nous semblent être les suivants : l'électorat et l'éligibilité seront-ils reconnus pour *toutes* les élections, quelles qu'elles soient, ou seulement pour quelques-unes : dans ce dernier cas, lesquelles ?

Comment et où voteront les militaires ? Quelle sera la situation des élus quand il y en aura ?

D'autres questions se poseront sans doute. Mais il est impossible de les prévoir. Ce ne sera qu'au fur et à mesure que la discussion se précisera, qu'elles apparaîtront : même les faits les feront surgir, postérieurement à la mise en application de la nouvelle législation.

En premier lieu, reconnaitra-t-on aux militaires professionnels l'électorat et l'éligibilité pour toutes les élections ? La question n'est pas oiseuse. Nous constatons en effet que les intéressés ne sont pas d'accord.

La proposition du général Pédoya refuse *expressément* aux militaires l'éligibilité aux mandats de conseiller municipal, de conseiller d'arrondissement et de conseiller général. Son auteur les déclare tout net incompatibles avec les fonctions militaires.

Nous avons déjà remarqué (1) que s'il était très explicite pour refuser l'éligibilité, il ne parlait pas de l'électorat. Cependant, la raison qu'il fait valoir contre l'éligibilité, a autant de valeur quand il s'agit de l'électorat.

Par contre, les auteurs de la campagne, dont nous avons donné de si larges citations, concluent d'une manière très explicite à l'établissement du droit commun

(1) Voir plus haut.

pour les militaires de carrière sous le titre « L'avenir de l'armée. Par quels moyens l'armée peut-elle s'affranchir ? » Nous lisons qu'au nombre de ces moyens il faut inscrire « l'accession au pouvoir légiférant » (1). Il est vrai qu'on pourrait conclure de ce titre que l'auteur préconise uniquement l'éligibilité aux assemblées politiques.

Tous les arguments présentés ne conduisent qu'à cette seule conclusion, comme on a pu s'en rendre compte par les citations qui précèdent.

Cependant ceux qui les ont présentés préconisent expressément le « droit commun » c'est-à-dire l'éligibilité à tous les conseils et à toutes les assemblées électives. C'est ainsi que sous la signature XXX, l'*Armée Moderne* du 3 août 1910 publie un projet de décret dont l'art. VII porte expressément : « Les fonctions de conseiller municipal, conseiller général, conseiller d'arrondissement n'entraînent pas l'incompatibilité avec la fonction militaire. Les militaires élus à l'une de ces fonctions (sic) la cumulent donc avec celle du grade et emploi dont ils sont revêtus dans l'armée ». Nous reviendrons plus loin sur les difficultés que soulève cette solution.

Dans un autre article publié par l'*Armée Moderne* (2), et intitulé : « Le Projet Pédoya » sur les droits électoraux des militaires, l'auteur du projet de loi ci-dessus critique la proposition déposée à la Chambre. Il recommande surtout de ne pas perdre de vue ce principe essentiel : remplacer le militaire de carrière dans le *droit commun* en tout ce qui ne touche pas au service militaire et aux obligations professionnelles.

Quant à nous nous accorderions le droit de vote pour.

(1) *L'Armée Moderne*, n° du 22 juin 1910.

(2) *L'Armée Moderne*, n° du 23 Novembre 1910.

toutes les élections dans les conditions et aux lieux que nous indiquerons tout à l'heure.

Quant à l'éligibilité nous la reconnâtrions aussi pour toutes les élections, mais tempérée, corrigée si on peut ainsi parler, par un certain nombre d'incompatibilités dont il resterait à fixer les limites. L'auteur du projet de l'*Armée Moderne* ne paraît pas se douter qu'il y a deux sortes d'incompatibilités : l'une absolue, l'autre relative. Nous sommes tout disposés à écarter la première, qu'il s'agisse des élections aux assemblées politiques ou aux conseils administratifs. Mais nous considérons que la seconde s'impose pour les unes comme pour les autres.

XXX critique une disposition analogue contenue dans le projet Pédoya sous la règle 3^e aux termes de laquelle « les militaires et marins sont éligibles aux fonctions de député et de sénateur... sous la réserve que l'éligibilité ne peut s'exercer dans le département dans lequel ils sont en garnison ou qu'ils aient quitté leurs fonctions dans ce département depuis six mois au moins ».

Il trouve fâcheuse une pareille disposition qui aurait pour résultat d'édicter des dispositions électorales spéciales pour les militaires, qui tendrait à faire « d'eux une catégorie spéciale de citoyens, au lieu de les réintégrer purement et simplement dans le corps des citoyens français qui est, et doit être *un* ».

« On se présente, ajoute-t-il, comme député dans la région où l'on est connu, où l'on a son métier, son industrie ses occupations, ses relations, dans le pays dont on a pu étudier les affaires et les besoins, que l'on connaît parce qu'on y a vécu et travaillé !

Ce la est naturel et logique aussi bien pour un militaire que pour un civil !

Déjà dans le texte préparé par lui (1) l'auteur avait omplaisamment développé les mêmes manières de voir et les mêmes raisons. Il avait fait valoir que des industriels commerçants, médecins, avocats, etc., occupant parfois des situations importantes, figurent honorablement dans nos assemblées sans que leurs affaires en souffrent ». Et il avait cru pouvoir conclure qu'aucune raison ne s'opposait à ce qu'il en fut de même pour les militaires.

Il n'avait oublié que de les comparer à la seule catégorie de citoyens à laquelle ils ressemblent, *aux fonctionnaires*. Or pour ceux-ci, l'incompatibilité relative, admise par la proposition Pédoya en ce qui concerne l'élection aux assemblées politiques, existe pour toutes les élections. Elle est le droit commun. Nous ne croyons pas qu'on ne puisse pas ne pas l'appliquer aux militaires.

Quand on parle de *droit commun* en la matière, il ne faudrait pas s'y tromper : C'est celui de la catégorie de citoyens à laquelle appartient le militaire. C'est une erreur énorme de parler d'un corps de citoyens français qui est et doit être un. En tout cas il comporte des distinctions, des divisions. C'est dans celle des fonctionnaires que se classent les militaires.

Avec le correctif de l'incompatibilité relative dans les conditions où l'admet la proposition Pédoya pour les assemblées politiques, nous ne voyons aucun inconvénient à reconnaître l'éligibilité des militaires de carrière à toutes les assemblées élues. Nous estimons que, ce faisant, nous plaçons les militaires dans le droit commun.

En ce qui concerne l'exercice du droit de vote nous

(1) N° du 23 Novembre 1910.

venons d'admettre qu'il pourrait être concédé dans toutes les élections, aux Chambres, comme aux assemblées départementales et municipales, ainsi qu'aux conseils d'arrondissement. C'est peut-être pour les assemblées municipales qu'il présente le plus d'inconvénients et qu'il est le moins justifié. Les militaires forment une catégorie d'électeurs de passage.

Ainsi, à la veille d'un changement de garnison, leur intervention dans une élection municipale pourra imposer à une commune une majorité au conseil municipal des méfaits de laquelle ils n'auront pas à souffrir, puisqu'ils seront en garnison ailleurs pendant la durée du mandat de celle-ci. Cet inconvénient très grave se fera sentir surtout dans un certain nombre de communes où l'effectif des troupes est très élevé, et où par suite, le nombre des militaires prenant part à l'élection pourra amener un déplacement de majorité. Cette situation ne sera pas sans danger. Elle nous paraît susceptible de créer dans la population civile un état d'esprit hostile aux militaires. C'est le cas de nous demander avec M. Ajam, député de la Sarthe, dans un article paru dans la *France Militaire*, ce que les officiers pourront gagner, dans ce cas, au droit de vote.

Nous nous résignons cependant à adopter le principe du droit de vote des militaires dans toutes les élections, afin de leur conférer dans le plus grand nombre de cas possible, le bénéfice du droit commun.

Bien entendu il n'est pas question de faire voter les militaires, ni à la caserne, dans un bureau de vote spécial, ni dans la commune où ils avaient leur domicile avant leur incorporation. La première solution avait été imposée par ce fait, qu'aux époques où elle avait été admise,

tous les militaires avaient l'électorat. A ces époques aucun autre système n'était praticable.

La seconde fut adoptée, quand on voulut priver en fait du droit de vote les militaires à qui on feignait de le reconnaître. En ne permettant de l'exercer que dans un lieu où le militaire — professionnel surtout — n'a le plus souvent ni intérêts, ni attaches, ni relations, ni biens, rien qui l'y appelle, on retirait au droit de vote toute sa raison d'être. Il ne constituait plus qu'une amère dérision.

Cependant, c'est le système que propose encore le général Pédoya. Car nous lisons dans la règle n° 3 que le droit de vote ne pourrait être exercé par un militaire, que dans la commune de son lieu de naissance, ou dans celle où il avait son domicile légal avant son entrée au régiment. « En tout cas, on lui interdit expressément d'exercer ce droit dans la commune où le régiment ou une fraction du régiment tient garnison. »

Nous déclarons ne pas apercevoir l'intérêt que présente pour les militaires le droit de vote exercé dans de telles conditions.

Il nous semble que le véritable terrain sur lequel il convient de se placer est le suivant : il faut, non pas traiter le militaire comme un citoyen ordinaire, ce qui nous paraît une exagération en sens inverse de celle qui existe aujourd'hui, mais comme *un fonctionnaire* qu'il est. Il faut lui appliquer le droit commun des fonctionnaires. Or ceux-ci prennent part à toutes les élections dans le lieu où ils remplissent les conditions requises. Que cela soit la règle également applicable aux militaires. Si, au cours des élections, l'un d'eux commet des fautes, — écarts de langage ou de conduite — qu'on les réprime d'après les règles de sa profession. Le militaire

aura, à cet égard plus de garanties que n'en n'ont les fonctionnaires civils soumis, dans la majorité des cas au plus pur arbitraire.

A part cela, qu'on le laisse donc voter comme tout le monde et dans les mêmes conditions que tout le monde.

Cela ne nous paraît pas présenter de plus grands inconvénients, que quand il s'agit de fonctionnaires civils, sauf la réserve faite plus haut en ce qui concerne les élections municipales.

Il appartiendra aux autorités militaires de ne rien faire, bien entendu, pour entraver l'exercice de ce droit. Mais aucune disposition ne nous paraît devoir être insérée dans la loi, dans ce but. Les intéressés n'auraient aucune garantie supplémentaire de ce chef. Et il ne manque pas à l'heure présente de moyens de le faire respecter, depuis la réclamation régulière et hiérarchique, jusqu'aux procédés surnois et anonymes de la communication à la presse, toujours trop heureuse de collaborer à un scandale.

Reste à notre avis, le point le plus difficile : celui de la situation des militaires élus.

Sur ce point encore, sous couleur de demander à être placé dans le droit commun, il nous semble que les divers auteurs de projets tendent à faire une situation de faveur aux militaires quand ils seront élus. La cause en est qu'ils oublient ici encore leur qualité de fonctionnaires, mais ils sont en raison des garanties spéciales dont ils jouissent des *fonctionnaires privilégiés*. Ils ont entre autres la propriété de leur grade.

Un fonctionnaire civil, s'il est élu, dans les cas où il est éligible — est purement et simplement remplacé dans son emploi. Et rien ne lui garantit qu'à la fin de son mandat, il sera renommé dans cet emploi au cas où

il ne serait pas réélu. On sait qu'il n'en n'est autrement que pour les professeurs titulaires de chaires, données au concours ou sur la présentation des corps où la vacance s'est produite.

Bien plus, du jour où il est candidat, il est mis en disponibilité sans solde. Et en cas de non élection, rien ne lui garantit, ni sa réintégration ni le délai dans lequel elle interviendra.

Telle est sommairement la situation du droit commun des fonctionnaires au point de vue qui nous occupe ; elle mériterait d'être réglée par des dispositions précises. Cependant elle ne l'est pas. Et il n'est pas question, que nous sachions, d'y pourvoir au moyen du fameux statut depuis si longtemps et toujours en préparation.

Or, que propose-t-on pour les militaires élus ? Dans le but de satisfaire, dit-on, à la fois l'intérêt militaire et l'intérêt politique en présence, on demande « que les élus soient mis hors cadre et affectés à l'état-major particulier de leur arme.

« Ils seraient en quelque sorte « détachés » à la Chambre des députés comme s'ils étaient dans une école, un service ou une mission quelconque ».

Ces principes sont complétés par des règles spéciales sur la solde et l'avancement. Il ne peut pas en être autrement avec des officiers propriétaires de leur grade, qui ne cesseront pas d'être officiers par suite de leur élection. Mais, encore une fois, il y a là une situation spéciale qui n'est pas celle du droit commun. Si l'on veut procéder à une comparaison, il faut rapprocher des choses semblables ou au moins analogues. Et la situation qui peut être comparée à celle du militaire, c'est évidemment et uniquement celle du fonctionnaire civil. Or, pour ce dernier, la question de savoir quel sort lui

sera fait après son élection, ne se pose même pas, car dès avant que celle-ci soit acquise, souvent sa fonction lui est retirée purement et simplement.

Comme il ne peut en être de même du militaire qui est propriétaire de son grade et ne peut en être privé par suite de l'exercice d'un droit, des règles spéciales devraient être établies de toute nécessité pour lui. Elles auraient sans doute pour conséquences d'amener à en adopter d'analogues pour les fonctionnaires civils, ce qui entraînerait encore une modification profonde de notre législation électorale. Voici celles que l'on propose d'adopter et les motifs au moyen desquels on les justifie : « Du moment dit-on que le militaire est éligible, il faut en toute justice que son droit puisse s'exercer sans lui porter un préjudice pécuniaire, sinon l'accès des candidatures ne serait abordable que pour les militaires fortunés, ce qui serait antidémocratique au premier chef (1) ».

Conclusion: on propose de mettre le militaire en congé avec solde de présence, depuis la date de sa déclaration légale de candidature jusqu'au jour inclus de la proclamation du scrutin ou de la validation de son élection par l'assemblée. Et alors, si le militaire n'est pas élu il reprend sa place à son corps, où, on a soin de le spécifier, il n'a pas été remplacé. En résumé, il a couru la chance d'être élu, il a selon l'expression consacrée « coupé au service » et il n'a rien risqué, ni rien perdu. C'est le budget qui aura fait les frais d'une partie de son élection.

La perspective nous paraît suffisamment alléchante pour que le nombre des candidats militaires se multi-

(1) *Armée Moderne*, n° du 30 juillet 1910. Voir aussi n° du 3 août 1910.

plie sans limite. Et, si par assimilation les mêmes faveurs étaient reconnues aux fonctionnaires civils, cet étrange *droit commun nouveau* risquerait d'entraîner tous les fonctionnaires civils et militaires à être *tous candidats* à toutes les élections.

Voilà où nous ont conduits l'application d'incontestables principes *démocratiques et de justice* invoqués un peu plus haut : à faire payer certains individus par le budget pour être candidats. Nous estimons que si on veut leur reconnaître le droit d'être candidats, il n'existe qu'un moyen d'en limiter le nombre. C'est de les contraindre à *l'être à leurs frais*. Qu'ils soient « détachés aux élections » si l'on veut mais que ce soit sans solde. Leurs concurrents ne souffriraient d'ailleurs pas qu'il en soit autrement.

Après l'élection, si les fonctions sont gratuites, propose-t-on comme celles de conseiller municipal, conseiller d'arrondissement ou général, la solde de présence serait maintenue. A la rigueur cela est admissible, c'est la situation faite à un certain nombre de fonctionnaires civils qui présentement sont dans ce cas.

Bien entendu, quand les fonctions sont rétribuées, le militaire élu ne percevrait aucune solde au titre militaire ; il recevrait les indemnités afférentes à la fonction à laquelle il serait élu ; il serait classé hors cadre à l'état-major particulier de son arme et remplacé dans son emploi ?

Cette situation nous paraît totalement inacceptable ; la position « hors cadre » est une *position d'activité*. Et alors nous allons nous heurter à une difficulté qui nous paraît *insoluble*. Car nous ne comprenons pas comment le général Pédoya, qui admet cette solution, peut dire à propos des interpellations adressées au Ministre de la

guerre qu'il n'y a à la Chambre, ni généraux, ni capitaines mais seulement des représentants du peuple, ayant tous les mêmes droits et les mêmes prérogatives. C'est par un abus évident de langage, que dans l'exposé des motifs, l'auteur de la proposition s'exprime ainsi : « Comment il n'y a ni généraux, ni capitaines, il y aura si la proposition est adoptée, des généraux et des capitaines en activité de service » puisque nous lisons dans la proposition Pédoya: « 8° Les militaires ou marins élus sénateurs ou députés continuent à être inscrits sur les contrôles de l'armée. On a beau nous dire toujours, au nom des principes bien entendu — qu'il n'y a rien là que de *logique* et de *juste* ; sans doute, dit-on, un militaire qui prend un congé pour ses affaires, perd son ancienneté, ses droits à l'avancement et à la décoration, etc... Il n'y a là rien que de juste. Car on ne peut permettre à ces officiers de se ménager les avantages d'une situation qu'ils ont quittée pour le souci de leurs intérêts personnels. Il en est autrement ici. Le *militaire élu*, il se consacre aux intérêts du pays, de l'armée dont il est membre, il serait souverainement injuste que son dévouement aux affaires publiques lui fut préjudiciable au point de vue militaire. »

Les promoteurs de la réforme ont le plus grand souci des intérêts de ceux qui seront appelés à en profiter. Ils ne tiennent pas à ce qu'ils deviennent des héros. Ils visent avant tout à ce que « leur dévouement aux affaires publiques » améliore la situation des militaires en général sans être « préjudiciable » à ceux qui en seront les artisans. Mais, pour se rendre compte s'il y a ou non avantage ou préjudice, il faudrait procéder par comparaison. Les élus, non militaires, quels qu'ils soient non d'autre récompense de leur non moindre dévouement, que l'indemnité parlementaire et l'honneur d'avoir servi

leur pays. Les élus militaires auraient, si ces propositions étaient adoptées, les mêmes avantages et en plus concourraient avec leurs camarades non élus, pour les droits à l'avancement, à la décoration, à la retraite, etc. Cela ne paraît-il pas faire double emploi et les services ainsi rendus au pays, à l'armée, par cette catégorie nouvelle de militaires, ne paraissent-ils pas payés deux fois ?

Mais alors, quelle pourrait être la solution ?

Peut-être se contenter d'abord de l'électorat et abandonner l'éligibilité ?

La seule situation qui nous paraisse acceptable et compatible avec sa qualité nouvelle, pour le militaire élu, c'est la position de non-activité. Car, encore une fois, il est inacceptable, de tous points inconvenable, dans une organisation comme la nôtre, qu'un officier en activité puisse exercer sur le gouvernement — non seulement son supérieur direct le Ministre de la Guerre — mais le gouvernement tout entier, dont il serait un fonctionnaire, un subordonné, le contrôle qu'exercent les membres du Parlement.

La non-activité permettrait d'appliquer au militaire élu, les règles admises pour les fonctionnaires civils, en matière d'incompatibilité. C'est la solution que paraît adopter d'ailleurs l'art. 10 de la loi du 30 Nov. 1875, qui porte dans son dernier paragraphe : « Dans les fonctions où le grade est distinct de l'emploi, le fonctionnaire, par l'acceptation du mandat de député, renonce à l'emploi et ne conserve que le grade ». Il nous semble que c'est à cette idée que correspond la mise en non-activité que nous proposons,

On nous objectera que l'éligibilité ne sera accessible qu'aux seuls militaires fortunés. Il en est ainsi, qu'on ne l'oublie pas, non seulement de tous les

fonctionnaires, mais encore de tous les citoyens. Et personne n'a encore proposé, que nous sachions, de donner une solde de présence à tous les candidats aux élections, qui seraient sans fortune. Telles nous paraissent être les règles commandées à la fois par les principes, par les faits, par l'intérêt général et même par l'intérêt bien entendu des militaires. Il nous reste maintenant à conclure, nous le ferons brièvement, après avoir consacré un chapitre à l'étude de la question dans les pays étrangers.

CHAPITRE V

ETUDE DE LA QUESTION DANS LES PAYS ETRANGERS (1).

Avant de conclure, il n'est pas inutile de jeter un coup d'œil sur la situation des officiers au point de vue de l'exercice des droits politiques dans les pays étrangers.

Les adversaires de la réforme en France, disent, que le législateur, en accordant le droit de vote et l'éligibilité aux militaires, ferait œuvre de révolutionnaire. Ces adversaires semblent oublier que, sous les différents régimes qui se sont succédé depuis 1789, les officiers ont joui presque toujours, du moins en principe, de l'exercice de ces droits. Une incursion dans la législation des pays étrangers nous fera voir que la France actuellement est en retard sur la plupart des pays d'Europe, et du monde, même les moins démocratiques.

Cette constatation tranquillisera ceux que l'innovation réclamée pourrait effrayer, puisqu'elle fera découvrir des organisations dans lesquelles les militaires participent à la vie de la nation, sans qu'il en résulte le moindre inconvénient, soit pour la discipline, soit pour les institutions politiques.

On peut rapporter à 4 systèmes principaux la situation des militaires dans les divers états.

(1) *France Militaire* du 29 août au 12 décembre. L'armée et les droits politiques. Louis Robert.

1° Ils ne sont pas électeurs, mais ils sont éligibles

2° Ils sont électeurs, mais ne sont pas éligibles.

3° Ils sont électeurs, et éligibles.

4° Ils ne sont ni électeurs ni éligibles.

En Europe, le premier système est appliqué en Espagne, en Allemagne.

ESPAGNE. — Le pouvoir exécutif appartient au Roi, assisté du Conseil des Ministres. Le pouvoir législatif, aux-deux assemblées législatives : le Sénat et la Chambre des députés.

Le Sénat comprend des sénateurs de droits, des sénateurs nommés à vie par le roi, et des sénateurs élus par les corporations de l'Etat.

Parmi les sénateurs de droit se trouvent les capitaines généraux de l'armée, et l'amiral de la flotte.

Peuvent être nommés sénateurs à vie, les lieutenants généraux et les vice-amiraux ayant deux ans de grade. Les militaires peuvent être élus sénateurs, s'ils remplissent les conditions censitaires prévues par la loi électorale de 1877.

La Chambre des députés se compose de députés élus par les juntas électorales. La majorité politique est fixée à 25 ans.

Les officiers sont éligibles à la Chambre des députés, mais ils ne sont pas électeurs. Les sous-officiers et les soldats ne sont ni électeurs ni éligibles.

Certaines incompatibilités atteignent les militaires élus.

ALLEMAGNE. — En Allemagne, l'empereur est assisté, dans l'exercice du pouvoir exécutif, par un chancelier qui, en fait, ne dépend que de l'empereur, et est constitutionnellement, le seul ministre de l'empire.

Le pouvoir législatif appartient à deux Chambres : le conseil fédéral (Bundesrath), et l'assemblée d'empire. (Reichstag).

Le Reichstag est seul nommé par le suffrage universel et direct au scrutin secret.

La majorité électorale est fixée à 25 ans.

La loi électorale du 2 mai 1874, suspend, pour les militaires appartenant à l'armée active, le droit de prendre part aux élections, exception faite pour les employés militaires et les gendarmes.

En 1869, M. Hasenclever, député socialiste, déposa un amendement à la loi électorale de 1869, tendant à accorder le droit électoral, à tous les militaires. Cette amendement fut repoussé à une énorme majorité.

Au point de vue de l'éligibilité, aucune disposition législative ne la supprime aux militaires qui sont, par conséquent, éligibles au Reichstag.

2^e système. — Appliqué en Belgique, en Italie et en Russie : Ils sont électeurs, mais ne sont pas éligibles.

BELGIQUE. — Le roi exerce le pouvoir exécutif. Le pouvoir législatif appartient à la Chambre des représentants, et au Sénat.

Les officiers, âgés de 25 ans, sont électeurs, pour la Chambre des représentants, et disposent de trois votes, nombre maximum, que la constitution permet d'attribuer à un citoyen. (art. 17 et 19 de la loi du 7 septembre 1893).

Le droit de vote des sous-officiers et caporaux est suspendu tant qu'ils sont sous les drapeaux, à l'exception des employés militaires ayant rang de sous-officier.

L'officier peut, tout en étant en activité de service, se

porter candidat à la députation, mais il ne pourrait siéger qu'en cessant d'être fonctionnaire salarié. (art. 238 du code électoral.)

Les sous-officiers et les soldats se trouvent dans les mêmes conditions avec, de plus, cette aggravation qu'étant liés au service, ils ne peuvent démissionner s'ils sont élus. — Aucun texte ne leur enlève le droit de poser leur candidature à la Chambre et au Sénat.

ITALIE. — L'Etat italien est régi par un gouvernement monarchique et représentatif. Le pouvoir législatif est exercé collectivement par le roi, et par deux chambres : le Sénat et la Chambre des députés.

Le Sénat est composé de membres nommés à vie par le roi, en nombre illimité. Ils doivent avoir 40 ans au moins, ils sont choisis dans certaines catégories de citoyens. Les officiers généraux de terre et de mer constituent une de ces catégories.

La Chambre des députés est élective ; les députés sont élus pour cinq ans par les collèges électoraux.

Sont électeurs tous les citoyens ayant accompli leur vingt et unième année, sachant lire et écrire. L'art. 2 § 3 de la loi électorale de 1893, classe parmi les électeurs, tous ceux qui ont accompli au moins deux années de service militaire actif et qui ont une instruction correspondante à celle qui est donnée dans les écoles régimentaires, justifiée par une attestation du chef de corps, à la libération.

La loi spécifie que les officiers et les sous-officiers en activité de service sont électeurs. Toutefois les sous-officiers et les soldats ne peuvent exercer leurs droits politiques tant qu'ils sont sous les drapeaux.

Donc, en réalité, dans l'armée italienne, seuls les offi-

ciers en activité, votent ; l'accès, des salles de vote, leur est interdit, en armes.

Les officiers ne sont pas éligibles, sauf à la Chambre des députés, les officiers supérieurs et les généraux.

Russie. — En Russie, comme d'ailleurs dans beaucoup d'autres pays orientaux, on a tendance à assimiler, pour les droits politiques, les fonctionnaires militaires aux fonctionnaires civils. Le port de l'uniforme pour ces derniers, la discipline rigoureuse à laquelle ils sont soumis, peuvent, en partie, expliquer cette assimilation.

L'avant-projet établi par M. Boulyguine, ministre de l'intérieur, au sujet des propositions pour les élections à la Douma, en 1903, excluait du corps électoral tous les employés de l'Etat, civils et militaires.

La commission après examen des solutions adoptées par les gouvernements de l'Europe occidentale, déclara que « dans l'intérêt de la discipline militaire, les sous-officiers et les soldats en activité de service devraient être écartés aussi bien de l'électorat que de l'éligibilité.

L'examen des constitutions étrangères ne put guider la commission au sujet des droits politiques à accorder aux officiers. M. Witte et le général Trépov, voulaient appliquer aux officiers, les mesures prises à l'égard des sous-officiers et des soldats, mesures justifiées par la période d'agitation intense que traversait la Russie à cette époque.

La Commission, tout en reconnaissant la justesse de ces considérations, n'adopta pas cette manière de voir, et émit un vote favorable au droit de vote des officiers en activité de service; elle se montra hostile à leur éligibilité.

Après la crise de la fin de l'année 1903, la loi électorale d'août 1903, fut modifiée dans un sens plus dé-

mocratique par la loi de décembre de la même année, et celle du 16 juin 1907

Mais ces modifications ne changèrent en rien la situation des officiers, réglée par la loi du 19 août 1905.

D'après la Constitution de 1906, le pouvoir suprême autocratique appartient à l'empereur qui exerce le pouvoir législatif, d'accord avec le Conseil de l'empire et la Douma impériale.

Le conseil de l'empire comprend des membres nommés par l'Empereur, et des membres élus pour 9 ans.

La Douma d'empire se compose de membres élus par toute la population de l'empire, pour une durée de 5 ans.

Les militaires peuvent être nommés membres du conseil de l'empire par l'empereur, ou peuvent être élus s'ils possèdent la noblesse héréditaire ou satisfont au cens immobilier.

A la Douma, les officiers et soldats satisfaisant au cens immobilier, peuvent transmettre à leurs fils leur droit électoral. La loi leur refuse le droit de vote, mais leur permet de voter par procuration.

La loi de 1905 exclut tous les militaires de l'éligibilité à la Douma.

3^e système.— Ils sont électeurs et éligibles.— Appliqué: au Portugal, en Angleterre, en Suisse, en Suède, aux Etats-Unis et au Brésil.

PORTUGAL.— Ils sont électeurs et éligibles.

Mais les autorités militaires sont frappées d'incompatibilité relative, dans le ressort où elles exercent leurs fonctions, et pendant les six mois qui suivent la cessation de ces fonctions.

D'autre part il y a incompatibilité entre le mandat de

député et la qualité d'officier, à l'exception des officiers généraux.

Toutefois les officiers ne sont pas obligés d'opter entre leur mandat et leur fonction: leur élection à la Chambre a seulement pour conséquence de les faire mettre en disponibilité. Ils ne peuvent exercer leurs fonctions militaires, ni toucher leur solde pendant la durée de la législature, mais ce temps leur est compté comme temps de service, pour toutes conséquences à en tirer.

Les droits politiques dont jouissaient les militaires sous la monarchie, ont été maintenus par la nouvelle constitution portugaise.

ANGLETERRE.— Le pouvoir législatif est exercé par le roi et les deux Chambres, la Chambre haute (lords) et la Chambre basse (communes). Le roi exerce le pouvoir exécutif.

La Chambre des lords est composée des représentants de la noblesse du Royaume-Uni et de membres élus par la noblesse.

Les officiers peuvent faire partie de la Chambre haute, s'ils ont, par ailleurs, les titres voulus.

La Chambre des communes est composée des représentants de la nation, élus au suffrage restreint.

Le droit de voter, pour envoyer des députés à la Chambre des communes, s'appelle « la franchise. »

Les franchises peuvent être groupées sous trois chefs principaux: propriété, occupation, résidence.

Le militaire qui possède ces franchises a le droit de vote. Ne sont pas éligibles en Angleterre d'après l'act de 1700 ceux qui ont accepté une fonction nouvelle de la couronne créée depuis 1703, ceux qui reçoivent de la

...couronne une pension, et ceux qui remplissent certaines fonctions déterminées.

L'article 27 de l'act soustrait à cette règle les commissions dans l'armée et la marine ; des statuts spéciaux, les commissions dans la milice.

Le fait d'être militaire en Angleterre, n'exclut en rien les droits électoraux, pas plus qu'il n'est un obstacle à l'éligibilité dans les deux Chambres.

SUISSE.— La constitution de la Suisse est essentiellement démocratique. L'autorité suprême de la confédération est exercée par l'assemblée fédérale qui se compose de deux conseils, le conseil national et le conseil des états.

Les élections, pour le conseil national, sont directes.

L'exiguïté du territoire a permis d'organiser pour les problèmes importants posés devant l'opinion publique, le référendum, le gouvernement direct du peuple.

L'armée suisse possède une organisation toute particulière, et très différente de celle des autres armées européennes.

Le citoyen suisse, doit le service personnel de 20 à 48 ans. Tous les jeunes gens de 19 à 20 ans, reconnus aptes au service sont instruits dans les écoles de recrues, pour une durée d'instruction restreinte (63 à 90 jours suivant les armes).

A l'issue des écoles, les jeunes gens servent douze ans dans l'élite et font un stage annuel de 11 à 14 jours. Ils passent ensuite dans la landwehr.

Les officiers et les gradés ne sont appelés au service qu'en vue de leur instruction militaire.

Les instructeurs militaires forment un corps spécial ; leurs fonctions sont permanentes.

Aucune restriction n'est apportée au droit de vote qui est exercé par tous les citoyens âgés de 20 ans. Tous sont, aussi éligibles aux différentes assemblées, même les militaires instructeurs permanents de l'armée.

SUÈDE. — Le roi a le pouvoir exécutif. Il exerce le pouvoir législatif d'accord avec le Riksdag, qui représente le peuple suédois

Le Riksdag comprend 2 Chambres : la Chambre haute, dont les membres sont élus pour 6 ans, et la Chambre basse, plus nombreuse, qui se renouvelle en entier, tous les 3 ans.

Le service personnel est obligatoire depuis le 14 juin 1904. Les jeunes gens sont appelés 150 à 280 jours, dans les écoles de recrues, et 3 années consécutives, 30 jours chaque fois.

La majorité électoral est fixée à 25 ans.

Aucun article de la constitution ou de la loi électorale ne fait obstacle au droit électoral des militaires (officiers, sous-officiers, engagés volontaires, ayant plus de 25 ans). Ils sont également éligibles, sans restriction aucune.

ETATS-UNIS. — Le pouvoir législatif appartient aux Etats-Unis, au Congrès qui est formé par le Sénat et la Chambre des représentants. La Chambre des représentants est composée de membres élus par les divers états, au suffrage universel.

Chaque état nomme deux sénateurs élus pour 6 ans.

Le pouvoir exécutif est confié au président des Etats-Unis, pour 4 ans. Il est élu en même temps que le vice-président, qui est président du Sénat.

Aucune restriction, aux Etats-Unis, n'est apportée à l'électorat et à l'éligibilité des militaires.

BRÉSIL. — La forme du gouvernement est la république fédérative.

Le pouvoir législatif appartient au congrès national comprenant la Chambre des députés et le Sénat.

Les députés, à la Chambre, sont élus pour 3 ans, avec représentation des minorités, par les citoyens âgés de 21 ans.

Ne peuvent être élus : les mendiants, les illettrés, les religieux et les troupes (sous-officiers et soldats), sauf les élèves d'écoles militaires d'enseignement supérieur.

Les sénateurs sont élus dans les mêmes conditions, pour 9 ans.

Au Brésil, les sous-officiers et les soldats ne sont ni électeurs, ni éligibles : les officiers des armées de terre et de mer sont électeurs et éligibles aux deux Chambres du congrès national et même à la Présidence de la République.

4^e SYSTEME *Ils ne sont ni électeurs ne éligibles.* —

AUTRICHE. — Le pouvoir exécutif appartient à l'empereur. Le pouvoir législatif au Reichsrat ou chambre haute et à la Chambre des députés.

Les militaires peuvent faire partie du Reichsrat, s'ils y ont droit en vertu de leur naissance, de leur droit héréditaire ou de leur mérite personnel

La Chambre des députés est entièrement élue au suffrage universel, mais les militaires sont formellement privés du droit de vote et de l'éligibilité.

HONGRIE. — Le pouvoir législatif appartient à 2 Chambres : la Chambre des magnats et la Chambre des députés.

Comme en Autriche pour le Reichsrat, le droit de siéger à la Chambre des Magnats résulte de l'hérédité, des

fonctions, du fait de la nomination par le roi. Les militaires n'en sont point exclus.

A la Chambre des députés, mêmes restrictions, au point de vue de l'électorat et de l'éligibilité, qu'en Autriche pour les officiers hongrois appartenant à l'armée commune.

LE JAPON. — En 1868, le Japon vivait encore sous le régime féodal. Un sénat consultatif fut appelé en 1872. En 1881, l'empereur décida la création du régime parlementaire.

La constitution parlementaire fut votée en 1889.

Le parlement comprend 2 Chambres ; la Chambre des pairs, et la Chambre des représentants.

La plupart des membres de la Chambre des pairs, sont membres de droit, ou nommés par l'empereur.

La Chambre des représentants est nommée par tous les citoyens âgés de 25 ans, et payant un impôt direct de 15 yen.

Ne peuvent prendre part à l'élection, ni être élus : les fous, les banqueroutiers, les gens privés de leurs droits civiques, ceux détenus par suite d'une poursuite criminelle, les soldats et les marins en activité, c'est-à-dire les officiers les sous-officiers et les soldats des armées de terre et de mer.

Il est probable que c'est l'exemple de la France qui a dicté les dispositions ci-dessus, car on sait l'influence qu'ont eu les commissions françaises envoyées au Japon pour réformer l'armée.

SERBIE. — Le pouvoir exécutif appartient au roi, le pouvoir législatif à la skoupchtina, composée des représentants du peuple, élus par les citoyens.

La constitution de 1903 porte (art. 86) « Les officiers

en service actif ou en disponibilité, et les soldats sous les drapeaux, ne peuvent pas voter » — l'article 94 ajoute : « Quiconque n'a pas le droit de voter, ne peut être élu. »

L'armée serbe est une armée nationale. La loi militaire de 1886, plusieurs fois modifiée, exige le service personnel obligatoire.

La durée du service actif est de deux ans.

.....

Dans cette étude, nous avons, pour chaque pays, indiqué la constitution et la situation des militaires au point de vue de l'exercice des droits politiques. On peut y trouver les éléments de comparaison, d'appréciation nécessaires.

Il faut cependant se garder de conclusions hâtives et fausses ! En Angleterre, en Suisse, par exemple, la question des droits politiques des militaires ne saurait être envisagée comme en France et en Allemagne.

L'Angleterre n'a pas d'armée nationale, et son armée n'a, ni la même constitution, ni la même fin, que les armées françaises et allemandes. Aussi, a-t-on pu accorder sans inconvénient en Angleterre, à tous les militaires, le droit de vote.

En Suisse, la constitution de l'armée est très différente. C'est la milice proprement dite. Là encore, étant donné l'exiguïté du territoire, la neutralité du pays, aucune restriction n'est apportée au droit de vote.

On ne saurait donc voir là, ni un exemple, ni un enseignement.

Mais, dans les autres pays, où l'armée doit faire face aux mêmes nécessités, aux mêmes obligations que chez nous, le rapprochement des législations n'est pas sans intérêt. Les militaires, en règle générale, ne sont pas exclus de la vie politique.

La France a sur ce point une législation trop peu libérale et l'on ne peut à vrai dire en trouver d'analogue qu'en Autriche-Hongrie, en Serbie et au Japon.

Elle vient après les pays monarchiques comme l'Italie, le Portugal (ancienne constitution), la Belgique, l'Espagne. Elle reste au-dessous des états autocratiques comme l'Allemagne et la Russie.

De là à conclure à la restitution, aux officiers et sous-officiers rengagés, en un mot aux militaires de carrière, de l'exercice des droits politiques, il n'y a qu'un pas, et c'est ce que nous faisons dans le chapitre suivant qui clôturera cette étude.

CONCLUSION

Pour conclure, nous rappellerons que la solution donnée à la question des droits civiques des militaires, tant en 1872 qu'en 1875, fut inspirée par des conditions autres que celles qui furent proclamées du haut de la tribune ; que ces dernières constituent de simples affirmations, sans preuves, et ne sont pas des démonstrations ; que la situation qui en est résultée a eu pour conséquence de renverser la charge de la preuve, en dispensant de prouver ceux qui voulaient établir une dérogation au droit commun, et en mettant dans l'obligation de prouver leur droit à ceux qui ne demandaient qu'à jouir du droit commun en matière de droits civiques.

Indépendamment d'ailleurs de ces considérations, il semble difficile de ne pas reconnaître, du moins en partie, ces droits aux militaires et ce, pour les raisons suivantes : en premier lieu, les changements profonds que l'on sait, se sont accomplis depuis cette date, tant dans l'organisation de l'armée que dans la conception de cette organisation et dans celle que l'on se fait de plus en plus de la discipline.

D'autre part, un mouvement très profond, en même temps que très étendu, dont nous nous sommes efforcés de donner une idée, en y consacrant tout un long chapitre, dans lequel nous avons multiplié les citations, s'est produit parmi les intéressés — à tort ou à raison, ils réclament l'exercice des droits civi-

ques ; ils les considèrent comme utiles à l'accomplissement de leur fonction telle qu'elle est désormais envisagée, et nécessaire à la défense de leurs intérêts et de leurs droits. De ce mouvement, il nous semble impossible de ne pas tenir compte, d'autant plus que la question ne se présente plus comme elle se présentait antérieurement. Il n'est plus question de reconnaître les droits civiques à *tous* les militaires. Il ne s'agit plus que d'en permettre l'exercice aux militaires de carrière. Sans doute, l'adoption de cette solution doit être payée du changement de la date de la majorité électorale. Nous pensons franchement, qu'elle ne saurait être considérée comme un mal, au point de vue de l'intérêt général, au contraire. Pour reprendre les termes de M. Batbie, avec qui, on a pu le voir nous nous trouvons d'accord pour une fois, « à vingt et un ans, on vote non pas avec la clarté du cœur mais avec le trouble des passions et l'obscurité de l'inexpérience »(1).

On remarque d'ailleurs qu'une différence profonde sépare notre solution de celle proposée par l'éminent professeur, membre de l'assemblée nationale, dont nous venons de rapporter les paroles

Elles furent prononcées par lui à l'appui d'une proposition qui tendait à étendre encore dans la loi électorale, l'exclusion des droits politiques déjà adoptée par la loi militaire ; à restreindre diminuer encore le nombre des individus appelés à jouir des droits politiques.

Quant à nous, si nous retirons la jouissance de ces droits aux jeunes gens de 21 à 24 ou 25 ans, non incorporés à raison d'infirmités déjà constatées dont ils sont

(1) *J. off.* 3 juin. 1874. Séance du 4, p. 3700 et 3761.

atteints, c'est dans le but de pouvoir donner l'exercice de ces droits aux militaires de carrière .

Grâce à cette mesure, il nous semble que le droit de vote pourrait être reconnu à ces derniers, dans les conditions du droit commun, c'est-à-dire dans la commune de leur domicile et pour toutes les élections, sauf peut-être pour les élections purement locales, où cette solution est susceptible de soulever quelques difficultés, et pour lesquelles des mesures spéciales seraient peut être nécessaires.

Reste l'éligibilité ; comme nous croyons l'avoir montré les militaires ne pourront être appelés à en bénéficier qu'à la condition qu'on commence par leur appliquer la règle écrite dans le dernier paragraphe de l'art. 10 de la loi du 30 septembre 1875, à savoir que « dans les fonctions où le grade est distinct de l'emploi, le fonctionnaire par l'acceptation du mandat de député renonce à l'emploi et ne conserve que le grade ». Cette règle serait étendue à un certain nombre d'autres mandats, tels que celui de Sénateur, de conseiller municipal dans les grandes villes, etc.. Il s'agit en somme d'appliquer aux militaires les règles de l'incompatibilité, qui constituent à cet égard le droit commun des fonctionnaires parmi lesquels ils se rangent tout naturellement. Mais, des mesures nous ont paru s'imposer non seulement à partir de l'élection, mais du jour où la candidature serait officiellement posée. Et celle qui nous paraît s'imposer, n'est rien autre que la mise en non-activité pour la durée du mandat au cas où le militaire serait élu, pour la durée de la période électorale, dans le cas contraire.

Il ne saurait donc dans ces diverses circonstances être

question ni de solde, ni d'avancement, ni de droit à la retraite ou aux décorations

Moyennant quoi, nous ne verrions aucune raison pour que l'expérience ne fut pas tentée. On a vu souvent des mesures jugées subversives jusqu'au jour où étant adoptées et entrées en application elles paraissent toutes naturelles ; on se demande comment il a pu se faire qu'elles aient paru si dangereuses.

Il nous semble que celles qui viennent de faire l'objet de cette étude seront dans ce cas. Nous osons donc même espérer que les arguments qui viennent d'être développés, contribueront à faire partager cette manière de voir et conséquemment à en faire hâter la mise en application.

FIN

Vu : *Le Président*

Nancy, le 27 janvier 1911.

CHRÉTIEN.

Vu : *Le Doyen*

BINET.

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, le 27 janvier 1911.

Le Recteur de l'Académie,

CH. ADAM.

Correspondant de l'Institut

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Des droits politiques des militaires en France. De l'état actuel de la question.

TITRE I. — Electorat	8
CHAPITRE I. — Inscription des militaires sur les listes électorales	10
CHAPITRE II. — Droits de vote des militaires	23
TITRE II. — Eligibilité.	39
CHAPITRE I. — L'inéligibilité des militaires dans les élections à la Chambre des députés et au Sénat	41
CHAPITRE II. — L'inéligibilité des militaires dans les élections autres que celles de la Chambre des députés et du Sénat.	45
CHAPITRE III. — Droit de vote dans les assemblées électives dont ils font partie.	53

DEUXIÈME PARTIE

Les droits électoraux des militaires depuis la Révolution jusqu'en 1875

CHAPITRE I. — Législation électorale concernant les militaires de 1789 à 1848.	62
CHAPITRE II. — Législation électorale concernant les militaires de 1848 à 1871.	77

TROISIÈME PARTIE

Pourquoi et comment fut changée la législation concernant les droits politiques des militaires.

CHAPITRE I. — Motifs invoqués au cours de la discussion de la loi militaire du 27 juillet 1872.	97
CHAPITRE II. — Les droits politiques des militaires au cours de la discussion de la loi électorale du 30 novembre 1875 et de la loi municipale du 5 avril 1884.	116
CHAPITRE III. — Les droits politiques des militaires lors du vote des lois militaires de 1889 et 1905.	123
CHAPITRE IV — Projets relatifs aux droits politiques des militaires.	129

QUATRIÈME PARTIE

*Critiques que soulève la législation de 1873. Les projets de réforme
auxquels elle a donné lieu.*

CHAPITRE I. — Critiques dirigées par les intéressés contre la légis- lation relative aux droits politiques des militaires.. . . .	142
CHAPITRE II. — Examen critique des raisons en vertu desquelles les militaires ont été privés des droits politiques.	166
CHAPITRE III. — Comment se pose aujourd'hui la question	182
CHAPITRE IV. — Comment elle paraît pouvoir être solutionnée. . .	195
CHAPITRE V. — Etude de la question dans les pays étrangers. . .	209
CONCLUSION.	222

